l'unité

M 2805 - N° 455 - 7 f — L'hebdomadaire du Parti socialiste — 12 février 1982



La Une du numéro 1 de « l'Unité ».

"L'UNITE" A DIX ANS

"L'Unité" vient d'avoir dix ans. C'est un événement dans la vie d'un journal. On nous permettra de nous y attarder un instant, et, pour une fois, de parler un peu de nous, comme nous le faisons dans les pages suivantes

PAR CLAUDE ESTIER

PARLER de nous, c'est revivre au fil des semaines tout le combat mené par les socialistes depuis le jour où, dans un gymnase d'Epinay, ils se sont rassemblés dans un nouveau parti dont le premier objectif — aujourd'hui atteint — était de conquérir le pouvoir pour entreprendre la transformation de la société française.

Rien de cela n'était acquis en février 1972 quand parut notre premier numéro. Il avait fallu six mois après le congrès de l'unité pour recréer, presque sans moyens, une presse socialiste sur des cendres déjà froides. Le titre du journal s'imposait mais il était lui-même un acte de foi. Nous étions une poignée, serrés dans l'inconfort d'une arrière-boutique du quartier Pigalle et conscients de nous lancer dans une aventure incertaine. Autour de ceux du premier jour, toujours présents pour la plupart, l'équipe s'est agrandie, renouvelée, à l'image du Parti dont elle a soutenu la cause, exprimé la volonté, devancé parfois les initiatives. Relire aujourd'hui la collection des dix années de « l'Unité », c'est se remettre en mémoire le cheminement, pas toujours évident, qui a conduit au succès de ce que, dès le printemps 1973, nous appelions dans un titre de « une » : « le pari de Mitterrand ».

Parler de « l'Unité », c'est naturellement parler d'abord de celui qui est devenu le président de la République française. Non pas seulement parce qu'il a été pendant ces dix ans le premier artisan de la renaissance socialiste et de la victoire de la gauche, mais aussi parce qu'il fut, dès le début et aussi longtemps qu'il en eut la possibilité, le plus brillant de nos collaborateurs. Ses chroniques hebdomadaires, réunies ensuite dans deux ouvrages devenus fameux, lui ont permis d'apporter sa part de vérité sur les grands événements du monde comme sur les petits faits de la vie quotidienne. Leur relecture est indispensable à la compréhension de la pensée et de l'action de celui à qui la majorité des Français a confié au printemps dernier les destinées de notre pays.

Avant d'arriver à la victoire de 1981, « l'Unité », avec le P.s. a vécu les espoirs et les déceptions d'une longue série de consultations électorales : la montée des législatives de 1973, les 400 000 voix manquées des présidentielles de 1974, la poussée des cantonales de 1976 et des municipales de 1977 où s'allongeait sous nos yeux la liste impressionnante des villes arrachées à la droite, l'espoir brisé de mars 1978 après une rupture qui avait éclaté comme un coup de tonnerre alors que Giscard et Barre se sentaient déjà perdus. Il a fallu encore trois ans pour retourner la situation et nous avons le sentiment que dans cette période difficile — la plus difficile peut-être — « l'Unité » a aidé le Parti socialiste à occuper le terrain en expliquant ses positions, en ripostant aux coups qui lui étaient portés de gauche et de droite, en démontrant la filiation directe qui conduisait du programme commun au manifeste de Créteil et aux propositions du candidat François Mitterrand. En journalistes, nous avons tenté de notre mieux d'illustrer et de valoriser les thèses socialistes en matière économique, sociale, culturelle, etc. C'était, c'est toujours, l'un des volets de notre expression hebdomadaire. L'autre, c'est de montrer ce qui se passe dans notre pays et dans le monde, de dénoncer les scandales et les injustices, de plaider pour les libertés, de combattre partout les violations des droits de l'homme. Les occasions hélas ! ne nous ont pas manqué depuis le putsch de Pinochet en septembre 1973 à Santiago jusqu'à l'« état de guerre » de Jaruzelzki en décembre 1981 à Varsovie.

Si l'audience de « l'Unité » a, depuis des années, largement dépassé sa diffusion réelle, c'est, bien sûr, parce qu'on a cherché dans ses colonnes la voix des socialistes. C'est aussi parce que nous avons mis l'accent, souvent les premiers, sur des grands thèmes qui se sont ensuite imposés. C'est dès 1973 et 1974 que nous avons analysé les causes et les conséquences de la crise économique qui se profilait à l'horizon, souligné qu'elle n'était pas passagère et qu'elle atteindrait gravement la France par l'inflation et le chômage si demeuraient intactes les structures capitalistes de notre économie. C'est dès octobre 1975, dans une enquête : « Au Sud du nouveau » qui fit quelque bruit à l'époque, que nous avons posé le problème de l'eurogauche. Dans l'entretien que nous accorda alors Enrico Berlinguer se trouvaient déjà contenues les prémisses de la rupture qui vient d'intervenir — événement historique dont on mesure encore mal la portée — entre les communistes italiens et l'Union soviétique.

On pourrait multiplier les exemples. Cela deviendrait fastidieux et on nous taxerait d'autosatisfaction. Nous sommes conscients aussi des faiblesses qui ont été les nôtres, des erreurs que nous avons commises. Mais en relisant ce que nous avons écrit depuis dix ans, nous avons plutôt des raisons d'être fiers de la place que nous avons tenue dans un combat victorieux.

Un dernier mot sur la santé du journal. Elle n'a pas toujours été bonne. Notre survie a même été plusieurs fois en question. Mais nous n'avons jamais douté que ce journal était nécessaire et cela nous a aidés à franchir les passes difficiles. Aujourd'hui, la situation est heureusement différente. Des milliers de nouveaux abonnés sont venus s'ajouter ces derniers mois au noyau de ceux qui n'avaient jamais désespéré. C'est encore trop peu. Forts de nos dix ans, notre ambition est devenue plus grande encore. Il nous reste à la faire partager à tous ceux qui ressentent le besoin d'une expression socialiste face à une presse écrite et audiovisuelle peu encline, c'est le moins qu'on puisse dire, à soutenir le changement.

Il y a dix ans, nous n'étions pas certains d'être encore en vie quelques mois plus tard. Aujourd'hui, nous en sommes sûrs : nous continuons ! •



Ça nous est arrivé hier... *(page 3)*

Un "canard" raconte sa vie : "Dix ans ça m'suffit pas!" *(page 4)*

Il y a vingt ans, le massacre de Charonne *(page 8)*

Un congrès à "l'antique" *(page 10)*

39 heures : guérillas à droite et à gauche *(page 14)*

Une nouvelle lecture de la laïcité *(page 16)*

La responsabilité médicale au stéthoscope *(page 17)*

Jorge Semprun, le charpentier de la littérature franco-castillane *(page 22)*

L'UNITE" A DIX ANS

Ça nous est arrivé hier...

Chronique d'un journal pauvre, très riche de mémoire et d'espoir

PAR MICHELE KESPI
ET GUY PERRIMOND

NOUS, on n'y croyait pas. Mais on voulait. Comme on veut qu'une femme — ou un homme, l'autre, quoi — vous aime. On voulait, parce qu'un journaliste a toujours un journal en travers de la gorge, celui qu'il n'a pas encore fait. On voulait, parce qu'à gauche, de notre point de vue, c'était plutôt désert, côté presse. Bien sûr, il y avait des titres, mais sous la couverture — ce n'était pas le pied. Enfin, pas notre pied à nous. On voulait, parce que quelques mois avant, à Epinay, il s'était passé quelque chose. Quelque chose de gros, d'énorme. Et on voulait y prendre part. Bref, on voulait drôlement. Et pas qu'un peu.

Paraît que quand on veut, on peut. Aujourd'hui, on veut bien le croire. Puisqu'on est là. Mais au début, on l'avoue, on n'en était pas aussi sûrs, du proverbe des familles. Parce que, pour faire un journal, il faut de l'argent. Beaucoup d'argent. Et des sous, y en avait guère.

Le premier jour, le Parti socialiste nous avait prêté une salle. Une grande belle salle. Notre standing est très vite retombé. On s'est retrouvés dans une boutique quelques rues plus loin. Une vraie boutique où le dernier qui partait le soir accrochait les volets en bois à la vitrine. Tout de suite, on a été imbattables pour le coefficient d'occupation du sol. Des tables les unes contre les autres, sept au total — puisqu'on était sept, on a tout de même eu chacun sa table —, deux lignes de téléphone. Le malheureux qui causait trop longtemps dans le poste voyait converger sur lui les regards mauvais de ses petits camarades, prêts à bondir dès qu'il aurait raccroché. Et là, y avait intérêt à être rapide ! Fallait y croire pour se supporter. On se bouchait les oreilles pour ne pas confondre les communications téléphoniques. On traînait nos informateurs au café du coin pour espérer les voir assis. Et si quelques annuaires ont volé de temps à autre, si nous avons hurlé, chacun notre tour, contre tous les autres, eh bien, finalement, on garde un bon souvenir de notre époque ô combien héroïque ! C'était en 1972.

Etonnés, les militants socialistes, pas encore très nombreux, ont découvert cette année-là qu'ils avaient un journal. Enfin, que le Parti en avait un. Ce qui n'est pas tout à fait la même chose.

En bons pédagos — parfois, nous avons eu l'impression que tous les socialistes étaient pédagos — ils se sont mis à nous lire. Comme un prof lit une copie. Et à nous noter. Nous on ne demandait pas mieux que d'être lus. On voulait aussi être compris. Les notes, on ne les a pas toujours appréciées. Surtout lorsqu'on avait un peu moins, ou — pire encore — beaucoup moins que la moyenne ! On tentait d'expliquer les conditions matérielles, les problèmes de l'équipe, pleine de talent, évidemment, mais bien pauvre en effectifs. Eux répondaient : « peut mieux faire », et passaient au point suivant de l'ordre du jour. Années d'enfance, illusions permises, premiers chagrins. Et grande joie : exister. Chaque semaine. Survivre, quoi...

Sans nous en rendre compte, nous avons grandi. L'équipe un peu, le journal beaucoup. Puis, un soir d'avril 1974, on a changé de vitesse. Ce soir-là, le journal était presque bouclé. Il était tard. Un des plus jeunes, qui avait fini son papier avant les autres, a poussé la porte, un peu trop fort : « Pompidou est mort. » Disons le mot : il s'est fait engueuler. Tous ceux qui n'avaient pas terminé lui sont tombés dessus, lui conseillant de trouver d'autres farces plus drôles, à dix heures, un soir de bouclage. Mais on est des « pros » : on a écouté la radio illico, présenté nos plus plates excuses. Et on a refait le journal dans la nuit. Une équipe était née. C'est notre vrai premier souvenir collectif : un journal refait. Il précédait de six numéros notre premier chagrin collectif, ce lundi 20 mai, où l'on s'est retrouvés, à la conférence du matin, ruminant : « On en a pour sept ans. » Et on a écrit, en mordillant rageusement nos crayons feutre qui n'y étaient pourtant pour rien : « Au delà d'une bataille perdue, la victoire est désormais inéluctable. »

Imagine une boutique et sept journalistes

Camarade socialiste, tu ne le sais sans doute pas, mais c'est ce soir-là, ce 20 mai au matin, que nous avons su que « l'Unité » vivrait, longtemps. Sa place était faite et tu avais enfin besoin de nous.

Imagine, lecteur, la boutique, celle de la rue Viollet-le-Duc. Imagine cette poignée de journalistes voulant t'informer, te convaincre. T'informer surtout. Juste assez nombreux pour remplir le journal, pour le « boucler » chaque semaine. Toujours en déséquilibre — on finit le mardi, tu le sais à présent — par rapport au Parti dont le secrétariat se réunit le mercredi. Toujours à court de moyens, de temps. Imagine nos têtes lorsque le Parti n'est pas « un ». Ce n'est pas tous les jours confortable. Il en faut plus, remarque, pour nous abattre ! Imagine nos nerfs lorsqu'on se dit : « Mais ils ont des goûts de luxe, ce n'est pas possible, ils rêvent de reportages, d'enquêtes. » Nous aussi. Et, en plus, ils ont raison. Seulement... Alors, on trichait. Au lieu de se précipiter là où tous nos confrères se retrouvaient, on cherchait le pays où personne ne voulait aller. On y allait — pas souvent — en charter, en descendant dans les petits hôtels. On se faisait inviter par les mouvements de libération, ceux que personne ne voulait écouter. C'est grâce à cela, lecteurs, si tu est assez vieux et assez fidèle, que tu as su avant les autres que le chah allait tomber et que Somoza ne ferait pas de vieux os.

Les enquêtes ? Pas simple lorsque l'on est si peu de dire à l'un de nous : « Prend trois semaines, s'il le faut. » Alors, on jonglait. On allait voir les copains. Tu connais leurs noms aujourd'hui. Ils sont ministres, membres d'un cabinet ministériel, ou députés. On leur piquait leurs dossiers, leurs idées, leur temps. Autant ne pas être les seuls citrons... Ils se sont laissé presser même quand ils étaient déborder, et nous ne l'oublions pas...

Au fon de nous germait l'idée, constamment réprimée par notre naturelle modestie, que, dans notre boutique, il se passait quelque chose : on défrichait l'avenir, on lançait les problèmes, on « titrait » les discours. Un exemple ? Octobre 1974. « Apte à gouverner », par Pierre Mauroy. Chacun de nous, au bout de ces dix années, avec ses kilos de papiers noircis et ses feutres vidés, sait qu'il a participé, vraiment, à notre victoire commune.

Mais nous n'en étions pas là, en 1974. Les années suivantes furent plus douces. Le Parti s'étoffait, déménageait. Nous aussi. Un petit morceau de la « vieille maison », cité Malesherbés, était pour nous. Le luxe ! A se retrouver deux ou trois par bureau, avec chacun son téléphone, on se croyait presque dans un grand journal. Nous embauchions (plutôt par unité que par dizaines, mais deux embauches chez nous, c'est presque un quart d'effectifs supplémentaires !). Le journal prenait du ventre. Bientôt il allait prendre des couleurs. Quatre, pour être précis. Et toi, lecteur, tu allais nous écrire que ces couleurs ne faisaient pas « militants ». Avant, on était trop gris. Voilà que nous devenions trop voyants !

Nous ne savions pas que le difficile était à venir. L'union s'enlisait dans la polémique, les tendances dans l'argutie. Nous, on allait vers le psychodrame.

Une fois tous les dix ans, on a le droit de tout dire. On devrait d'ailleurs peut-être le faire plus souvent. De te dire, lecteur, que ce ne fut pas tout les jours faciles, qu'il y a eu des jours où la rose nous semblait farcie d'épines, que certains d'entre nous, parfois... Que nos caractères ne sont pas tous d'un poli remarquable, que le « droit à la paresse » n'est pas seulement le titre d'un livre écrit par un socialiste du siècle dernier (quoiqu'on le revendique sans en user assez !), que les fins de mois sont parfois dures, qu'il n'est pas toujours agréable de voir des lecteurs confondre « grand journaliste » et « journaliste écrivant dans un grand journal ». Il y a des jours où on aurait aimé que tu nous aimes un peu plus, des soirs où l'on se demandait comment créer « un snobisme de « l'Unité » ».

On a tout essayé. Faire écrire des grands noms, les interviewer, on a publié des mots croisés, on a cessé de les publier. Les jours de spleen sérieux, on a même envisagé l'horoscope, une rubrique jardinage et, pourquoi pas ? les petites annonces permettant des « rencontres ». On a craqué : personne n'a voulu s'en charger. Parfois, on a fait de la provocation. Juste ce qu'il faut, on a un sur-moi politique en béton. On avait un chroniqueur de choc, François Mitterrand lui-même. On en a cherché d'autres. Rien n'y a fait, le « snobisme » ne venait pas. On serrait les dents, on se distribuait d'avance des satisfacits pour se défouler : « Les jours où ça ira mal, ils seront bien contents que nous soyons là. » On a écrit des livres, écrit sur les livres. Nous sommes allés aux portes des usines, sur les terres à labour, dans les laboratoires. On analysait — un peu trop sûrement — mais ce sacré snobisme n'était toujours pas au rendez-vous. On n'allait quand même pas changer notre titre pour s'appeler « la Nouvelle Unité ! »

Le temps filait. La gauche n'allait pas très bien. Elle gagnait les élections municipales, cantonales, partielles, puis... « l'Unité » parlait de patience. Personne ne parlait de nous.

1977 - 1978. L'espoir brisé. Avouez, on en a tous pris plein la gueule. Bien sûr, on a expliqué, poliment. La force, fragile mais réelle de la droite, les faiblesses de la gauche. On pensait « les cons », on écrivait « le mouvement ouvrier ». « L'Unité » prise en flagrant délit de double langage. Le temps de la schizophrénie arrivait. Pour nous, on en est sûr. Pour les lecteurs, pour le Parti, on ne sait trop.

Cet été-là, nous étions prêts à prendre nos quatre couleurs. On ne l'a pas fait. Mais nous avons perdu des lecteurs : 1979 ne fut pas un grand crû. Les fins de mois devinrent très difficiles, les reportages aléatoires. On compensait en se faisant la gueule, en se fabriquant des griefs, en se jugeant les uns les autres. On ne s'est pas battu dans les couloirs du journal, mais ça a failli. Et nous avons considérablement développé nos cordes vocales !

Pourtant, au milieu des dérives de quelques-uns — dans la presse, voyons, comment imaginer ailleurs ! — nous restions fidèles à nos premiers rêves, à cet espace de liberté qu'est, pour nous, notre journal. Tu le sais, lecteur, l'objectivité, on n'y croit pas trop. Pas besoin d'elle pour se justifier. Il nous suffit de dire ce que l'on pense. En affirmant à voix basse, par prudence, que l'on peut se tromper. Après tout, nous aussi, on a droit aux coups de cœur, aux amours de rencontre. Histoire de contrebalancer un peu.

1980 fut aussi difficile. Tu le sais d'ailleurs. Il le fut pour tous. Pour « l'Unité », pour toi, pour nous, pour François, Michel et quelques autres. Mais vers la fin de l'année, au journal, on se mit à y croire. On le jure, croix de bois, croix de fer, c'était la première fois. Du coup, on redevenait plus calme, notre sourire renaissait. On se surprenait même à se fendre carrément la pêche.

Gros sabots mais pas godillots

Pas besoin de te parler du 10 mai. Tu es au courant. Mais un mot sur la suite. Le 10 au soir, les confrères ont commencé, goguenards : « Alors, on devient le journal officiel ? » En chœur, on a répondu : « Non. » Et nous ne le sommes toujours pas. On porte peut-être de gros sabots, mais pas de godillots. Comme avant. Sans aucune objectivité, mais avec le désir fou que « ça réussisse ».

Quelques lignes encore — tu en as tellement lu — pour te parler de nous, de l'équipe de ces femmes (nombreuses, à « l'Unité » pas besoin de quota) et de ces hommes qui vivent ensemble depuis dix ans une étrange aventure. Tu connais leurs noms. Mais leurs visages, leurs voix, leurs tics, est-ce que cela t'intéresse ?

Suivons les rites : les chefs d'abord. Mais prévenons tout de suite : lorsqu'il n'y a qu'une dizaine de journalistes, de gauche de surcroît, la hiérarchie, ce n'est pas tout à fait comme ailleurs. L'échelle des salaires en témoigne.

Claude Estier, le directeur, tu connais. Pas la peine d'en parler — on nous soupçonnerait de flatterie —, sauf pour rappeler

(suite en page 4)



"L'UNITE" A DIX ANS

(suite de la page 3)

tout de même que « l'Unité » n'existerait pas sans lui.

Viennent les réacteurs en chef. Ceux-là, ils ont le droit de parler plus fort — à peine —, de choisir leurs sujets, et de travailler un peu plus que les autres.

Pour Nicole Chaillot, par exemple, la vie à « l'Unité », c'est la solitude du coureur de fond. Depuis janvier 1972, elle n'a pas le droit d'être malade. Ou plus exactement d'être absente. Si nos articles font un journal, c'est parce qu'elle est là. Même lorsqu'elle râle, elle n'a qu'un regret : ne pas avoir le temps d'écrire davantage. Regret qu'elle n'est pas seule à partager.

Guy Perrimond a plus de chance. Il écrit. Barricadé derrière des piles de dossiers et de journaux d'où émerge sa barbe, il ausculte, au nom du « peuple de gauche » ses territoires favoris : l'économie, le P.c., le tiers monde. Chacun sait qu'il fonctionne à l'idéologie — c'est pour cela que certains ne l'aiment pas — et qu'à part écrire, il aime expliquer.

Viennent les grands reporters. Ce sont les plus anciens des « autres ». Ils ont donc droit au grade le plus élevé. Mais cela ne signifie pas qu'ils vivent entre deux aéroports...

On préfère les compliments

Pour Michèle Kespi, pas de problème. Ses itinéraires sont connus, et elle fréquente plus les trains de banlieue que les vols longs courriers : syndicats, usines, ministères. Beaucoup de ministères ces temps-ci. Certains auraient voulu nous la prendre. Personne n'a réussi. Elle s'accroche. Pas à nous. Au journal.

Jean-Paul Liégeois, c'est l'interviewer-maison, celui qui cherche ceux à qui on fera l'honneur d'ouvrir nos colonnes. Lui préfèrerait les méconnus, ceux dont on parlera demain. C'est vrai qu'il a du pif, le bougre. Si on avait une radio...

La « base », côté écriture, c'est un quarteron de jeunes femmes. Emmanuèle Plas s'est constituée une réserve personnelle : en guise d'Indiens, elle a les élus. Ils aiment bien. Frédérique de Gravelaine a une passion, l'urbanisme, et un nouvel amour, sa petite fille de deux mois. Le premier bébé de la rédaction ! Marie-Jo Bernardot ne fait pas de bruit. Parfois elle en fait faire aux autres. Sa « rubrique », c'est une pochette surprise : cela va des chemins de randonnées aux médecins en passant par les consommateurs. Il vaut mieux ne pas être nerveuse ! Fabian Gastellier, c'est d'abord la musique. Un autre monde, ou plutôt un autre reflet de notre monde. Mais dans six mois, aussi bien, elle écrira sur les mineurs de fond. Ou sur la Hongrie. Car tout le monde va ainsi faire des incursions hors de ses secteurs. On ne trouve peut-être pas tout à « l'Unité », mais il faut y savoir tout faire !

Côté rédaction, reste Mauricette Duchemin, la plus calme. Il vaut mieux ! Elle gère notre stock photo, calibre la copie. Sa principale qualité lui permet de nous supporter le mardi !

Mais « l'Unité », ce n'est pas seulement ceux qui écrivent. Il y a les secrétaires, Colette et Sylvie, nouvelles et encore étonnées par la folle tribu qui les a accueillis. Robert, le coursier, un vieux de la vieille, et enfin, l'administration, le juge suprême, le lieu des bonnes et des mauvaises nouvelles. Jacqueline Daimé y règne en maître. Il faut ajouter à tout ce monde notre photographe-maison, Pascal Lebrun. Et les dessinateurs. On les apprécie souvent plus que les lecteurs. Sans oublier les pigistes plus ou moins permanents. Le plus célèbre est Antoine Violet. Lui, on ne le présentera pas. Son anonymat est jalousement gardé. Au moins autant que celui de Paul Leduc. Car ce sont de grands timides !

Voilà. Tu nous connais un peu mieux. Avec plus de place. Un livre, un jour ! Nous t'aurions parlé de ceux qui nous ont quittés. Tous sont restés fidèles, ce qui est rare.

Dix ans, ce ne fut pas long. Si certains d'entre nous ont pris des rides (pas tellement en vérité, « l'Unité » nous a bien conservés !), le journal, lui, tient la route. Si parfois tu l'apprécies, écris-nous, cela fait toujours plaisir. Et si tu râles, ne te tais pas. La critique, aussi ça aide. Mais tant qu'à faire, nous le disons sans façons : nous préférons les compliments. ●

Un "canard" raconte sa vie : "Dix ans ça m'suffit pas !"

PAR JEAN-PAUL LIÉGEOIS

UN aveu pour commencer : je ne m'y attendais pas, je n'étais pas du tout préparé à souffler les bougies. Ça m'est tombé dessus comme un coup de vieux. Je planais dans mes pantoufles, complètement embringué dans les épreuves du prochain bouquin de l'ami Jean Vautrin : « Canicule ». J'ai eu comme une suée : « Mince ! La conférence de rédaction ! » Déjà en retard, avant même de démarrer. Sauté dans mes bottes. Dans ma carriole. N'a rien voulu savoir avant un bon quart d'heure : « Quand est-ce qu'on aura des voitures entretenues par la maison ? » Suis arrivé les mains dans le cambouis et la gueule dans la farine. Ai croisé les autres qui s'en allaient déjà : « T'as vu Claude ? Il t'attend. » Claude, c'est le « boss », le « big chief » comme diraient les mutants européens adeptes du frangliche. « Claude-Estier-porte-parole », comme disent cérémonieusement tous les médias. J'ai caché mes mains, pris ma voix la plus affectueuse : « Salut, Claude ! » Sourire amusé : « Ah ! Te voilà ! » Un temps. Puis : « Tu sais que « l'Unité » va avoir dix ans. Alors, j'aimerais que tu fasses un gros truc... » Je me voyais déjà préparant, au choix, mon sac de voyage ou mon magnétophone. Précision utile dans la foulée : « Oui, je pars en voyage ; alors j'ai pensé que tu pourrais, toi, raconter ces dix années... » Merci, patron. Et bon voyage ! Et encore merci pour le bébé...

Enfin, à dix ans, ce n'est plus vraiment un bébé. Avantage incontestable : on peut employer des manières un peu plus fortes pour faire parler le petit monstre. Et puis, celui-là, je le connais depuis sa naissance : je vais bien trouver le moyen de le coincer. Restons modeste : je vais essayer. Car je le sais robuste pour son âge : il serait bien capable de résister à un interrogatoire « poussé ». Il va me falloir sérieusement préparer le siège. Il n'est ni Tintin, ni Gavroche, mais, déjà, à dix ans, il « en a vu d'autres ». Ce qui lui a donné de solides qualités : impertinence, irrespect, insolence. Un vrai « canard » sauvage, en somme, que personne n'a encore réussi à abattre : à s'y essayer, bien des cartouches y ont perdu des plombs...

Comment vais-je m'y prendre ? Arthur Rimbaud disait : « On n'est pas sérieux quand on a dix-sept ans... » Alors, pensez, quand on en a dix... Je ne vais pas pouvoir l'arnaquer à la Chancel : « Et Dieu ? Et le bonheur ? Et cette vie derrière vous ? » Ou bien il va s'écrouler de rire pendant une heure, ou bien il va fuir. Ce n'est pourtant pas l'expérience qui me manque ! J'en ai vu défiler à qui j'ai dit : « Regardez-moi au fond de mon micro ! » Mais là, dialoguer avec un « canard » de dix ans... Tant pis. Je me jette à l'eau : c'est un geste de bonne volonté qui devrait favorablement impressionner un « canard »...

JEAN-PAUL LIÉGEOIS : Alors, mon « canard », il paraît que c'est ton anniversaire...

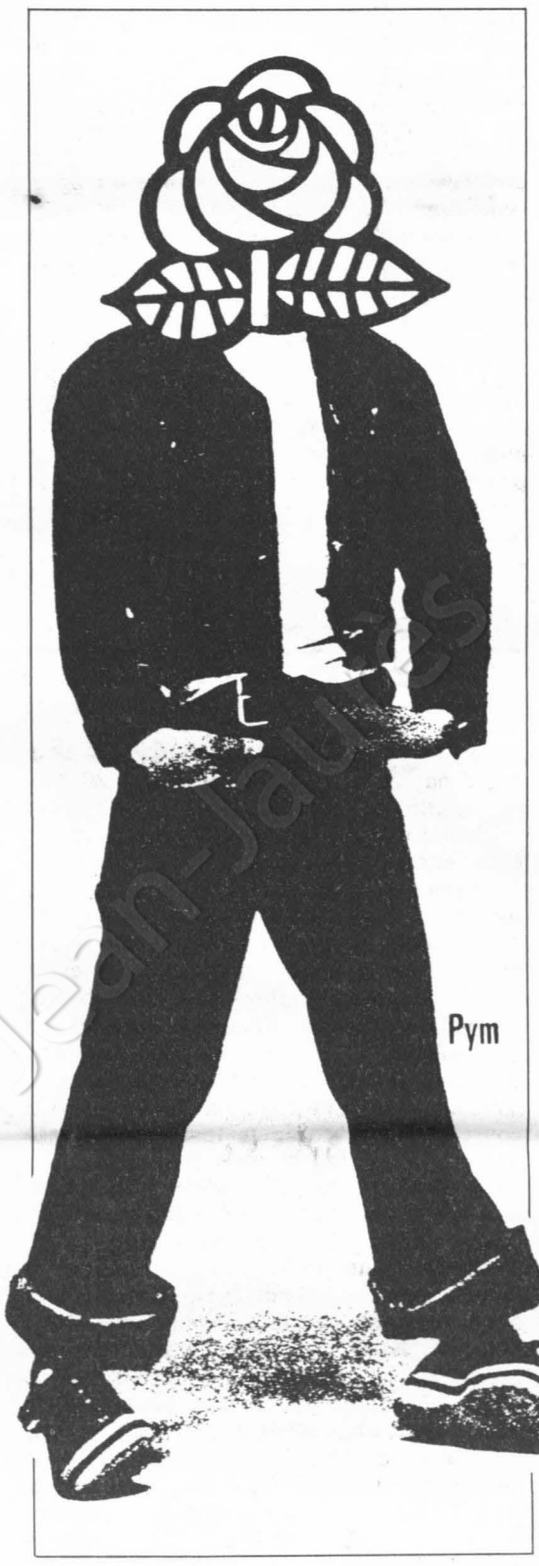
« **L'Unité** » (enjoué) : Ouais. J'ai dix ans et j'en suis fier. J'ai vu tellement d'autres « canards » mourir en bas âge...

— C'est la première fois qu'on t'interviewe ?

— « L'Unité » (moqueur) : Ouais, ouais. Mais ne t'inquiète pas. J'avais été prévenu. Alors, je me suis préparé.

— Comment es-tu né ?

— Je suis né d'une volonté, celle de mon père, le Parti socialiste. Je m'appelle comme lui : Socialiste. Mon prénom, c'est Hebdomadaire. On dit Hebdo Soc. Hebdomadaire Socialiste, tu piges ? « L'Unité », c'est mon nom de bataille à moi, mon surnom, celui que mon père m'a donné le jour où il a décidé de me concevoir, juste après le banquet des retrouvailles de la famille Socialiste à Epinay. C'était un bon choix « l'Unité », je trouve. Ça a même fait plaisir à nos cousins, la famille Communiste, avec qui on était brouillé depuis 1920. Du coup, quelque temps après ma naissance, en 1972, la famille Socialiste et la famille Communiste se sont réconciliées. Y a bien encore des engueulades de temps en temps. Mais, ça va nettement mieux.



— Et ta mère ?

« L'Unité (ravi) : Ma mère, tout le monde la connaît. Toute la famille l'adore, la cajole. C'est une douce et une fidèle : elle porte un joli prénom, le même que sa mère, qui portait déjà le même que sa mère. Elle s'appelle Espérance. Espérance Socialiste, bien sûr. C'est tout une histoire, ma mère. Si tu veux...

— Non, non. On a assez parlé de tes histoires de famille.

— « L'Unité » (vexé) : T'as tort. Parce que sans ma famille je suis rien. Sans elle, je n'existe pas.

— Bon, d'accord. Mais, abrège...

— « L'Unité » (péremptoire) : Tu m'interviewes ou pas ? Bon alors, si tu veux qu'on comprenne ma vie, faut bien que je parle de ma famille ! Ma famille, elle est très grande. D'abord, y a ceux que je vois tous les jours, ou au moins toutes les semaines. Et puis, y a ceux qui passent de temps en temps. Je devrais dire : ceux qui passaient de temps en temps, parce que je les vois de moins en moins : ils sont devenus ministres ou députés. Maintenant, si je veux les voir, il faut que je me déplace dans leurs ministères, à l'Assemblée... Restent les autres, ceux qui sont tout le temps là : oncle Claude, tante Nicole et oncle Guy, tante Mauricette, tante Emmanuèle et tante Marie-Jo, tante Frédérique (qui est partie mais qui va revenir) et oncle Gilbert, tante Michèle et tante Fabian. Et puis toi, oncle Jean-Paul (1). J'en oublie sûrement...

— Tu crois que c'est bien nécessaire d'étaler toute cette cuisine intime ?

— « L'Unité » (têtu) : C'est ma famille et j'en ai pas honte ! Quand elle se disperse, comme c'est le cas avec oncle Serge, oncle Francis, oncle Jean-Loup et tante Christine, oncle Nicolas et tante Gilberte, ça me fait tout drôle. J'ai l'impression que je vis moins bien. Mais, je dois te dire que celui qui me manque le plus c'est oncle François. Je l'ai vu pratiquement chaque semaine pendant neuf ans. Et puis, depuis qu'il est dans son Palais, plus de nouvelles ! Pourquoi ?

— Je te trouve bien irrévérencieux. Et bien injuste : il est président de la République maintenant, il a d'autres occupations...

— « L'Unité » (buté) : Il fait toujours partie de la famille, non ? (2)

— Si on changeait de sujet...

— « L'Unité » (presque furieux) : Mais, je n'ai pas encore fini mes présentations ! il y a les cousins, aussi : Solo, Pym, Coureuil. Et quelques autres. Les humoristes associés. Les rigolos de la famille. J'y mets Pascal Lebrun, le pêcheur d'images.

— Venons-y à ta vie. Qu'est-ce que tu en fais depuis dix ans ?

— « L'Unité » (tranquille) : Je parais. Je parais toutes les semaines.

— C'est tout ce que tu fais ? Tu n'écris pas ?

— « L'Unité » (espiègle) : D'autres écrivent pour moi. Toute la famille écrit, dessine, photographie, imprime pour moi. Mais c'est moi qui suis cité partout. « D'après « l'Unité »... » « Tel n'est pas l'avis de « l'Unité » qui... » Confortable, hein ? La belle vie ! Je m'écoute à la radio. Je me vois à la télévision. Je me cherche sous la plume des autres « canards ».

— Mais tu dois t'ennuyer !

— « L'Unité » (exaspéré) : C'est pas parce qu'on fait une interview que tu dois être désagréable ! Tu sais bien que je n'ai pas le temps de m'ennuyer. Tu sais bien que, si je n'écris pas, je suis très occupé quand même. Tante Nicole est d'ailleurs dans la même situation que moi. Elle pourrait écrire plus souvent mais depuis le jour de ma naissance elle est là quotidiennement à mes côtés accompagnant chacun de mes pas. Elle connaît ma vie aussi bien que moi.

— Je le sais. Mais, c'est à toi de la raconter.

— « L'Unité » (apaisé) : Je fais des tas de choses. D'abord, je rencontre des gens, plein de gens. Avec oncle François et oncle Claude, qu'est-ce que j'ai pu en rencontrer ! Fidel Castro, Boumediene, Ben Bella, Salvador Allende, Olof Palme, Willy Brandt, Mario Soares, Felipe Gonzalez, Tito, Den Xiao Ping, Enrico Berlinguer, Brejnev. Avec toi, Angela Davis, Vladimir Boukovski, Léonid Pliouchtch, Leopold Trepper, Andréas Papandréou. Avec tante Michèle, Pierre Salinger et Bruno Trentin. Avec oncle Guy, Léopold Sedar Senghor. Avec lui aussi et avec tante Emmanuèle, presque tout ce que la France compte comme élus. Avec tante Michèle et tante Christine, des tas de grands dirigeants syndicaux et de grands patrons.

— Je comprends mieux pourquoi on t'a collé l'étiquette « journal politique ». Tu es affreusement sectaire et borné. Sorti de la politique, rien ne t'intéresse !

— « L'Unité » (visiblement amusé) : Et moi je commence à comprendre comment tu t'y prends avec tes interviewés : tu joues à l'imbécile de service, à celui qui ne sait rien... Ça doit en faire réagir quelques-uns ! Dans mon cas, tu es délibérément de mauvaise foi. Alors, je vais te mettre tranquillement les points sur les i. La famille Socialiste, dans laquelle je suis né, est une famille politique. C'est de notoriété publique. Donc, je ne vois pas pourquoi j'avancerais masqué. Mais, chez nous, la politique ce n'est pas étroitement « l'institution politique », qui m'occupe beaucoup, c'est vrai, en période d'élections ou de congrès (c'est ainsi qu'on appelle nos réunions de famille). La politique, c'est toute la vie. Que tu le veuilles ou non, la politique est partout. Elle t'attend au concert, au théâtre, au cinéma, en voyage, à la mer, à la montagne. Vivre, respirer, c'est faire de la politique. Certains ne le savent pas ou font semblant de l'ignorer. Moi, je le sais. C'est toute la différence. Et c'est pour cette raison que je ne ressemble pas tout à fait aux autres « canards ».

Je ne passe donc pas mon temps à ne rencontrer que des gens qui « font de la politique ». J'ai rencontré, je rencontre tout le monde. Avec tante Frédérique, Alain Bombard et le professeur Léon

Collection Jean-Jaurès

Schwartzenberg. Avec tante Marie-Jo, Haroun Tazieff et le professeur Minkowski. Avec tante Emmanuèle, Roger Ikor et Pierre-Jakes Elias. Avec tante Fabian, Ruggero Remondi, Michel Corboz, Jean-Claude Casadessus. Et avec toi ! Quand je pense que c'est toi qui m'accuses de ne m'intéresser qu'à la politique !

— Il faut bien que je te provoque... Mais, au sujet de ces rencontres, je te ferai remarquer que tu te les aies traîtreusement attribuées sous le générique « les Entretiens de l'Unité ».

— « L'Unité » (ironique) : C'est moi le « canard »-roi, non ? Donc, c'est avec toi que j'ai rencontré des peintres comme Joan Miro, Antonio Recalcati, Gérard Fromanger. Des musiciens comme Jean Wiener, Sebastian Maroto, Ivry Gitlis, Miguel Angel Estrella. Des cinéastes comme Helvio Soto, Coline Serreau, Paul Grimault, Agnès Varda, Yves Boisset. Des gens de théâtre comme Roger Planchon, Patrice Chéreau, Armand Gatti, Ariane Mnouchkine, Beno Besson, Giorgio Strelher, Enrique Buenaventura, Marcel Maréchal. Des saltimbanques comme Buy Bedos, Rufus, John Guez. Des comédiennes et des comédiens comme Annie Girardot, Jane Fonda, Marina Vlady, Françoise Arnoul, Norma Bengell, Michel Piccoli, François Chaumette, Raymond Bussières. Des danseuses comme Lisette Malidor. Des chanteurs et des chanteuses comme Serge Reggiani, Francis Lemarque, Pierre Perret, Yvan Dautin, Angel Parra, Daniel Viglietti, Maxime le Forestier, François Béranger, Roger Siffer, Anne Sylvestre, Mercedes Sosa, Gisela May, Djurdjura, Pauline Julien. Des écrivains comme Jean Genet, Georges Simenon, Louis Guilloux, Gabriel Garcia Marquez, Yves Gibeau, Vassili Vassilikos, Felice Chilanti, Françoise Sagan, René Fallet, Max Gallo, Jean-Pierre Enard, Henri Vincenot, Jean Vautrin, Paul Guimard, Daniel Boulanger, Edmonde Charles-Roux, Geneviève Serreau. Des cuisiniers comme Alain Chapel. Des photographes comme Robert Doisneau. Des gens de radio comme Claude Villers. Des gens de télévision comme Marcel Bluwal, Serge Moati, Claude Santelli, Jean-Claude Bringuier, Jacques Krier.

— Te voilà avec un beau livre d'or ! Quand tu n'es pas en train de le faire signer, à quoi t'occupes-tu ?

— « L'Unité » (détendu) : Je voyage, ne te déplaise. On voyage beaucoup chez les « canards ». En dix ans, j'ai vraiment fait de beaux voyages. On dit que les voyages forment la jeunesse. Qu'est-ce que je dois être formé ! Avec oncle François et oncle Claude je suis allé au Mexique, au Canada, en Union soviétique, en Israël, en Egypte, en Chine, en Algérie, en Espagne, en Italie, en Grèce, à Cuba, aux Etats-Unis. Avec oncle Serge en Roumanie, en Suède, en Sibérie. Avec oncle Jean-Loup en Belgique, en Suisse, en Allemagne, au Niger, en Iran. Avec oncle Guy au Sénégal (souvent), au Mexique (encore), en Guinée-Bissau, en Grèce, en Hongrie, en Suède, en Corée. Avec tante Emmanuèle en Union soviétique, en Italie, en Roumanie, en Autriche. Avec tante Frédérique en Autriche aussi, aux Etats-Unis, en Tchécoslovaquie. Avec oncle Francis en Italie, au Portugal, au Japon, au Chili, au Venezuela, au Brésil, en Haïti, et aussi, quand personne n'y allait, au Nicaragua, au Salvador et en Iran. Avec oncle Gilbert en Espagne et au Portugal. Avec toi en Belgique, en Suisse, en Angleterre, en Grèce, en Union soviétique, en R.d.a., en Tchécoslovaquie, en Irlande, au Québec. Avec les cousins Burchett et Pic en Angola, au Viet-Nam, au Cambodge.

— Quand j'aurai un peu de temps, je m'apitoierai sur ton cas. Mais, dis donc, ça ne t'es jamais venu à l'idée que tu pouvais voyager un peu moins coûteusement, en France par exemple...

— « L'Unité » (faussement aimable) : Figure-toi que je voyage beaucoup en France aussi. Par monts et par vaux avec tante Marie-Jo qui adore la nature et le tourisme. Sur les côtes, sur les sites nucléaires et dans les villes nouvelles avec tante Frédérique qui a une prédilection pour ces endroits-là. Dans les mairies avec tante Emmanuèle qui a fait des édifices publics sa tasse de thé. Dans les usines en grève avec tante Michèle qui ne peut pas vivre sans cette agitation. Dans les prétoires et dans les bas-fonds des villes avec oncle Jean-Loup qui, à mon avis, finira par écrire des romans noirs. Dans les théâtres, les opéras et les centres culturels avec tante Fabian et toi qui ne savez pas vous coucher tôt.

— Et il te reste du temps pour respirer ou passer au pressing ?

— « L'Unité » (revanchard) : Tu vois bien que je ne suis pas atteint de flemmingite aiguë, comme tu le prétendais il y a un moment ! Sous mes côtés « vachement

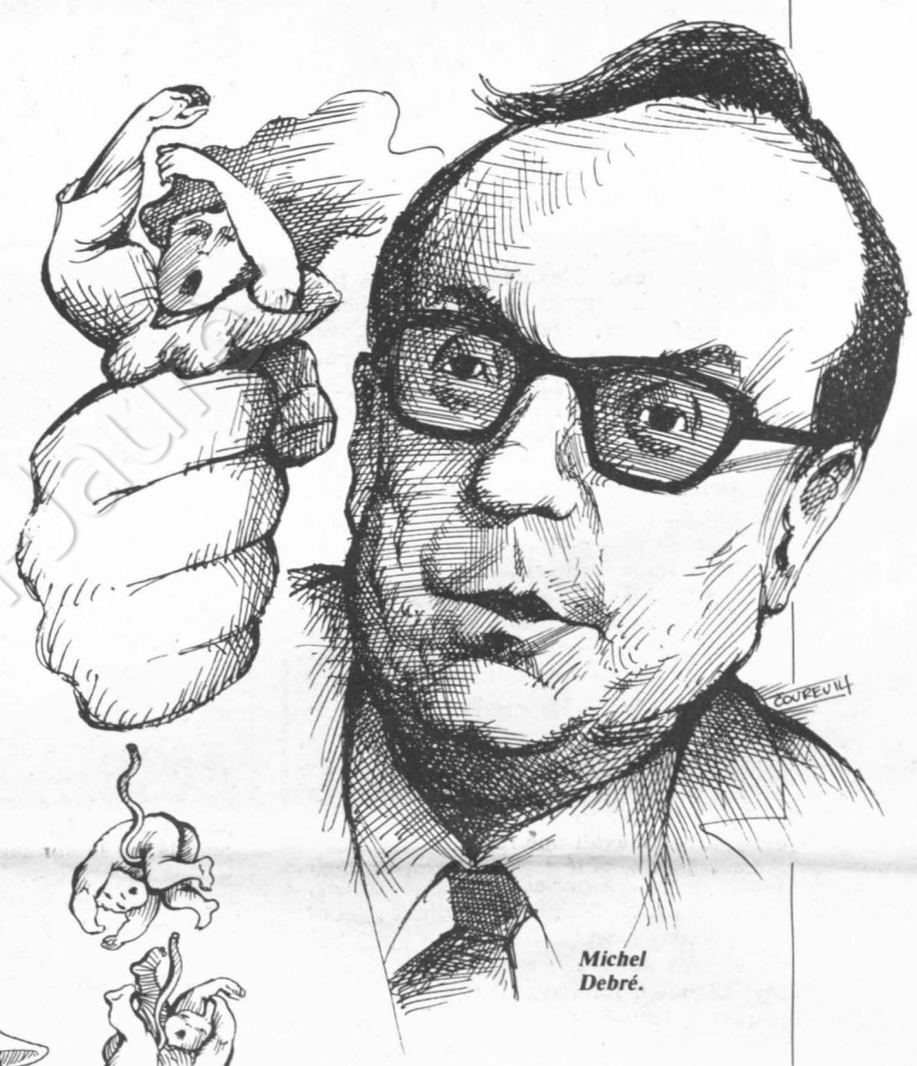
(suite en page 6)



Le bras de fer de Franco avec la mort.

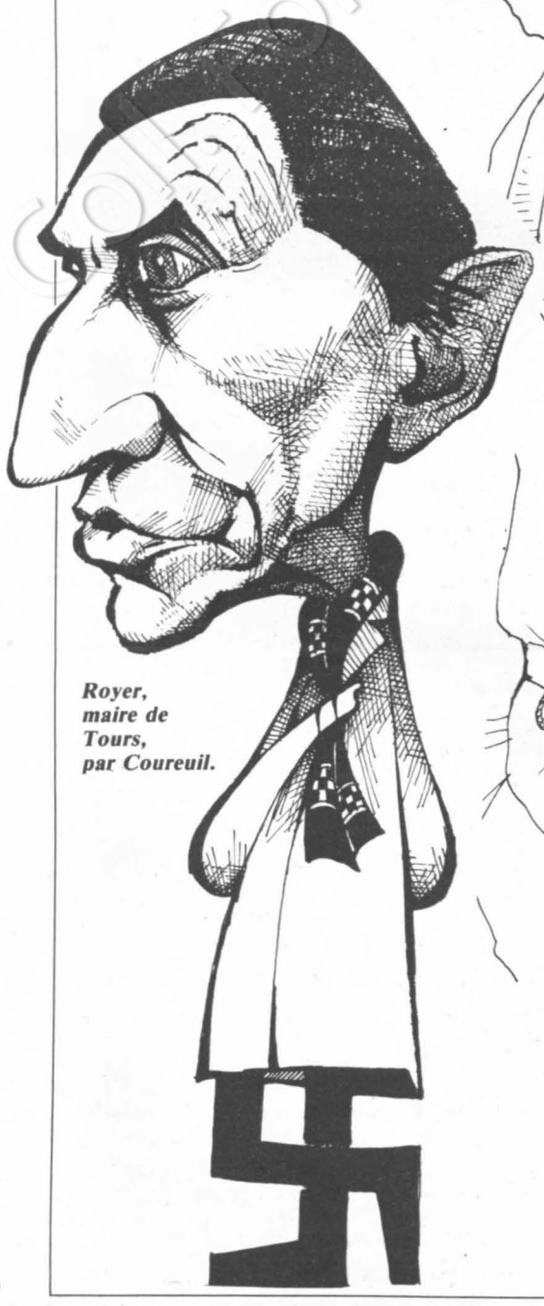


Michel Poniatowski, par Solo.



Michel Debré.

AFFREUX ET AUTRES TÊTES DE TURCS



Royer, maire de Tours, par Coureuil.



Alain Peyrefitte, par Coureuil.



Raymond Barre, par Coureuil.

PORTRAIT DE M. BERTIN D'APRÈS INGRES

Collection Jean Faure

"L'UNITE" A DIX ANS

(suite de la page 5)

cool » je suis « super-organisé ». Jamais une minute perdue ! Ce qui me permet, en dehors des voyages et des rencontres, de bouquiner, d'aller au cinoche, d'écouter des disques, d'aller au théâtre, au concert. Grâce à la famille, qui est « hyper-sympa » et qui me met sur tous les coups, je lis tout, je vois tout, j'entends tout avant tout le monde.

Avec oncle Serge, je vais aux « avant-premières » de cinéma : c'est comme ça que j'ai vu, avant leur sortie en salle, les films de Claude Sautet, Claude Chabrol, Jean-Luc Godard, Costra-Gavras, Alain Resnais, Jacques Rouffio, Eric Rohmer, André Téchiné, Roman Polanski, Bertrand Tavernier, Yannick Bellon, Chris Marker, Joris Ivens, Ettore Scola, Dino Risi, Joseph Losey, Sergueï Parajdanov, Andrej Wajda, Miklos Jancso, Ingmar Bergman, Luis Bunuel, Woody Allen, Louis Malle, Stanley Kubrick, Alain Tanner, Marco Ferreri, Federico Fellini, Luigi Comencini, Rainer Werner Fassbinder, Robert Enrico, Marta Metzaros, Martin Scorsece, Andreï Tarkowski, Marco Bellochio. Mon petit ciné-club au présent, quoi !

Avec le cousin Glayman, j'ai eu la primeur d'enregistrements superbes : Rameau, Bério, Schaeffer, Henry, Boulez, Cage, Stockhausen, Chabrier, Fauré, Verdi, Malher, Haydn, Wagner, Xénakis, Boulez. Avec toi j'ai découvert de jeunes metteurs en scène de théâtre qui ont fait leur chemin depuis : Georges Lavaudant, Gildas Bourdet, Memet Ulusoy, Bruno Boeglin, Jean-Louis Martinelli, Ligeon-Ligeonnet. Avec toi j'ai aussi découvert les « jeunes » de la chanson : Julos Beaucarne, Jacques Bertin, Alan Stivell, Catherine Ribeiro, Bernard Lavilliers, Jacques Higelin, Charlélie Couture, Joan-Pau Verdier, Roger Siffer, Michel Bulher, Gilbert Lafaille, Claire, Dick Annegarn, Mama Béa, France Léa. Avec tante Nicole, cousin Glayman et toi, j'ai plongé dans les chefs-d'œuvre de la littérature : Henry Miller, Blaise Cendrars, Marguerite Yourcenar, René Char, Jean-Paul Sartre, Simone de Beauvoir, Tristan Tzara, Alejo Carpentier, Heinrich Böll, Gunter Grass, Gabriel Garcia Marquez, Milan Kundera, Naipaul, Vladimir Nabokov, Leonardo Sciascia. Grâce à vous j'ai accédé à de nouveaux auteurs : Pierre Joffroy, Claude Courchay, Muriel Cerf, Paula Jacques, Jean-Pierre Enard, Catherine Rihoit, Annie Leclerc, Ignès Cagnati, Danièle Rosadoni, Patrick Modiano. Je suis plutôt un « vernis ».

— Tu veux dire un sacré chanceux. Et même, carrément, un gosse de riche !

— « L'Unité » (circonspect) : Faut rien exagérer ! J'ai eu parfois des fins de mois délicates. Ce sont des difficultés qui ont pu se remarquer à l'éclat un peu pâle ou à la tristesse de mon ramage. J'ai un moment brillé par mes couleurs : on appelait ça la « quadrichromie ». A d'autres époques, j'allais sobrement vêtu en deux tons seulement. Il m'est hélas arrivé aussi d'être gris-noir, un peu triste pour tout dire : dans ces périodes-là, j'ai eu un peu l'impression d'être en deuil. Tu sais, je suis beaucoup moins argenté que la plupart des « canards ».

— Allez ! On ne va pas donner dans le misérabilisme. Tu te portes plutôt bien en ce moment. Tu as voyagé, fait des rencontres, enrichi ta culture. A dix ans, il y a beaucoup de « canards » qui voudraient pouvoir faire ce bilan. Mais, il y a quelque chose qui m'intrigue chez toi : ton côté « surdoué », ta capacité d'ingurgitation et ta façon désinvolte et sûre d'exprimer tout ce savoir. Je sais bien que « l'expression » est ton « dada ». Mais à quelle école es-tu donc allé qui t'a appris à t'exprimer aussi précocement et aussi facilement ?

— « L'Unité » (faussement humble) : On m'a offert les meilleurs professeurs d'expression, successivement ou en même temps. On les appelle les « signatures » ou les « collaborateurs » de la famille. Ce qui sous-entend que je dois en permanence être à leur hauteur. C'est pas le Collège de France, mais c'est pas rien. Juge plutôt. J'ai eu ou j'ai encore comme modèles d'expression à domicile : Pierre Bourgeade, Georges Conchon, Henri-François Rey, René Fallet, Françoise Sagan, Alain Bombard, Haroun Tazieff, Max Gallo, Claude Manceron, Régis Debray, Benoîte Groult, Roger Bordier, Claude Faux, Yvan Audouard, Gilles Perrault, Edmonde Charles-Roux, Jacques Prévert, Pablo Neruda, Gabriel Garcia Marquez, Rezvani, Jean Lacouture, Claude Mauriac, Colette Audry, André Malraux, Dominique Eluard, Nello Bielski, Suzanne Prou, Jean Vautrin, Frédéric H. Fajardie, Jean-Pierre Enard, Tahar Ben Jelloun, Pierre Emmanuel, Charles Tillon. Pas mal, non ?

— De quoi te faire enfler les chevilles ou grossir la tête !

— « L'Unité » (goguenard) : Question « grosse tête », c'est plutôt de la tête des autres qu'il faudrait parler. Les têtes de ceux qui n'aiment pas ma famille et dont j'ai fait mes têtes de turc. Je leur tape souvent dessus et avec un certain plaisir. Il y en a de toutes sortes. Les têtes « politiques » d'abord. Je ne parle pas des Pompidou, Giscard, Chirac et Barre : ils sont volontaires pour recevoir mes coups, ils se sont désignés eux-mêmes. Je parle de ceux qui aimeraient bien passer à travers les gouttes, qui n'apprécient guère qu'on les « allume » : Robert Poujade, Michel Debré, Philippe Malaud, Jacques Foccart, René Tomasini, Jacques Chaban-Delmas, Edgar Faure, Jean Lecanuet, Michel d'Ornano, Roger Chinaud, Raymond Marcellin, Roger Frey, Maurice Papon, Christian de la Malène, les frères « gégène » Bigeard et Massu ; et le recordman absolu, celui que j'ai eu le plus souvent dans ma ligne de mire : le nommé Alain Peyrefitte, dit « le sinistre ». Le « canard » que je suis ne prise guère tous ces « chiens de chasse ».

Je déteste aussi les viandards, les charognards : Khomeiny, Amin Dada, Jean-Bedel Bokassa, Bébé Doc, Somoza, Pinochet, Kissinger et leurs semblables. Je ne dédaigne pas non plus, à l'occasion, de « m'offrir » la série des « bêtes et méchants » : Robert Hersant, Louis Pauwels, Philippe Tesson, Jacques Médecin, Maurice Mességué, Jacques Borel. Il m'est aussi arrivé, sans remords, d'aligner quelques dames peu fréquentables : Alice Saunier-Seïté, Monique Pelletier ; et Brigitte Bardot, « l'amie des bêtes », quand elle copine avec le chasseur Giscard ; et même Françoise Giroud, quand elle se fait photographier entre Chinaud et d'Ornano.

— C'est le côté barboteur, « fouille-merde » de tous les « canards » : tu n'y échappes pas...

— « L'Unité » (grave) : Ce n'est pas mon activité préférée. Mais elle me maintient en forme. C'est mon hygiène physique : elle me donne du tonus pour d'autres exercices plus constructifs, en effet.

— Quels exercices ?

— « L'Unité » (très sérieux) : Ce que j'appelle mes « devoirs d'information ». Oncle Claude est très exigeant sur ce point. Il me semble que c'est la seule règle morale qu'il m'ait jamais donnée : informer d'abord. Et, si possible, informer avant les autres.

— Ah ! Le fameux syndrome du « scoop » !

— « L'Unité » (placide) : Non, pas à tout prix. Mais j'ai la volonté de sortir au grand jour des « dossiers » bien visibles que d'aucuns voudraient enterrer. Je suis un « canard », pas une autruche : je ne me cache pas la tête dans le sable pour éviter les sujets difficiles.

— Et tu réussis, à ton avis ?

— « L'Unité » (mi-figue - mi-raisin) : Je me débrouille pas mal. Je suis un « canard » qui lève des « lièvres ». La plupart des « marronniers » qui deviennent à la mode en ce moment, il y a longtemps que je les ai montrés du doigt.

— Tu peux me donner des exemples ?

— « L'Unité » (frétillant) : Ecoute, je vais te proposer un jeu : le vieux truc de l'arroseur arrosé. Pour ce qui nous concerne, ce sera le jeu de l'intervieweur interviewé. Tu est d'accord ?

— Essayons.

— « L'Unité » (excité comme une puce) : Tu vas voir. Tu vas être surpris. Je t'ai dit que je me suis préparé. Je t'ai concocté quelques devinettes explosives. Tu es prêt ?

— On y va.

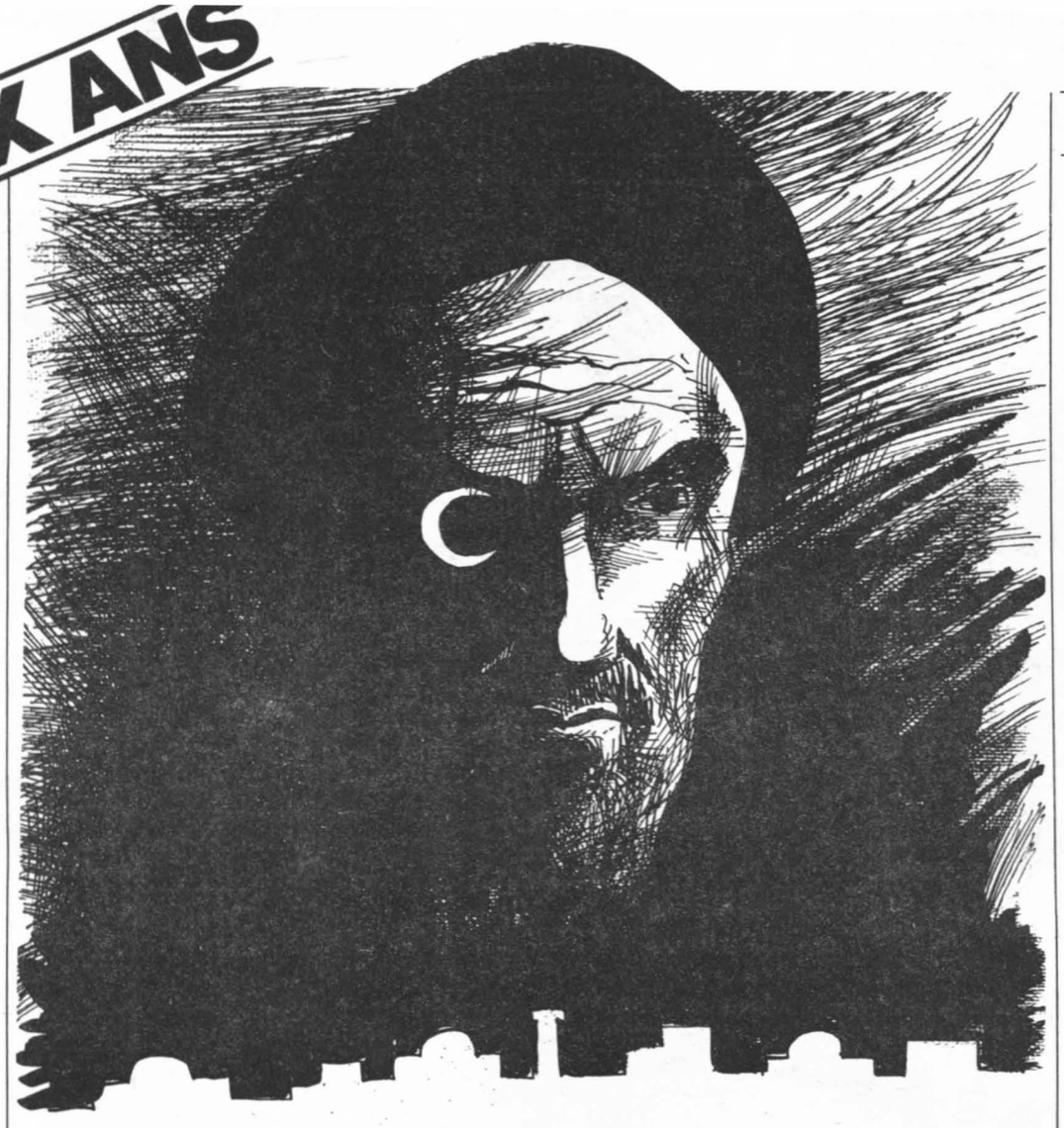
— « L'Unité » (roublard) : Tu ignores sur quelle voie tu t'engages... Est-ce que tu sais, par exemple, quand j'ai titré : « L'hôpital public a mauvaise mine » ?

— Sûrement il y a quelques semaines, avant que le ministre de la Santé, Jack Ralite, n'entame son tour de France...

— « L'Unité » (apparemment réjoui) : Tu n'y est pas du tout. C'était le 11 février 1972... Et sais-tu quand j'ai parlé des nationalisations pour la première fois ?

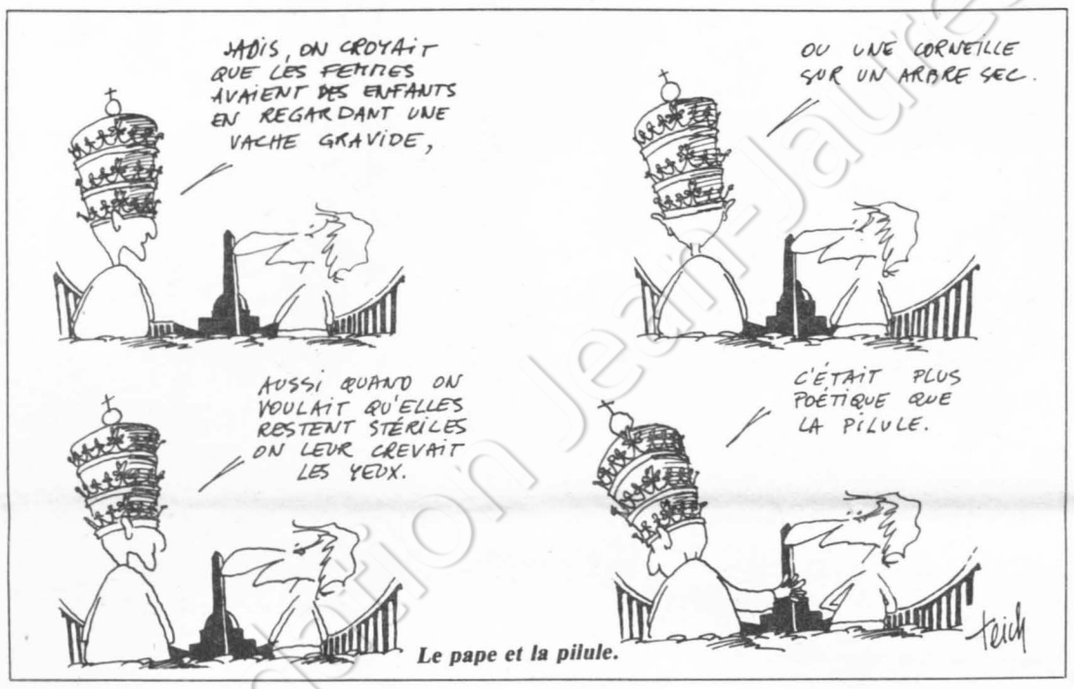
— Probablement à la rentrée de 1977, quand ça a commencé à faire problème entre les familles Socialiste et Communiste...

— « L'Unité » : Erreur ! C'est oncle Claude qui en a parlé dans son premier éditorial, le jour même de ma naissance, le 28 janvier 1972... Tiens, changeons de domaine. La politique internationale. Tous les autres « canards » s'excitent aujourd'hui sur « l'après-franquisme ».



L'ayatollah Khomeiny, vu par Coureuil.

AFFREUX ET AUTRES TÊTES DE TURC (SUITE)



Le pape et la pilule.



Le général Idi Amin Dada.

Essaie donc de me dire quand j'ai commencé à traiter le problème, moi...

— Là, je donne ma langue au chat. Mais, je dirais, approximativement, en 1975 ou 1976.

— « L'Unité » (triomphant) : Manqué ! Je m'en suis entretenu avec Santiago Carillo dès le 17 mars 1972... Et le pétrole, le fameux pétrole qui enquiquine tout un chacun, le pétrole qui est devenu un des « must » des journalistes en panne de copie ?

— Je dirais qu'après l'élection de Giscard l'ombre de la question a dû commencé à planer dans les salles de rédaction. Fin 1974 ? Début 1975 ?

— « L'Unité » (moqueur) : T'as pas une chronologie dans la tête ! Non, moi j'ai annoncé « la Guerre froide de l'or noir » dès le 6 avril 1973... Tu seras peut-être meilleur avec ce titre : « le Pari de Mitterrand ».

— Deux possibilités : 1974 ou 1981.

— « L'Unité » (condescendant) : Encore raté ! J'ai joué cette formule gagnante dès le 23 février 1973... Tu sera peut-être mieux inspiré par ce mot : « décentralisation ». Selon toi, quand l'ai-je imprimé, la première fois ?

— En 1978 ?... Je te vois sourire... Avant ?... En 1976 ?

— « L'Unité » (magnanime) : Tu ne trouveras pas. Je l'ai mis en avant dès le 7 avril 1972... Parlons des femmes. « Avortement : le droit de choisir », ai-je proclamé. A quelle date ?

— La loi Veil... Un peu avant. Fin 1974, je suppose.

— « L'Unité » (sévère) : Nul ! Tu aurais dû répondre : mai 1973... Et les « prisons-pourrissoirs », comme je les ai appelées ?

— Je ne sais plus quand est sorti le premier livre de Roger Knobelspiess : « Q.h.s. — Quartier de haute sécurité »...

— « L'Unité » (sourcil froncé) : Je n'ai pas attendu son bouquin, au demeurant fort utile. J'ai crié avant : dès juin 1974... Je pourrais te « coller » ainsi des dizaines de fois. Mais, c'est un peu trop simple. J'ai envie de compliquer la partir O.k. ?

— ... (grognement)

— « L'Unité » (sans attendre la réponse) : Tiens je vais te faire une longue citation : « Fidèles à notre position de classe, nous n'entendons pas contester aux responsables d'un Etat socialiste le droit de prendre les mesures nécessaires pour faire respecter la légalité et mettre en échec les entreprises de subversion ayant pour objet de rétablir un régime fondé sur l'exploitation des travailleurs. C'est de ce point de vue que nous nous déterminons. » Tu pourrais me dire qui a commis ce texte et quand je l'ai rendu public ?

— Je parierais pour Georges Marchais en janvier 1980, à propos de l'Afghanistan...

— « L'Unité » (impitoyable) : Non !

— Alors, peut-être Henri Krasucki en décembre 1981, à propos de la Pologne...

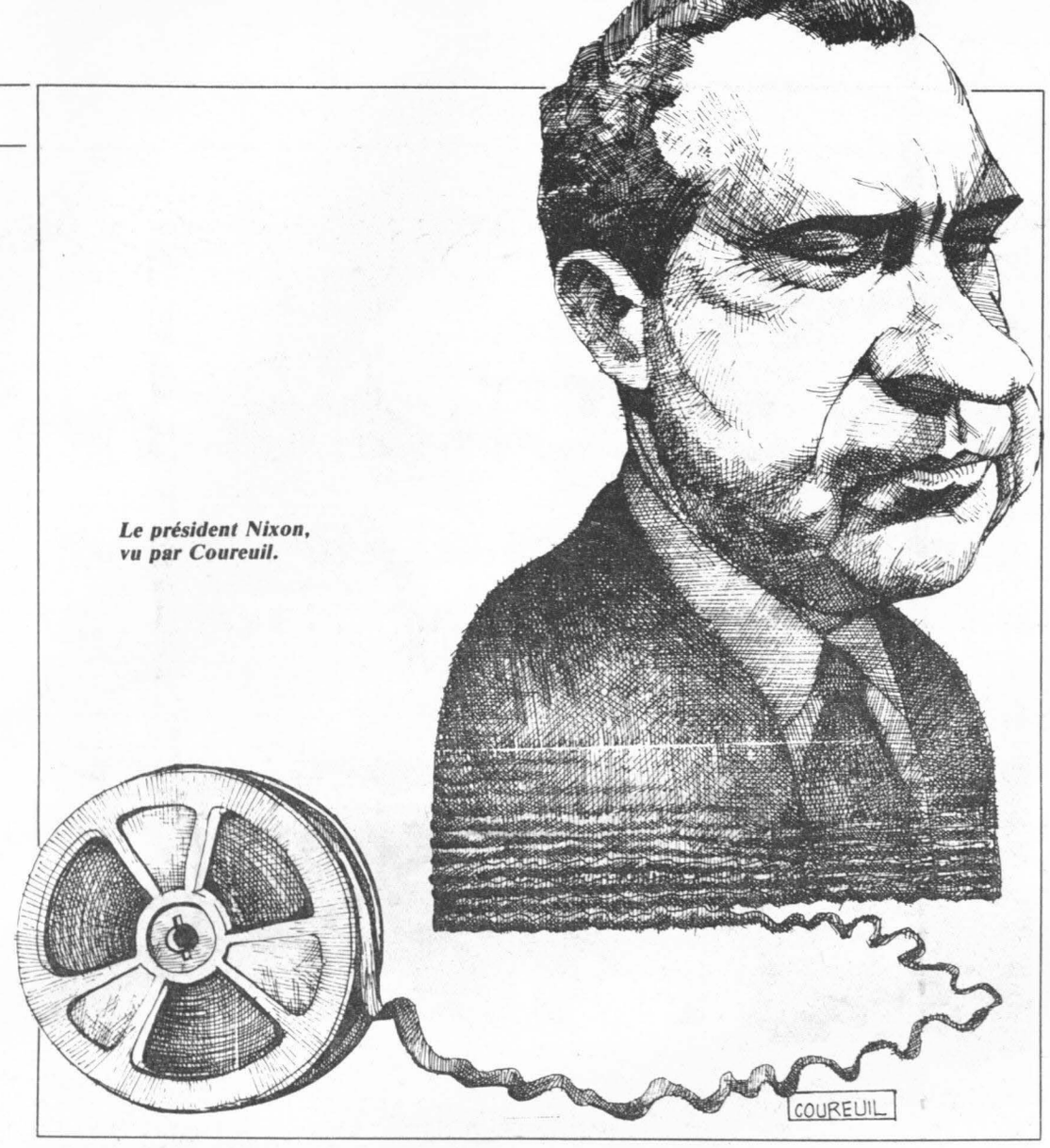
— « L'Unité » (magnanime) : Là, tu as brûlé. Il s'agit d'une lettre de Georges Séguy, adressée au Parti socialiste à propos de sa dénonciation de « la répression en Tchécoslovaquie », en février 1972... Plus récent... Tu vois, je te mets sur la voie. Quand ai-je fait paraître cet article qui se terminait ainsi : « Un pays proche du Nicaragua, le Salvador, vit depuis 1977 sous la loi de « défense et garantie de l'ordre public ». Qui le sait ? » Tu as une réponse ?

— Début 1981 ? Avant tout le monde, comme d'habitude...

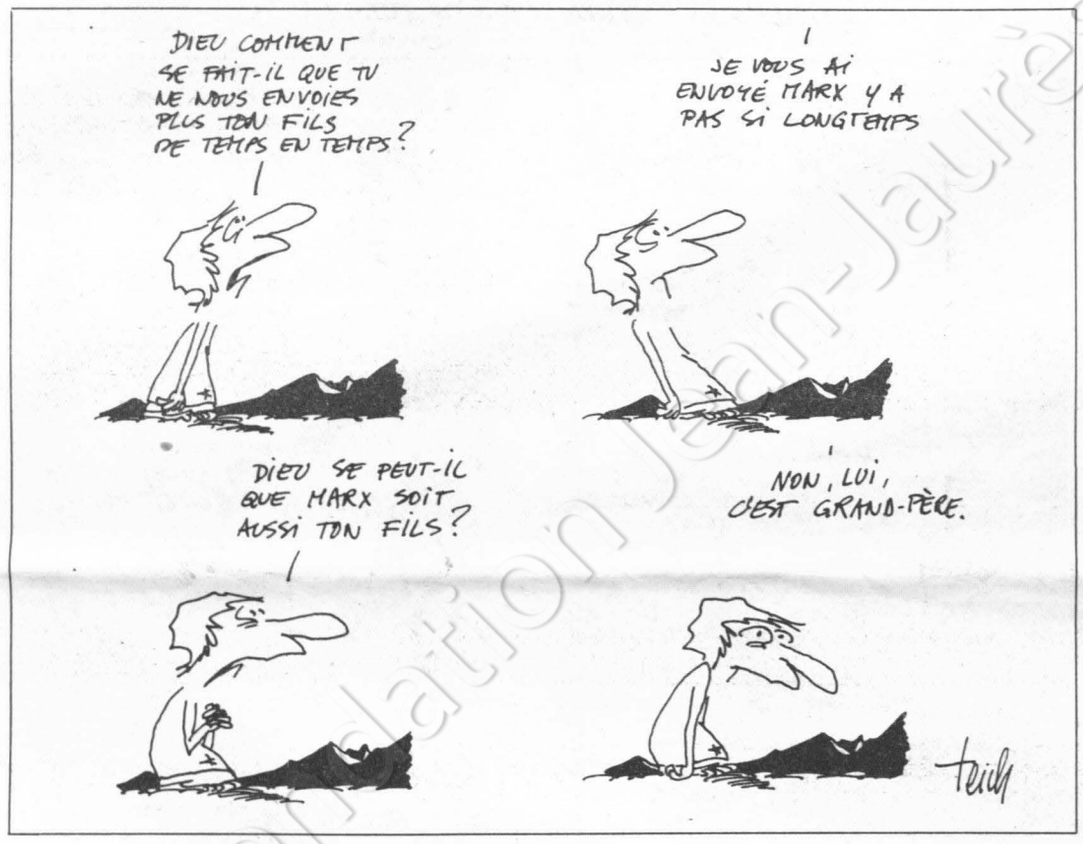
— « L'Unité » (cinglant) : Ouais, en avance. Très en avance ! Le 10 février 1978 !... Je change de pays. Tu es journaliste. Tu lis toute la presse, c'est ton métier. Tous les « canards ». Quand as-tu entendu parler de Abol Hassan Banisadr pour la première fois ?

— Je ne m'en souviens plus. Mais, sans doute un peu avant qu'il ne devienne Premier ministre du triste Ayatollah...

— « L'Unité » (sans pitié) : Eh bien, si tu me lisais plus attentivement, tu aurais pu parcourir dans mes colonnes, dès le 8 octobre 1976, un article intitulé « Dépendance et destruction »... et signé Banisadr ! Tu es pantois, hein ? Reprend ton souffle. Pendant ce temps, je vais te faire un petit cours d'économie politique : « Quelqu'un possède une machine qui accomplit le travail de cinq cents personnes. Cinq cents hommes, par conséquent, se retrouvent sans emploi et, privés de travail, se mettent à voler. (...) Si la machine était la propriété de tous, chacun en bénéficierait. La machine ne fait, pour le moment, que concurrence à l'homme. Elle le servira quand on aura rétabli les choses. (...) Est-ce là une utopie ? Une carte du monde qui n'inclurait point cette terre d'utopie ne vaudrait même pas la peine qu'on la déplie. » Dis-moi donc de qui est ce texte et quand je l'ai fait paraître.



Le président Nixon, vu par Coureuil.





— En dix ans d'existence, tu as eu le temps de te faire une devise ?

— « L'Unité » (pensif) : J'hésite. Je me sens incapable de choisir entre deux devises. Alors, je les retiendrai toutes les deux. Une formule de Jacques Prévert : « Quand la vérité n'est pas libre, la liberté n'est pas vraie. » Et une recommandation de Jean Vautrin : « Il faut savoir cultiver ses colères. »

— Depuis le 10 mai, tu ne te sens pas un peu gêné aux entournures des ailes, un peu « domestiqué » ? Fini, le « canard » sauvage !

— « L'Unité » (vraiment furieux) : Tu m'as bien regardé ? Je ne vais pas me taire quand je commence enfin à être entendu, quand je vois que mes paroles peuvent enfin devenir des actes... « Etre mort, disait Sartre, c'est être la proie des autres. » Je suis vivant. Celui qui m'attrapera n'est pas encore né ! Pour ce qui est de me taire, de rentrer dans le rang... Un « canard » castré, ça n'existe pas !

— Alors, maintenant ?

— « L'Unité » (décidé) : Je vais continuer à paraître. Tant pis pour ceux que je dérange. Dix ans ça m'suffit pas ! ●

---

(1) Décodons pour ceux qui ne connaissent pas encore bien la famille : oncle Claude, c'est Claude Estier, tante Nicole, c'est Nicole Chaillot ; oncle Guy : Guy Perrimond ; tante Mauricette : Mauricette Duchemin ; tante Emmanuèle : Emmanuèle Plas ; tante Marie-Jo : Marie-José Bernardot ; tante Frédérique : Frédérique de Gravelaine ; tante Michèle : Michèle Kespi ; tante Fabian : Fabian Gastellier ; oncle Jean-Paul : Jean-Paul Liégeois ; oncle Serge : Serge Richard ; oncle Francis : Francis Pisani ; oncle Jean-Loup : Jean-Loup Revérier ; oncle Nicolas : Nicolas Brimo ; tante Gilberte : Gilberte Muller.

Sans oublier les membres de la « famille » que notre « canard » étourdi a oublié dans l'émotion de sa première interview : Jean-Marie Borzeix, Maurice Séveno, Robert Butheau, Barrigues, Josette Barbieri, Maryse Wolinski, Nicole Du Roy, Gabrielle Rollin, Claude Manceron, Teich, Vasco, Sabadel, Sylvain Gouz, Didier Buffin, Martine Ducousset, Carlos, Chantal Montellier, Jean-Pierre Lacroux.

(2) Pour ceux qui n'auraient pas compris, le « canard » parle ici de François Mitterrand : certains ont eu leur oncle Ho, ce cher « canard » à son oncle François.

Coll. Fondation Jean-Jaurès

SOUVENIRS

Il y a vingt ans, le massacre de Charonne

Pour commémorer le vingtième anniversaire du massacre de Charonne, nous avons choisi de publier l'article, simple et ému, que nous a envoyé un militant socialiste témoin des 8 et 13 février 1962

PAR JOSEPH JOUBERT

LE 8 février 1962 — vingt ans déjà — a entaché de sang le régime qui, moins de quatre ans auparavant, conquérait le pouvoir en s'exclamant devant les Européens d'Algérie : « Je vous ai compris !... »

Trois ans et demi de reculade ont exaspéré l'armée française et les colons algériens qui, appuyés par des éléments fascistes, ont constitué l'Organisation de l'armée secrète (O.a.s.) : plastiquages, attentats à l'égard de personnalités politiques, syndicales, universitaires, de la presse et des lettres.

A la suite d'une vague d'attentats au plastic le 7 février, les organisations syndicales C.g.t. - C.f.t.c. (C.f.d.t. depuis 1964) - Unef - Fen de la région parisienne publient un communiqué appelant à manifester le 8 février à 18 h 30 ; à cet appel s'associent les partis politiques de gauche.

Pour plus de sûreté, les organisateurs ont pris contact avec le préfet de police, un certain Monsieur Papon, qui, après les avoir fait attendre plus d'une heure, les reçoit une minute pour leur signifier une interdiction formelle. Les manifestants éviteront tout contact avec les forces de police massées autour de la Bastille. Des consignes sont également données par les organisateurs aux participants : aucune pancarte, aucun objet qui puisse servir d'arme ou être considéré comme telle par la police.



A.f.p.



Après Charonne, le 8 février 1962.



Sygma

Les obsèques de huit des victimes au Père-Lachaise.

Ces consignes ont été respectées car aucun travailleur ne fut jamais trouvé porteur d'arme ou de projectile.

La place de la Bastille étant interdite, cinq points de rassemblement ont été communiqués dans la journée : Filles-du-Calvaire ; Sully-Morland ; Ledru-Rollin ; gare de Lyon ; rue Saint-Antoine. A la tête de chaque cortège, des responsables de chaque organisation syndicale et un service d'ordre de quelques dizaines de personnes porteurs de consignes très fermes : aucune provocation à l'égard de la police.

Boulevard Voltaire, près du métro Charonne, les manifestants formaient une masse énorme et parfaitement calme que le service d'ordre a immobilisé à la hauteur du numéro 200 à 19 h 30.

A.Tollet de la C.g.t. et C. Bouret de la C.f.t.c. ont, comme convenu, donné l'ordre de dislocation. La police attaque alors au pas de charge, provoquant un mouvement de panique de la foule dont les rangs les plus éloignés ne comprenaient que peu à peu ce qui se passait.

Sur le trottoir pair se trouve une bouche du métro Charonne dans laquelle une partie de la foule s'engouffre. La ruée est telle que les premiers arrivés au bas des marches sont renversés par les suivants et forment un amas de corps couchés et enchevêtrés, bouchant complètement l'entrée du métro.

Une unité de policiers s'acharne sur cette masse de corps hurlant de terreur et de douleur, frappant avec rage, cherchant à atteindre de leurs longs bâtons les têtes et les corps puis, lançant sur cette masse humaine des grilles d'arbres, une table de café et divers objets. Cet acharnement dure un quart d'heure au moins.

Tous ceux qui tentaient de dégager les corps inanimés et de soulager ceux qui se trouvaient écrasés étaient impitoyablement matraqués.

Lorsqu'on put enfin tirer les victimes vers l'intérieur du métro, il y avait deux séries de morts : ceux qui avaient été étouffés et écrasés sous la masse des corps (2 femmes et un homme), ceux qui avaient été tués directement (deux hommes). Pendant que les hommes valides s'employaient à dégager les blessés inanimés, la police lança des grenades lacrymogènes qui rendirent intenables l'escalier et la salle à billets.

Sur le boulevard, des policiers s'acharnèrent avec une violence sauvage sur les corps tombés à terre et pénétrèrent dans les boutiques et les cours après avoir fracassé des portails et des vitrines. Ils pourchassèrent dans les escaliers et les caves des immeubles des hommes, des enfants, des invalides mêmes pour les matraquer.

Cette action, sans rapport avec la nécessité de disperser, était conduite et encouragée par des officiers.

Difficile de distinguer dans l'action les différents corps de police dont les uniformes et l'armement sont très voisins, il semble cependant que les plus graves incidents aient été commis par les compagnies de district.

Celles-ci comprenaient environ 1 600 hommes à la disposition du préfet de police et étaient exclusivement utilisées à la répression des manifestations. Les propos et les injures que proféraient ces policiers et leurs gradés ne laissaient aucun doute sur leur sympathie pour le fascisme et sur leur haine des manifestants ouvriers qu'ils qualifiaient de communistes.

Ces policiers peuvent-ils être assimilés à la police régulière de tout régime démocratique ?

Le matin du 9 février, les journaux « l'Humanité » et « Libération » — dont Claude Estier était rédacteur en chef à l'époque — étaient saisis. Durant cinq jours, la radio, la télé, « l'Aurore » ont sali les manifestants du 8 février avec le concours du ministre de l'Intérieur Roger Frey, aujourd'hui président de ce que certains appellent « les sages ». Les manifestants étaient accusés d'avoir attaqué la police et qualifiés par le ministre de l'Intérieur de « commandos communistes organisés... » Il n'y a eu ni provocation ni agression de la part des manifestants. Tous les blessés graves et les morts sont le fait délibéré de certains éléments de la police s'acharnant sur des isolés et sur les corps entassés au métro Charonne.

On ne peut oublier la répression policière anti-algérienne de l'automne d'octobre 1961, notamment à l'occasion de la grande manifestation du 17. C'est pourquoi les organisations syndicales et politiques de gauche demandèrent le châtiment des coupables, la dissolution des harkis et l'épuration de la police.

Après une série de démarches des organisations syndicales auprès du ministre de l'Intérieur et de la préfecture de police, celle-ci autorise l'organisation des obsèques des huit victimes le mardi à 10 heures.

Les huit corps seront placés dans le hall de l'annexe de la Bourse du Travail près de la place de la République. Pendant qu'une garde d'honneur se relaiera autour des cercueils, les travailleurs viendront leur rendre un dernier hommage.

A 10 heures, le cortège partira pour le cimetière du Père-Lachaise où quatre d'entre eux seront inhumés près du mur des Fédérés. Les quatre autres, suivant la volonté de leurs familles, seront inhumés à Gagny, Montfermeil, Nantes et Amboise.

Pendant plus d'une demi-journée, Paris s'est complètement arrêté de vivre : ni radio ni journaux, les transports en commun et toute la circulation étaient stoppés ; les usines, les ateliers, les magasins étaient fermés.

Tous nous étions consternés, bouleversés et, partageant un sentiment de culpabilité collective, nous nous disions : « Si nous avions été aussi nombreux le 8, ils ne seraient peut-être pas morts... ».

C'était émouvant de voir ces chars transportant chacun un cercueil, précédés d'une grande couronne de chacune des organisations syndicales précitées et d'un portrait de chacune des victimes portés par des travailleurs et que suivait une fanfare jouant la « marche funèbre » de Chopin.

Certains journaux ont osé chiffrer à 250 000 le nombre de participants. Quand on considère la superficie de l'avenue de la République d'une longueur de trois kilomètres et celle de la place de la République — noires de monde — on peut estimer que le million de personnes était largement dépassé.

La gravité et l'importance massive de la cérémonie ont frappé de nombreux observateurs français et étrangers et redonné courage à ceux qui s'interrogeaient sur les chances de survie de la démocratie. La détermination et le courage lucide des organisations syndicales et de tous ceux qui, durant ces longues années de la guerre d'Algérie, ont refusé de pactiser avec les ennemis de la liberté en réaffirmant chaque jour leur attachement aux droits de l'homme, ont porté un coup sérieux aux tentatives de fascisation de notre pays et contribué, par là même, à sauver la démocratie. ●

Politique au jour le jour

Le P.s. fait le bilan

La Convention nationale que le Parti socialiste tient dimanche à Suresnes est la première depuis le congrès de Valence. Elle sera aussi l'occasion de faire un bilan de neuf mois d'activité du gouvernement et du Parti. Après le rapport de Jean Poperen, ce bilan à plusieurs faces alimentera l'intervention de Lionel Jospin qui reviendra au passage sur le thème, maintes fois évoqué ces dernières semaines, des rapports entre le pouvoir exécutif, le groupe parlementaire et le Parti lui-même.

La Convention donnera également le départ de la campagne pour les élections cantonales de mars qui constitueront une échéance importante. Au lendemain des récentes élections législatives partielles marquées par un recul sensible de la gauche, l'opposition de droite supputait déjà que ce recul se confirmerait aux cantonales. Il semble qu'il n'en soit rien si l'on en croit le sondage publié mercredi par « le Quotidien de Paris, » peu suspect de sympathies pour le P.s. Celui-ci recueillerait 34 % des suffrages soit, à lui seul, autant que toute l'opposition réunie, ce qui fait dire au commentateur du journal que « dans la perspective de cette prochaine consultation, le Parti socialiste conserve les faveurs des Français ». Malgré un nouveau tassement du P.c., la gauche l'emporterait donc encore très nettement, ce qui dément toutes les informations des prophètes de l'U.d.f. et du R.p.r.

Gaz algérien : une leçon d'histoire et de géographie...

« Un acte politique essentiel. » C'est ainsi que François Mitterrand avait qualifié, en novembre dernier, son voyage en Algérie. Moins de trois mois ont passé et les retombées — politiques, économiques et commerciales — de ce voyage sont mesurables. Avec en premier lieu un contrat gazier dont on n'a pas fini de parler.

Certes, la presse n'a pas accordé la même importance à ce contrat qu'à celui signé, deux semaines auparavant avec l'Union soviétique. Ce qui est une erreur : ses conséquences seront d'un tout autre ordre. Avec l'U.r.s.s. il s'agissait d'un contrat classique entre pays du Nord. En fonction de l'environnement mondial au moment de la négociation, chacune des deux parties a tenté d'accumuler les avantages. On est là en terrain connu, même si les termes du contrat ne sont pas publics. En un mot la France a réussi à diversifier ses approvisionnements, à la fois en type d'énergie et en zone géographique. De plus elle l'a fait dans de bonnes conditions financières, qu'il s'agisse du prix, de la monnaie de référence ou des compensations commerciales.

Avec Alger le problème était ailleurs. Et pas seulement comme certains voudraient le faire croire dans l'histoire. Lors de la conférence de Cancun il était clair que l'Algérie et la France étaient, en ce qui concerne les relations Nord-Sud, sur la même longueur d'ondes. Or, il ne suffit pas, si l'on veut que le monde bouge, de se contenter de discours. Encore faut-il pouvoir, ici ou là, faire émerger de nouvelles pratiques qui seront symboles et serments. C'est là que l'histoire et la géographie ont joué. Compte tenu de l'une et de l'autre, du rôle politique des deux Etats en Méditerranée, des rapports économiques anciens, des mutations qui vont intervenir dans chacun des deux Etats il était logique que l'accord gazier souhaité par les présidents Chadli et Mitterrand soit signé.

Mais il ne faut pas réduire cet accord à ses seules dimensions politiques. Sur le plan économique la France s'assure ainsi pour de longues années un approvisionnement diversifié en gaz : les deux contrats — le soviétique et l'algérien — représenteront à la fin de la décennie plus de 55 % de notre consommation gazière. De surcroît le terminal méthanier de Montoir près de Saint-Nazaire pourra enfin entrer en activité. Ce n'est pas les Bretons qui s'en plaindront : les retombées de l'accord devraient permettre de relancer l'économie régionale. Et surtout une fois le différend gazier réglé — il traînait depuis des années — la coopération franco-algérienne pourra repartir de plus belle. Ce que l'on appelle les retombées industrielles — métro, chemin de fer, constructions d'usines, vente de camions — pouvait dès lors être négocié plus facilement, les arrière-pensées et les blocages ayant disparu d'un côté et de l'autre.



Car la base politique de l'accord est simple : c'est la « volonté manifeste des dirigeants des deux pays de sécuriser et de valoriser le revenu tiré des ressources naturelles ». Autrement dit, sans parler d'un juste prix du gaz, la France a choisi — et il est important pour l'avenir des relations Nord-Sud qu'un grand Etat le fasse — non pas l'égoïsme classique, mais la vision à long terme, la négociation entre partenaires égaux, chacun reconnaissant les besoins de l'autre, chacun cherchant à assurer au mieux son avenir et la qualité de la future coopération. Et s'il est vrai que Paris a accepté un prix présenté comme élevé — mais déjà payé par les Japonais par exemple — l'essentiel du contrat n'est pas le prix, mais le type d'indexation et la durée. Là il ne s'agit plus de rapport de force pesant sur l'avenir mais d'un choix équilibré apportant à chacun des avantages. Dans des domaines différents.

On aurait aimé que la presse, qui a consacré de longs commentaires « stratégiques » après la signature de l'accord franco-soviétique, fasse la même chose pour l'accord franco-algérien. Mais « la presse » n'a pas eu ce goût ! Il lui aurait fallu expliquer qu'une bonne partie de ce qu'elle avait expliqué la semaine précédente était faux.

Giscard : « pas ça ou pas lui ! »

Valéry Giscard d'Estaing ne sait décidément plus quoi faire pour tenter de ne pas se faire oublier. Après quelques brèves déclarations de circonstance, il vient de donner une série d'interviews à des grands journaux (« Sunday Times », « Stern », « Paris-Match ») pour valoriser le bilan de son septennat et donner, au passage, des leçons au président actuel. Sur ce plan, il ne manque pas d'audace en enfourchant, contrairement à son ancien Premier ministre, le cheval de bataille du contrat gazier franco-soviétique, lui qui fut, de tous les chefs d'Etat occidentaux le plus faible à l'égard de l'U.r.s.s. après l'invasion de l'Afghanistan. « Pas ça ou pas vous ! » lui a justement rétorqué une journaliste de radio qui ne passe pourtant pas comme acquise à la majorité actuelle.

Parallèlement à ces interviews qui confirment que l'ancien président n'a toujours pas compris ce qui s'est passé le 10 mai dernier, son entourage entretient un suspense raffiné autour d'un « Conseil pour l'avenir de la France » dans lequel on croit surtout reconnaître des visages du passé. Comme tout cela n'est pas très enthousiasmant, l'ancien président fait donner ses amis les plus dévoués tels Roger Chinaud et Michel d'Ornano. C'est ainsi que ce dernier, dans « le Quotidien de Paris », se déclare persuadé que l'ancien président « jouera dans l'avenir un rôle politique important » et ajoute qu'il espère « que cela ne tardera pas trop ». On comprend bien l'impatience de ceux que la défaite de Giscard a placés sur la touche. Mais à l'U.d.f., tout le monde ne pense pas comme d'Ornano. Certains ne se cachent même pas pour dire que ce parti n'a de chances de se redresser que s'il fait peau neuve, c'est-à-dire, en clair, s'il trouve un autre leader. Ah ! si seulement l'U.d.f. pouvait découvrir son Chirac !



Entretiens du jeudi

De 19 à 21 h.
Salle Marie-Thérèse Eyquem
10, rue de Solférino
75007 Paris

18 février : Pierre Bérégovoy, membre du Comité directeur, secrétaire général de la présidence de la République.
Marcel Debarge, secrétaire national aux Relations extérieures, sénateur de Seine-Saint-Denis.

25 février : Alain Barrau, secrétaire national adjoint à la Jeunesse.
Jean-Pierre Weben, membre du Bureau exécutif.

4 mars : André Laignel, secrétaire national chargé de la trésorerie.
Georges Sarre, membre du Comité directeur, conseiller municipal et député de Paris.

11 mars : Colette Audry, membre du Comité directeur, déléguée générale à la formation.
Paul Quilès, secrétaire national à l'Organisation et aux Fédérations, député de Paris.

18 mars : Jean-Paul Bachy, secrétaire national aux Entreprises.
Bernard Thareau, secrétaire national adjoint à l'Agriculture et au monde rural.

25 mars : Christian Goux, membre du Comité directeur, député du Var, président de la Commission des finances de l'Assemblée nationale.
Jean Poperen, secrétaire national à la Coordination, chargé des élections, député du Rhône.



LA main dans la main, le père et le fils se promenaient ce dimanche là entre les stands du marché aux puces de Saint-Ouen. Ils avaient entendu dire qu'un XXIVe Congrès y tenait ses assises et cela leur avait mis la puce à l'oreille.

On trouve de tout à Saint-Ouen, c'est pourquoi au hasard de leur promenade ils espéraient trouver ce vieux centralisme démocratique un peu démodé dont ils voulaient décorer le dessus de la cheminée du salon.

La mode rétro vous a un petit côté vieillot qui n'est pas pour déplaire à certains.

L'enfant fouineur découvrit le premier des icônes authentiques ; l'une, la plus grande, représentait Saint-Georges terrassant le congrès. Elle était monochrome et monotone comme les sanglots longs d'un automne polonais.

— Combien ? demande le père au marchand qui ressemblait à Fizsbin.

— Le prix d'une illusion.

— On peut débattre ?

— Il n'y a pas de débat c'est exclu, répondit le marchand.

Les deux promeneurs, dépités, poursuivent leur chemin. Au détour d'une allée, une boîte à musique attire leur attention. Elle joue toujours le même air, indéfiniment et payable en roubles. A côté trône un phonographe à pavillon dont le disque rayé use l'aiguille des passions déçues. Derrière un portrait de Marx enfant, le père déniche un lot de lunettes à courte vue ; les montures sont en bon état, et les verres totalement opaques permettent de mieux voir les réalités historiques. Le marchand d'illusions les donnent en échange d'une carte du Parti.

Le temps passe et ils n'ont pas encore trouvé ce qu'ils cherchaient.

Au stand Juquin il y a des discours empilés sur une chaise à bascule et des sourires à quatre quatre vingt quinze que le père arrive à négocier pour quatre quatre vingt quatorze ; une affaire ! Plus loin au marché aux fripes, un uniforme de contestataire tout neuf, ou presque, il n'a servi qu'une fois, mais il n'est pas à vendre car il doit être exposé au musée de la place du Colonel-Fabien.

Ce n'est que tard dans la soirée alors que les marchands fermaient leurs boutiques avec des rideaux de fer, que le père et son fils découvrirent l'objet de leur désir. Un centralisme démocratique datant de la révolution soviétique, en acier inoxydable et indécrottable. Il était impayable de drôlerie avec ses panneaux décorés de gros sabots. Et c'est exactement le prix que le père voulait y mettre.

Rentré chez lui, le père déposa l'objet sur la cheminée du salon malgré les protestations de sa femme.

— Qu'est-ce que c'est encore que cette vieillerie, dit-elle. Encore une babiole à dépoussiérer, on voit bien que ce n'est pas toi qui fais le ménage ! dit-elle.

Bien sûr ! le ménage n'était pas à l'ordre du jour du XXIVe congrès. Ce sera peut-être pour une autre fois.

Un congrès à "l'antique"

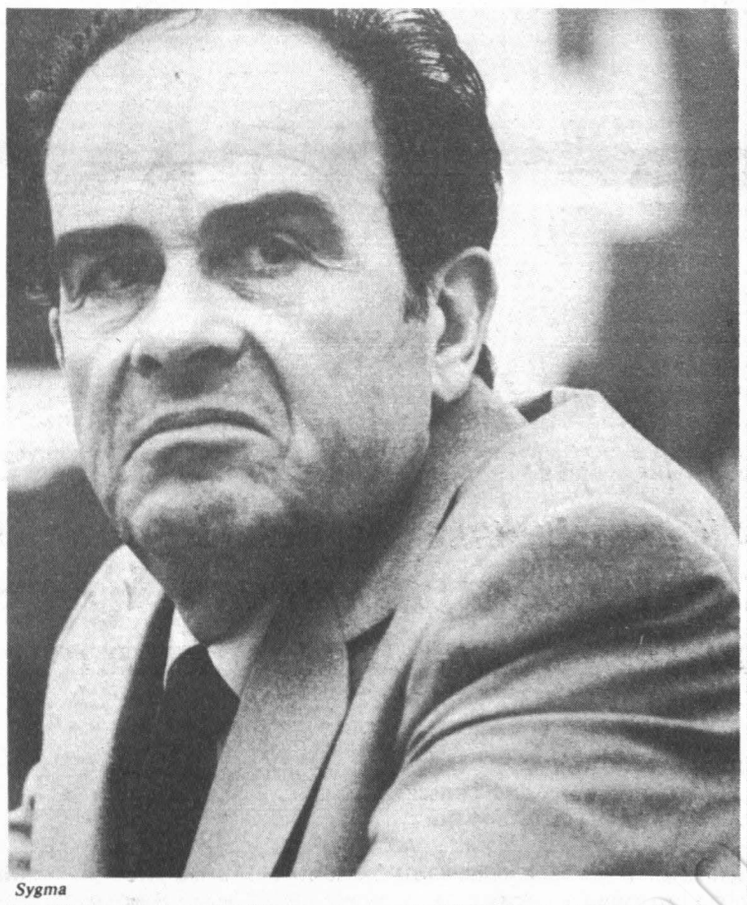
Les différences d'analyse placent la compétition entre le P.s. et le P.c. sur son vrai terrain : à quel avenir rêvons-nous ? quels moyens sont les nôtres pour passer du rêve au projet ? En restant figé sur ses positions, le P.c.f. réduit sa part dans la compétition

PAR GUY PERRIMOND

UN congrès banal, sans « problème » ni « avancée ». Un congrès pour rien : aucune des questions — pas les subsidiaires, mais les fondamentales — que se posaient bon nombre de communistes et la quasi-totalité des observateurs n'ont reçu de réponse. Un congrès d'attente, où l'on avait sans cesse l'impression que la direction du P.c.f. voulait gagner du temps, repousser à plus tard les vraies questions, celles qu'au bout du compte elle ne pourra pas esquiver.

Un congrès en trompe-l'œil : comme il fallait bien un thème, une revendication, une émotion, l'accent fut mis sur la presse. Chacun sait qu'à « l'Unité » nous ne sommes pas particulièrement tendres en ce domaine. Mais nous tentons d'analyser les évolutions des médias, non pas en fonction du sort qui nous y est fait, mais de ce que devrait être l'information.

Rien de tout cela dans l'immense salle des sports de l'île aux Oiseaux, à Saint-Ouen. Une revendication épidermique, fiévreuse, affective. Et parfois totalement « provoquée ». Difficile de se défaire de cette impression, de juger autrement par exemple le communiqué publié par Guy Hermier pour annoncer qu'il ne participe-



Sygma

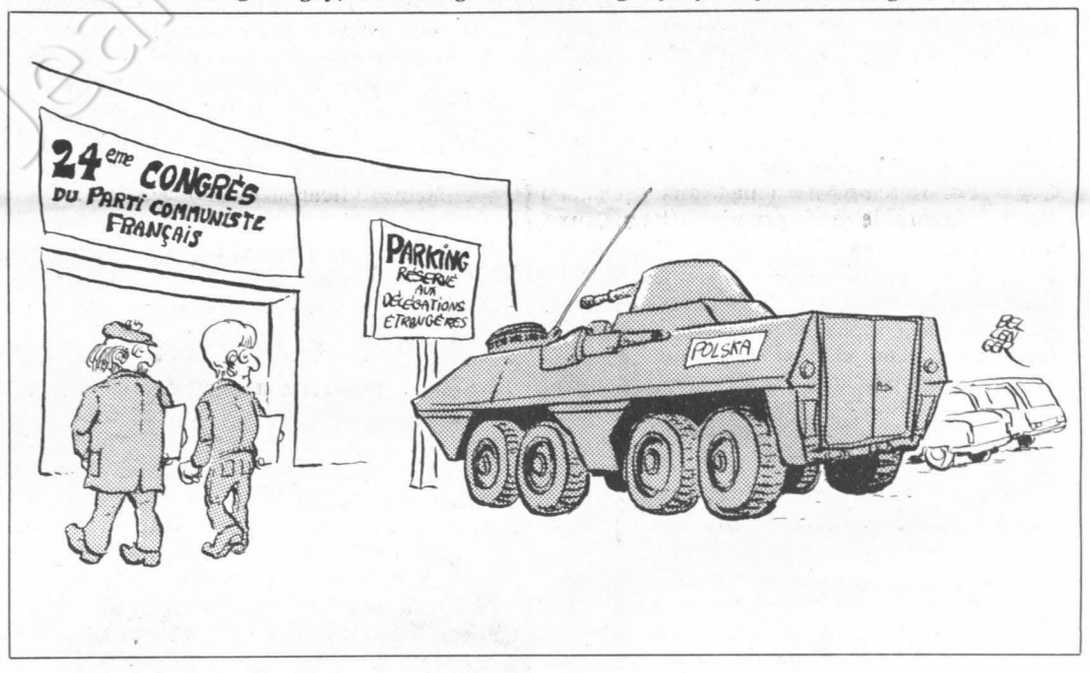


A.f.p.

Georges Séguy, secrétaire général de la C.g.t. jusqu'au prochain congrès.



Entourant le secrétaire général, les quatre ministres communistes.

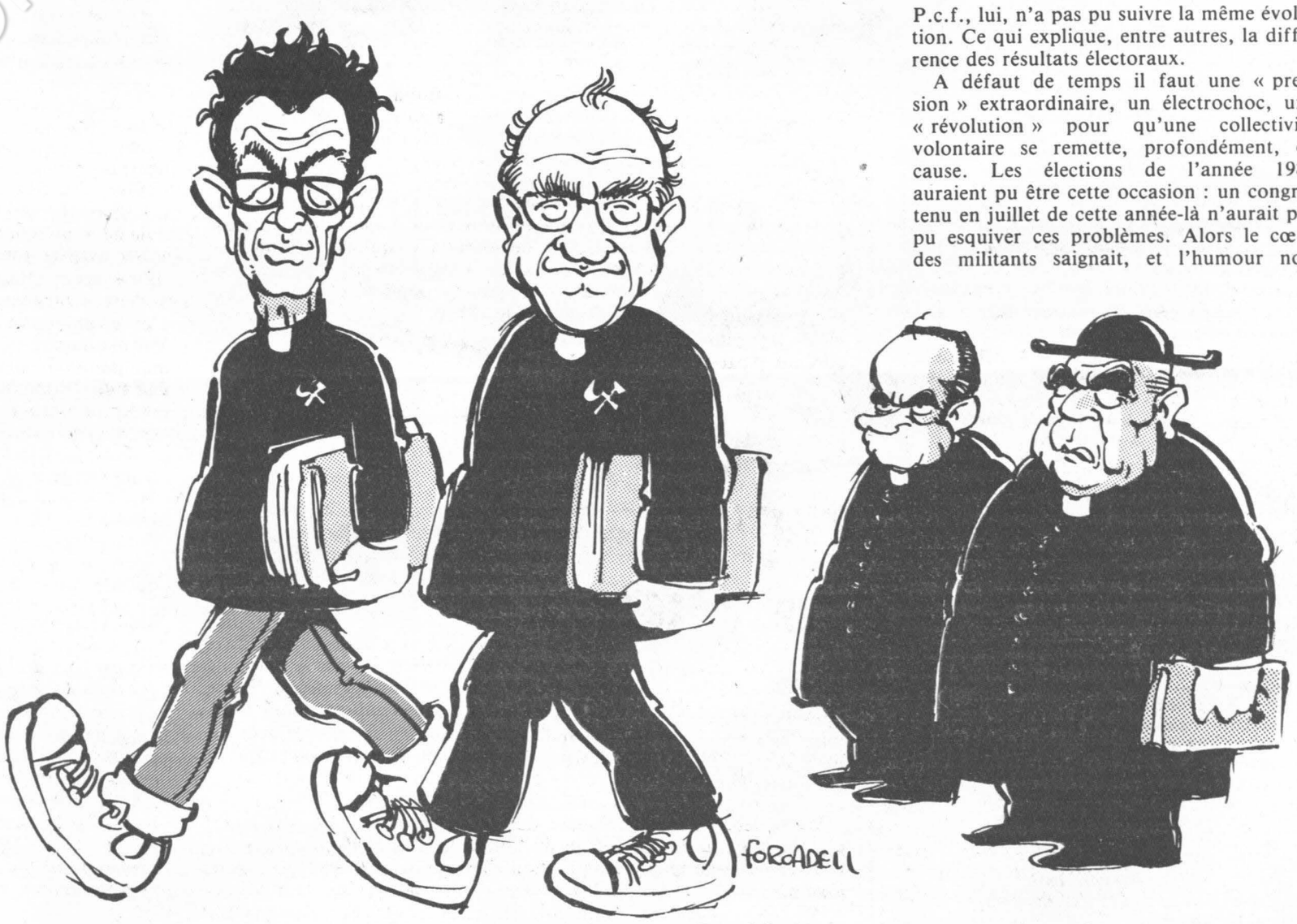


rait pas au club de la presse d'Europe n° 1. « Il fallait bien qu'ils trouvent quelque chose, me confiait un vieux militant. Ils ne peuvent pas « taper » sur le gouvernement, ne peuvent plus le faire sur le P.s. et l'opposition est inexistante. Que leur restait-il ? Eux ou l'audiovisuel ! Le choix était simple ! »

Car l'essentiel de ce congrès, dans sa préparation et son déroulement, tout au long de la litanie des discours, a résidé dans l'art mis à éviter les problèmes, mais à laisser les portes, toutes les portes ouvertes pour les futures interrogations. Dans le rapport de Georges Marchais, par exemple, on peut trouver des phrases qui dans deux, trois ou cinq ans pourraient justifier n'importe quelle politique et son contraire. A vrai dire les thèmes brûlants, dangereux, ne sont pas nombreux. Il y a les rapports avec les pays de l'Est et l'analyse de la période 1977-1981. La participation de ministres communistes au gouvernement ne pouvant pas, pour l'instant, faire problème.

Or, depuis la publication du projet de résolution, on savait que sur les deux points « chauds » il n'y aurait pas « d'avancée ». A moins d'ouvrir une boîte de Pandore, de mettre en marche une machine infernale mettant en péril sa survie collective, la direction du P.c.f. ne pouvait pas, à froid, décider qu'il était enfin possible « que les bouches s'ouvrent ». Car au-delà de la survie d'un groupe, il est évident qu'il faut à un parti de longues années pour évoluer. L'exemple du P.c.i. est à cet égard révélateur : il y a plus de vingt ans que, par glissements successifs les phrases d'aujourd'hui sont préparées, et Berlinguer doit en ce domaine une fière chandelle à Togliatti. Mais au temps où ce dernier se démarquait, timidement d'abord, des Soviétiques, le P.c.f., lui, n'a pas pu suivre la même évolution. Ce qui explique, entre autres, la différence des résultats électoraux.

A défaut de temps il faut une « pression » extraordinaire, un électrochoc, une « révolution » pour qu'une collectivité volontaire se remette, profondément, en cause. Les élections de l'année 1981 auraient pu être cette occasion : un congrès tenu en juillet de cette année-là n'aurait pas pu esquiver ces problèmes. Alors le cœur des militants saignait, et l'humour noir



Enrico Berlinguer, Santiago Carrillo, Georges Marchais et Leonid Brejnev, vus par Forcadell.

n'avait pas remplacé la colère. Mais, les mois passant, il devenait évident que les grandes remises en question viendraient plus tard. Bien plus tard !

Dans les circonstances actuelles, la direction du P.c.f. ne pouvait que tenter, tout à la fois, de bénéficier de sa participation au gouvernement — et il serait faux de réduire sa volonté en ce domaine à la seule notion de bénéfice — ; de protéger au maximum, de solidifier ce qui fait sa force, l'appareil ; d'évacuer les questions les plus gênantes mais toutefois d'ouvrir une perspective de débat, de discussion, afin d'éviter le tous azimuts, l'inattendu, l'incontrôlable. Et ayant suffisamment de problèmes dans l'Hexagone, de ne pas bouger d'un pouce sur les questions « étrangères ». En particulier sur l'analyse des pays socialistes. Ce fut la notion de « retard ». Et les efforts des militants « critiques » ne pouvaient pas faire dévier le débat, le recentrer sur des questions plus brûlantes. Non pas à cause du seul centralisme démocratique, mais alors que les uns, les « critiques », parlaient stratégie, la direction elle ne pouvait parler que de tactique. Le sort en était jeté. L'appareil allait pouvoir retrouver son calme.

On se retrouve donc aujourd'hui dans une situation à première vue étrange : sur le fond le P.c.f. n'a pas bougé. Son analyse du « socialisme existant » est la même, sa prévention à l'égard du P.s. n'a pas varié même si le vocabulaire a changé. Et pourtant il y a des ministres communistes au gouvernement. Cela risque d'ailleurs de durer longtemps et peut constituer une grande chance pour le mouvement ouvrier français. En effet, cette présence communiste évite ce que l'on pourrait appeler les guerres fratricides, les polémiques sans fin, sur tout et n'importe quoi, les adjectifs remplaçant le raisonnement. Mais dans le même temps les différences d'analyse placent la compétition entre le P.s. et le P.c. sur son vrai terrain : à quel avenir rêvons-nous, quels moyens sont les nôtres pour passer un rêve au projet ? En un mot, la compétition portera d'abord sur le sens donné par chacun des deux partis au mot socialisme.

En restant figé sur des positions « antiques », le P.c.f. réduit sa part dans la compétition, ce qui explique l'accent mis durant le congrès sur la présence des communistes dans l'entreprise et le rôle de la *C.g.t. Car le temps n'est pas*, aux yeux du P.c.f., favorable aux grands débats, aux interrogations majeures. Ce que le parti propose à ses militants c'est « agir ». Au moment où chacun s'accorde à reconnaître que la présence des militants se fait plus rare. Or, « agir » pose quelques problèmes : les partis de gauche n'étant plus dans l'opposition, il leur faut d'abord définir ce que peut être, aujourd'hui, cette action. Et pour cela être au clair sur l'image qu'ils donnent d'eux-mêmes, sur l'avenir que leur discours présent dessine. Tâche difficile pour tous. Mais tâche redoutable pour le P.c.f. car en réaffirmant sa solidarité avec le « socialisme existant », en refusant d'analyser la période 1977-1981, il lui est difficile de jouer dans la France de 1982 un rôle offensif.

Dès lors, il lui reste à « s'accrocher au terrain », à tenter de s'appuyer sur une partie du mouvement syndical. Pour la direction du P.c.f., s'implanter dans l'entreprise ne signifie pas aujourd'hui gagner du terrain, mais éviter d'en perdre. L'accent mis au XXIV[e] congrès sur l'entreprise se résume à cela.

Or, dans les années qui viennent, la concurrence entre le P.s. et le P.c. portera, que ce dernier le veuille ou non, sur l'essentiel : les étapes futures. Compte tenu du système institutionnel, des rapports de force à l'Assemblée nationale, les partis de gauche vont voir leur rôle modifié. Ils continueront à former les militants, ce qui pose le problème du futur de chaque organisation, de sa capacité d'analyser le réel, de prévoir le futur. Il leur faudra appuyer le gouvernement, c'est évident. Mais surtout il leur faudra convaincre les Français d'aller plus loin, proposer d'autres rapports entre l'individu et le pouvoir, entre la France et le monde.

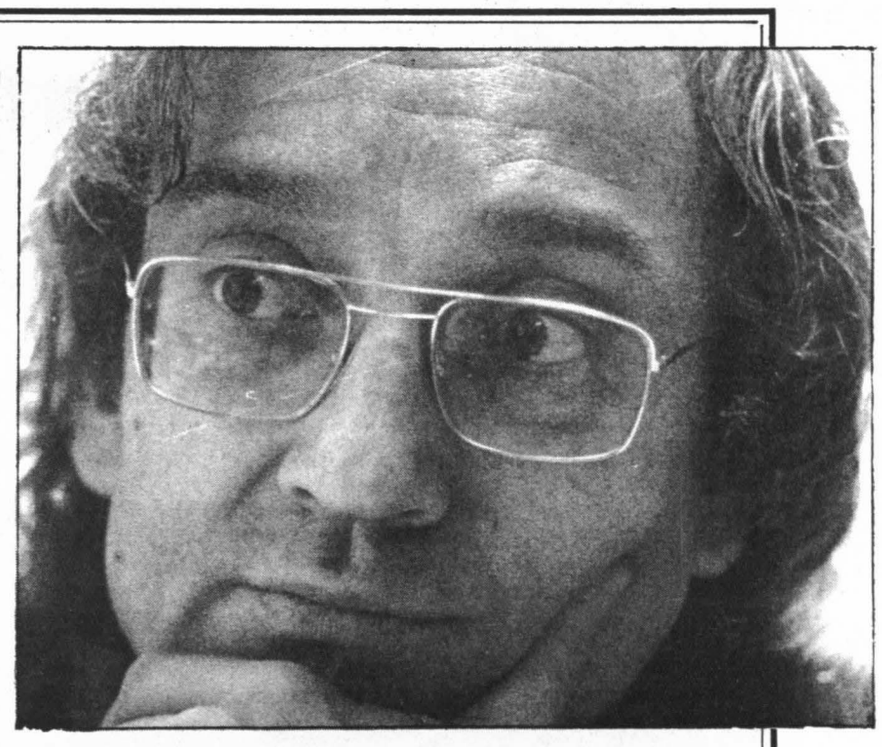
Que le P.c. ne se donne pas les moyens d'aborder ce moment au mieux de sa forme est, après tout, son problème. Il est intéressant de noter que ce XXIV[e] congrès n'aura pas aidé les communistes à relever ce défi.

Pour le reste rien de nouveau : se voulant le congrès de la continuité, il aurait été étonnant que la direction sortante ne soit pas reconduite. Il n'y avait aucune raison de sanctionner des individus alors qu'officiellement la politique définie, appliquée par ces mêmes individus n'a pas été mise en question.

Au total, la gauche devra donc vivre cette ambiguïté : au gouvernement, dans les municipalités elle sera unie. Pour le reste le dualisme se poursuivra. Dans l'intérêt de la gauche elle-même.

La chronique de Max Gallo

Liberté de la presse



Le pays est calme. Les sondages demeurent - malgré le désespoir des commentateurs - favorables. Le respect de la Constitution a été scrupuleux, les débats parlementaires longs et animés... et ce ne sont partout dans la presse que cris d'indignation ou d'effroi, appels à la résistance voire à l'exil !

UNE brassée de journaux, ce samedi de février 1982. Dans l'un, le mieux intentionné, débordant de conseils amicaux, j'apprends que le P.s., devenu courroie de transmission du pouvoir, « n'existe plus ». Dans le second, un « philosophe », nouveau, antisocialiste donc intellectuel et témoin irrécusable en conséquence, affirme que François Mitterrand « a pour destin d'accomplir sur le pays une œuvre de destruction dont certaines lésions seront irréversibles... ». Dans un troisième journal, un universitaire — antisocialiste donc savant impartial — note que la « gauche oscille entre l'échec et la radicalisation », mais qu'il faut prendre garde car : « L'expérience socialiste en France peut s'épuiser dans l'échec économique mais elle peut aussi maîtriser l'échec économique par la radicalisation politique. »

Une dernière publication suggère que toute personne raisonnable devrait préparer son exil en Suisse, au Québec ou en Virginie. Quant à la politique de la France ce n'est plus que celle d'un « bateau ivre ».

Samedi ordinaire d'une semaine ordinaire : chaque jour la presse écrite, quasi unanime, donne de la voix contre le gouvernement de gauche. Situation paradoxale à plus d'un titre : les électeurs ont voté. Le pays est, pour l'essentiel, calme. Les sondages demeurent — malgré le désespoir des commentateurs — favorables. Le respect de la Constitution a été scrupuleux. Les débats parlementaires longs et animés. Et ce ne sont partout que cris d'indignation ou d'effroi, appels à la résistance sinon à l'exil. Le « tout-Etat » socialiste aurait déclenché le « feu sur la démocratie ». Tenté « par une dérive léniniste », le P.s. serait le fourrier du totalitarisme marxiste.

Faut-il s'indigner de cet extrêmisme verbal d'autant plus surprenant qu'il émane, dit-on, d'hommes soucieux de modération et de rigueur intellectuelles ? S'étonner surtout, non pas de l'existence de ces voix dans la presse — c'est le jeu même de la liberté de discussion — mais de l'absence à quelques exceptions près d'autres discours ? D'un côté les « penseurs indépendants » qui exposent leurs états d'âmes, de l'autre les ministres qui défendent leurs décisions. On pourrait imaginer à survoler ainsi ce dispositif de l'opinion que ce pouvoir est né, on ne sait trop comment, contre la volonté du plus grand nombre qui proteste haut et fort. Situation bizarre on en conviendra et qui ne saurait laisser indifférent : que la majorité du pays qui a permis le changement démocratique, qui est présente par l'appui des partis et des syndicats, de ses associations, ne réussisse pas à se donner un — ou des — organes d'opinion de larges diffusions ne peut que poser un problème sérieux. La confrontation des idées est essentielle à la vie démocratique, mais encore faut-il qu'il y ait deux partenaires ?

CEPENDANT, il est des remèdes qui me paraissent pires que le mal : ce n'est pas à coup de délégations, de pressions plus ou moins insidieuses, de menaces qu'on modifie les conditions d'un débat. Et on ne sait trop s'il faut rire quand on entend, à la tribune d'un Congrès, un responsable exalter la liberté de l'information, droit de l'homme inaliénable et qu'on se souvient de ces présentateurs polonais de télévision en uniforme ou de ces conseils donnés à la critique littéraire d'avoir à faire entendre — même à propos de Dostoïevski — la voix du Parti ! Ne peuvent défendre la liberté de l'information que ceux qui sont prêts à la revendiquer pour tous, n'importe où. Et point d'état de guerre ou de « gouvernement du peuple tout entier » qui justifie des entorses à ces principes qu'on semble défendre ici.

Mais cela n'empêche pas de voir tout ce que dissimule d'ambiguïtés la notion même de liberté de l'information. Prenons l'exemple de ma région : un million d'habitants dont 51 % ont voté à gauche en 1981. Un seul quotidien, omniprésent, décidant souverainement ce qui doit ou ne doit pas passer dans les communiqués ou les nouvelles régionales. Installé chez les distributeurs et dans les régies publicitaires, dans les habitudes aussi. Farouchement hostile à la gauche jusqu'au 20 juin. Peut-être un peu moins ouvertement agressif après cette date. Mais rien n'a changé au fond : l'ouverture à d'autres éditorialistes ne s'est pas produite, les orientations politiques demeurent. Et bien entendu le même arbitraire en ce qui concerne la vie politique et sociale locale. On dit maintenant que ce journal va se doter d'une radio. Libre, comme il se doit.

La région en compte déjà une d'ailleurs, employant plus de soixante personnes, salariées à temps plein, diffusant 18 heures de programmes. Un éditorial chaque jour, des bulletins d'information. Une tonalité générale d'extrême droite enveloppée dans une bonne programmation musicale et des reportages sportifs. Face à cela, les journalistes de F.r.3 pratiquent l'objectivité la plus sourcilleuse. Un visage de l'opposition — un visage de la majorité. Ils tentent de faire leur métier mais aux soixantes journalistes de la « radio-libre » ils ne peuvent opposer que deux ou trois professionnels, des temps d'émission fragmentés. Peu de chose. Reste leur désarroi et leur colère. Quant à ceux qui, dans la presse écrite, tentent de faire naître des publications différentes, quels que soient leur détermination et leur obstination, ils se heurtent aux refus obstinés des régies publicitaires, au monopole du quotidien régional, à la peur des annonceurs locaux.

Voilà donc toute une région soumise à la liberté de l'information, c'est-à-dire en fait au monopole et à une orientation radicalement partisane.

On comprend que, très souvent dans les rues, sur un marché, des passants m'interpellent : « Mais alors quoi, qu'est-ce qui change ? » Et que les plus ironiques ajoutent que la novation la plus importante depuis le 10 mai dans la région aura été la création d'une « radio-libre » qui parle comme « Minute » écrit.

Je ne sais si cette situation est exceptionnelle en France. Je ne le crois guère si j'en juge par la tonalité de ces journaux parisiens du samedi. Or, peut-on négliger l'érosion que peu à peu, faute d'autres interprétations, ces commentaires opèrent sur la sensibilité et les convictions des citoyens ? Et d'autant plus que, par la logique même des débats — et sans qu'il soit nécessaire d'envisager l'hypothèse ridicule d'un chef d'orchestre « clandestin » —, les thèmes sont repris avec la force d'une propagande organisée. Fin des libertés, étatisation, radicalisation, concessions au totalitarisme soviétique, isolement du pouvoir des milieux intellectuels, politisation, refus du droit et de la Constitution, limitation de l'initiative individuelle : les affirmations sont constamment répétées. Peu importe que sur chaque point les déclarations, les réalisations viennent apporter un démenti. D'un côté le mal — le gouvernement —, de l'autre l'information objective et le jugement « scientifique ». D'un côté le cynisme, de l'autre la passion morale.

CE sectarisme, ce manichéisme masqué, cet esprit partisan dissimulé sont certes chaque jour affaiblis, annulés par la réalité vécue. Mais l'information aussi est une réalité, qui peu à peu devient référence. Le congrès de Valence, pour quelques-uns, restera celui ou l'on décida de couper les têtes ! Et selon certains avoir osé analyser en termes politiques la décision du Conseil constitutionnel c'est avoir choisi le « marxisme » contre la « république ». Et même si rien n'a été contesté dans la procédure, un autre philosophe nouveau peut affirmer « en clair », cela s'appelle l'arbitraire » ! Alors n'est-il pas urgent d'inventer des réponses ? Sinon rappeler par exemple en ce vingtième anniversaire de la manifestation de Charonne — neuf morts et cent dix blessés — organisée contre les attentats de l'O.a.s. que le ministre de l'Intérieur se nommait Roger Frey, aujourd'hui président du Conseil constitutionnel, sera bientôt présenté comme un défi au droit et un grand pas vers le totalitarisme.

SOCIETE D'ENTRETIEN ET DE PROPRETE URBAINE

SEPUR

Nettoiement de voies publiques et privées
Assainissement et hygiène publique

184, rue Paul Thomoux
93330 NEUILLY/MARNE

TEL. 300.46.50

156—30

CONSTRUCTIONS METALLIQUES FILLOD : "LA SOLUTION SUR MESURE"

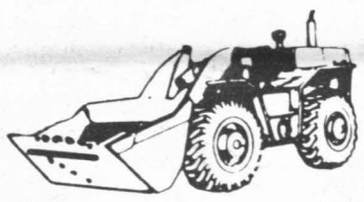
• Constructions "clé en main" sur systèmes industrialisés : bureaux, établissements scolaires, crèches, salles de sports, salles polyvalentes, hôpitaux, bâtiments industriels.

• "Bâtimodules" bâtiments démontables ou unités mobiles tous usages : chantiers, bases vie, classes, bureaux, etc.

Robustes, économiques, esthétiques, fonctionnelles, confortables, modulaires, rapidement achevées, les solutions FILLOD sont toujours performantes.

FILLOD
constructions métalliques

PÉRIPOLE 120 - 58, rue Roger Salengro
94126 FONTENAY-SOUS-BOIS - Cedex
Tél. : 876.12.15 - Télex : Ficomet 230 313



PARACHINI



Travaux Publics

57, rue de la Libération
Boissy-le-Cutté



91150 ETAMPES
TEL. : 457.69.10

15—601

Vous voulez que "l'Unité" se développe ...

« L'Unité » est le seul moyen d'expression d'audience nationale du Parti socialiste. C'est dire l'importance du rôle que ce journal est appelé à jouer face à une presse dont le moins qu'on puisse dire est qu'elle n'est pas tendre pour la gauche au pouvoir.

Il le jouera grâce à l'effort de tous. De l'équipe qui le conçoit et le rédige, bien entendu, et qui doit pouvoir disposer de nouveaux moyens pour faire un hebdomadaire plus vivant et plus complet.

Mais l'effort nécessaire pour redonner une nouvelle dynamique à « l'Unité », nous le demandons aussi à tous nos abonnés, à tous nos lecteurs, à tous nos diffuseurs militants, à tous les adhérents du Parti socialiste. Dès maintenant, chacun doit se sentir mobilisé pour contribuer à l'accroissement rapide de la diffusion du journal par l'apport de nouveaux lecteurs. Que chacun de ceux qui nous lisent fasse un nouvel abonné et nous ferons en quelques semaines un bond en avant spectaculaire.

Le Parti socialiste a gagné au printemps dernier la bataille des élections. Il assume aujourd'hui à tous les niveaux les responsabilités du pouvoir. Il doit avoir désormais un journal à la hauteur de cette immense tâche.

Bulletin d'abonnement à retourner à

l'administration de **l'unité** *10, rue de Solférino 75007 PARIS*

Je soussigné ..... et vous adresse la somme correspondante

demeurant ..... ☐ par chèque bancaire ☐ par chèque postal

..... ☐ ou virement au C.c.p. « l'Unité » : 2.34235J.PARIS

..... *Les abonnés arrivés à échéance sont priés de joindre à leur réabonnement la dernière bande d'envoi du journal.*

désire souscrire un abonnement à « l'Unité » : Date Signature

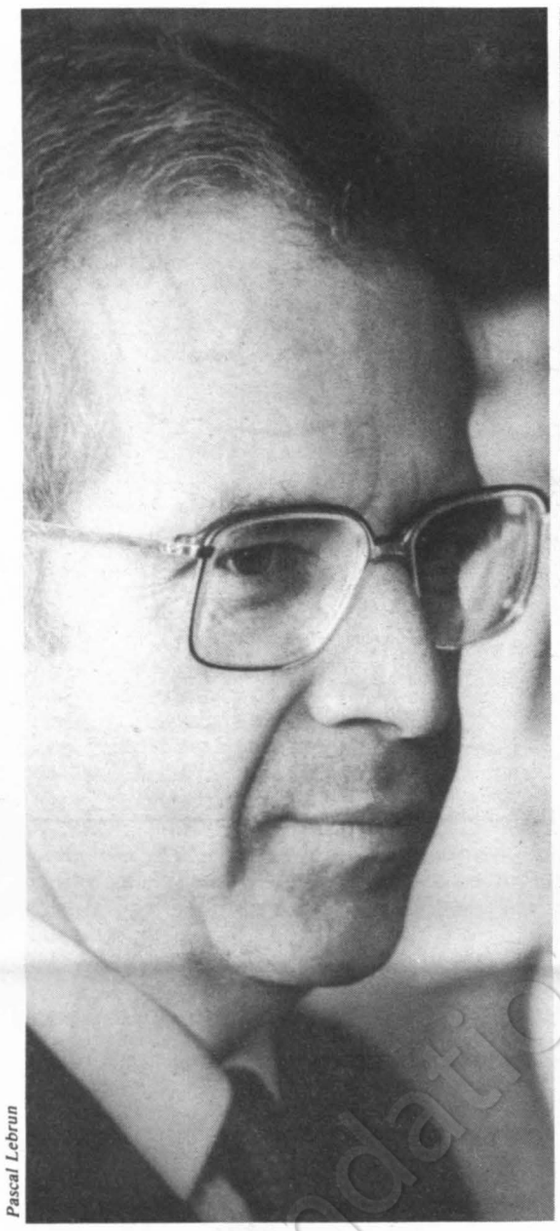
* *abonnement d'un an (230 F)* ☐ * *abonnement de six mois (150 F)* ☐

Rédaction : 12, cité Malesherbes 75009 Paris. Tél. : 878.40.73. Administration : 10, rue de Solférino 75007 Paris. - Tél. : 550.34.35. *Directeur :* Claude Estier ; *Rédaction en chef :* Nicole Chaillot, Guy Perrimond ; *Grands Reporters :* Michèle Kespi, Jean-Paul Liégeois ; *Rédaction ;* Marie-José Bernardot, Martine Ducousset, Fabian Gastellier, Frédérique de Gravelaine, Emmanuèle Plas, Paul Leduc, Gilbert Sans. *Secrétariat de rédaction :* Claudine Dervaux (révision), Mauricette Duchemin (maquette) ; *Dessins :* Jean-Pierre Coureuil, Barrigue, Solo, Pym, Forcadell ; *Photos :* Pascal Lebrun ; *Publicité :* 12, cité Malesherbes. Tél. : 878.40.73.
Secrétaire administrative : Jacqueline Daimé ; *Coordination :* Ofres 118, Champs-Elysées, 75008 Paris. *Imprimerie* E.T.C. 76190 Yvetot.
Société éditrice : S.a.r.l. l'Unité ; *Directeur de la publication :* Nicole Chaillot ; Cadet Photocomposition, 75009 PARIS.

Poursuivre l'effort

par Louis Mermaz
président de l'Assemblée nationale

En six mois, l'Assemblée nationale a siégé plus longtemps que pour toute l'année 1980. Les parlementaires ont ainsi répondu à l'attente de millions de Français qui les avaient élus pour mettre en oeuvre les changements proposés au pays par François Mitterrand



Pascal Lebrun



Sygma





Pascal Lebrun

L'travail accompli depuis le 2 juillet 1981 par les députés est d'une exceptionnelle densité : une session de droit en juillet, quatre sessions extraordinaires en juillet, septembre, décembre 1981 et en janvier et février 1982 sont venues s'ajouter à la session ordinaire d'automne. Près de deux cent cinquante séances et plus de huit cents heures de débat ont permis l'adoption de textes aussi importants que variés.

L'Assemblée nationale a contribué à définir les bases de la nouvelle politique de lutte pour l'emploi et de solidarité nationale. Dès juillet 1981 les premières mesures d'apurement de l'héritage économique des gouvernements précédents ont été prises. La récession dans laquelle Valéry Giscard d'Estaing avait conduit la France a été stoppée par toute une série de décisions : le relèvement des allocations familiales, du minimum vieillesse et de l'allocation logement, la création d'emplois publics et la relance du logement social.

Les voies de la reprise économique et de la réorganisation de notre appareil de production ont été tracées par le budget de 1982 et le plan intérimaire de deux ans : reprise économique provoquée par le soutien de la consommation populaire et l'aide aux petites et moyennes entreprises ; réorganisation de l'industrie en vue de la reconquête du marché intérieur et du développement de nos exportations.

Contrairement aux conservateurs, qui ne voient de salut économique que dans le maintien et même l'accroissement des inégalités, les députés socialistes ont fait de la réduction des inégalités un objectif et même un moyen de la relance économique : ainsi, en matière fiscale ils ont voté l'impôt sur les grandes fortunes.

La lutte pour l'emploi passe par un accroissement du volume de travail grâce à la reprise économique ; mais la situation catastrophique léguée par la droite rend indispensable aussi un meilleur partage du travail existant. La loi d'orientation sociale votée en décembre 1981 habilite le gouvernement à prendre, au plus vite, des mesures de justice sociale au demeurant nécessaires : réduction progressive de la durée du travail, abaissement de l'âge de la retraite, institution de la cinquième semaine de congés payés, mise en œuvre des contrats de solidarité. Les conquêtes sociales, tant réclamées par les socialistes, contribueront ainsi à la réduction du chômage, à condition que le patronat respecte l'esprit et la lettre de cette nouvelle législation.

L'Assemblée nationale a également approuvé la politique énergétique du gouvernement après le débat national promis par le président de la République : pour la première fois les Français et leurs représentants ont eu à débattre au fond d'un problème essentiel dont on leur avait toujours imposé les solutions. Le programme retenu assurera l'indépendance de la France, condition de son redressement. Et les Français resteront associés à la mise en œuvre de ce programme grâce à la création sur les sites nucléaires de commissions d'information et de sûreté nucléaires.

La nationalisation de cinq groupes industriels importants, des banques et des deux grandes compagnies financières devaient donner au gouvernement les moyens de sa politique industrielle et financière. La majorité de gauche de l'Assemblée nationale en avait décidé ainsi.

Les tentatives de l'opposition pour retarder la mise en œuvre de cet instrument indispensable au redressement du pays ont été relayées par la décision récente du Conseil constitutionnel : à ce nouvel obstacle dressé devant la volonté populaire exprimée en mai et juin 1981, il fallait répondre avec la plus grande fermeté et la plus grande rapidité. Le gouvernement de Pierre Mauroy a saisi aussitôt le Parlement d'une nouvelle loi qui préserve l'essentiel du projet socialiste en matière de nationalisation. Ce projet est désormais adopté.

L'œuvre législative de ces six derniers mois n'a pas exclusivement porté sur les problèmes économiques. Bien au contraire, elle s'est attaquée dès le départ à l'organisation des pouvoirs en France.

Le Parlement a terminé l'examen et le vote des principes d'une véritable décentralisation : l'élévation de la région au rang de collectivité territoriale va fournir enfin aux Français l'échelon politique indispensable à l'expression de leur diversité. La loi de décentralisation redéfinit les rôles respectifs des représentants élus des collectivités locales et des représentants de l'Etat aux niveaux départemental et régional : le mot d'ordre des socialistes « décider au pays » devient une réalité. Les collectivités locales sont de plus dotées de moyens pour intervenir dans la vie économique : cesse ainsi l'hypocrisie qui obligeait les communes et les départements à intervenir en se cachant.

La majorité de gauche a été élue pour réformer aussi l'organisation même de notre société. Il aurait été illusoire de vouloir transformer les principes politiques et économiques sans changer en même temps la vie quotidienne et restaurer les libertés. L'abolition de la peine de mort, la suppression de la Cour de sûreté de l'Etat, l'abrogation de la loi anticasseurs ont commencé de modifier l'appareil judiciaire qui est resté si longtemps au service d'une justice de classe. L'autorisation des radios locales, l'institution de nouveaux droits pour les immigrés ont entamé la transformation des rapports culturels et sociaux à l'intérieur de la société française.

Le travail considérable que l'Assemblée nationale a accompli depuis juillet 1981 a permis de jeter les bases d'une nécessaire coordination entre le gouvernement, les parlementaires et le Parti socialiste. La cohésion entre les parlementaires socialistes et la direction du Parti a été assurée. Les principes d'organisation définis dans nos statuts et lors de nos deux derniers congrès ont montré leur efficacité.

L'entente entre le gouvernement et les députés socialistes a également été solide. Certes, l'intensité du travail et la rapidité des décisions ont conduit parfois à certaines différences d'appréciation, par exemple lors du dépôt de la seconde loi de nationalisation. Mais il a toujours suffi d'une explication franche entre le gouvernement, le groupe et le Parti socialistes pour résoudre ces problèmes et il semble que la concertation sera encore plus étroite à l'avenir.

C'est aussi à un changement de l'image du Parlement qu'on est en train d'assister. Le président de la République et le gouvernement ont tenu leur promesse de respecter un équilibre des pouvoirs conforme à la Constitution : comme le disait François Mitterrand dans son message du 8 juillet 1981 à l'Assemblée nationale, le début de cette VII[e] législature a contribué à restituer « aux assemblées le rôle qui leur revient dans un régime parlementaire ». L'Assemblée nationale a retrouvé une crédibilité qui avait été largement atteinte dans le passé par les manœuvres de défiance des gouvernements de droite.

Les députés de la majorité ont exercé pleinement leur droit d'amendement. Le gouvernement de Pierre Mauroy n'a ni usé ni abusé des procédures constitutionnelles exceptionnelles que les gouvernements précédents affectionnaient pour ôter son sens au débat parlementaire.

L'opposition aussi a bénéficié, sur le plan parlementaire, de ce rééquilibrage des pouvoirs : la répartition proportionnelle des responsabilités a été étendue au sein de l'Assemblée ; la droite a pu, lors des discussions générales, utiliser un temps de parole qui lui a permis de s'exprimer largement. Certains socialistes ont même pensé qu'on laissait la partie trop belle à l'opposition. Mais pour transformer la société française, les socialistes ont besoin du débat démocratique. Nous savons, certes, que les conservateurs font tout pour retarder la mise en œuvre de changements indispensables. Mais c'est par plus de démocratie que nous vaincrons ces obstacles et non par une restriction des droits de l'opposition.

Il n'en reste pas moins que nous devons rester vigilants et actifs, car la majorité des Français attend avec impatience la réalisation concrète de la politique de changement. De ce point de vue les élections partielles du 17 janvier doivent être interprétées comme un avertissement.

Le changement, sans conteste, est devant nous. La loi de décentralisation, celle sur la nationalisation ne sont pas encore promulguées. Leurs résultats ne se feront sentir qu'au cours de l'année 1982 et davantage au cours des mois suivants. Les ordonnances sociales commenceront seulement dans les prochaines semaines et les prochains mois à produire leurs premiers effets.

Le travail législatif comme celui du gouvernement ne vont pas se ralentir d'ici à la fin de l'année.

Dès le 2 avril, l'Assemblée nationale reprendra ses travaux. Elle sera notamment saisie de réformes essentielles comme celles des droits des travailleurs dans l'entreprise, du statut de l'audiovisuel, de la répartition des compétences entre l'Etat et les collectivités territoriales et des transformations des taxes d'habitation et professionnelle.

Mais avant la reprise des travaux du Parlement, la plupart des députés sont mobilisés par la campagne des élections cantonales : celles-ci doivent concrétiser, au niveau départemental, le succès que la gauche a remporté en mai et juin 1981 au plan national.

Les députés socialistes, comme élus et comme militants, joueront un rôle fondamental dans la campagne des cantonales. Ils expliqueront avec le Parti l'œuvre législative en cours pour réaliser le changement. Ils participeront activement à l'information des citoyens.

A l'écoute des aspirations populaires et prêts à répondre à l'immense besoin de dialogue et de concertation qu'exprime le pays, les députés socialistes contribueront de façon décisive à la mise en œuvre de la nouvelle politique du gouvernement, tout en étant présents parmi leurs électeurs. En effet, la qualité de notre travail législatif sera d'autant plus grande que nous resterons en contact permanent avec les Français. ●

39 heures : guérillas à droite et à gauche

Ceux qui mettent des bâtons dans les roues de l'ordonnance sur les 39 heures devraient mesurer l'énorme saut qui vient d'être fait

PAR MICHELE KESPI

LES organisations syndicales et patronales étaient toutes là, au rendez-vous de Pierre Mauroy, le matin du jeudi 11 février. Si la réduction de la durée du travail était, bien sûr, à l'ordre du jour, le Premier ministre entendait faire un point plus général de la politique salariale et sociale du gouvernement. A ceux qui ne comprennent pas — ou ne veulent pas comprendre — l'esprit de l'ordonnance sur les 39 heures, il a mis les points sur les i. Il a dit en substance au patronat : si vous essayer de ruser pour ne pas accorder la cinquième semaine, eh bien, nous prendrons de nouveaux textes.

En fait, Pierre Mauroy a été catégorique, avertissant les patrons que la réduction de la durée du travail devait s'accompagner d'un maintien du pouvoir d'achat moyen. L'Etat a d'ailleurs, en la matière, donné l'exemple : le personnel des arsenaux (seul personnel payé à l'heure) est passé, par exemple, de 41 heures à 39 heures hebdomadaires sans perte de salaire. Il a rappelé que, si personne ne devait perdre de l'argent, la priorité restait cependant la création d'emplois. Là aussi, Pierre Mauroy a été très clair : la solidarité doit jouer d'abord pour ceux qui n'ont pas de travail.

Et à ceux qui trouvent que l'ordonnance aurait dû fixer les modalités de la compensation salariale, il a répondu qu'il n'était pas question que l'Etat ficelle tout sans laisser de marge à l'action. Une réponse à Henri Krasucki qui, dans « l'Humanité » du lundi 8 février 1982, attaquait l'ordonnance, mettant en cause le patronat, évidemment, mais aussi les organisations syndicales qui ont commis la « mauvaise action » de signer l'accord de juillet 1981, et le gouvernement qui a « lui aussi une part de responsabilité... Pour que la réduction légale de la durée du travail puisse entrer en vigueur, il fallait une loi. » Non à l'étatisme, réplique Pierre Mauroy, encourageant la négociation. Et précisant que la mobilisation syndicale n'effrayait pas le gouvernement, bien au contraire... On ajoute en privé, à Matignon, qu'une centrale syndicale qui ne signe jamais, et exige que l'Etat intervienne, c'est, pour le moins, une démarche paradoxale...

Qu'en est-il exactement de cette mobilisation autour des 39 heures ? N'a-t-elle pas été amplifiée par ceux qui, en critiquant l'ordonnance, veulent mettre en difficulté le gouvernement ? Il est difficile de donner une appréciation chiffrée des conflits. On sait qu'ils sont divers, mais pas aussi nombreux qu'on le prétend : parler de foyers d'agitations qui s'étendraient partout serait complètement faux.

On oublie aussi de rappeler que, dans les secteurs habitués à signer des conventions collectives, cela ne se passe pas si mal. Et même quelquefois très bien. Témoin l'accord sur la réduction du temps de travail signé par la C.f.d.t. et F.o. dans la branche papier-carton, le 1er février, et concernant 95 000 salariés. La durée moyenne hebdomadaire est passée de 40 h 30 (au 1er juillet 1981) à 38 heures pour les salariés postés en continu, et 39 heures pour tous les autres. Les réductions d'horaires sont compensées à 100 % et sans remise en cause des temps de pauses conventionnels (20 minutes par jour). La cinquième semaine est acquise pour tous les salariés dès 1982, sans que les jours de repos préalablement conquis soient touchés.

Le 1er février également, un accord a été signé dans le verre mécanique. Et on saura le 16 février s'il y a possibilité d'accord entre les fédérations de la métallurgie et l'U.i.m.m. (Union des industries métallurgiques et minières). Georges Granger, responsable de la métallurgie C.f.d.t., signale que « la totalité des salariés étant concernés, cet accord toucherait un nombre de personnes jamais atteint dans une négociation sur le volume du temps de travail ». Pour lui, « le gouvernement a joué son rôle



Henri Krasucki,

en laissant les partenaires sociaux jouer le leur, et en refusant de faire le bien des travailleurs à leur place ».

Des partisans de cette opinion, on en trouve beaucoup, y compris là où se déroulent des conflits. La plupart du temps, les travailleurs réagissent non contre l'ordonnance, mais contre des décisions patronales prises unilatéralement. Tous les conflits de ces derniers jours, dont certains ont déjà abouti à des résultats positifs, tournent autour des mêmes thèmes.

Ici, c'est une décision prise d'abaisser la durée du travail à 39 heures sans compensation salariale, ni discussion. Ou d'imposer une quarantième heure payée en heure supplémentaire. Ou de ne pas baisser jusqu'à 39 heures. Ainsi, chez Alsthom-Atlantique, qui regroupe une vingtaine d'établissements, la direction ne veut réduire le temps de travail que d'une demi-heure pour toute l'année 1982. En revanche, les réactions des salariés ont permis de conclure un accord intéressant chez M.c.a.-Maubeuge, une filiale de Renault : trois quarts d'heure de réduction à partir du 1er février 1982, compensés à 100 % et une demi-heure à partir du 1er juin prochain, compensée à 80 %. D'autres entreprises (Thomson-Chauny, en Picardie, Abex en Picardie aussi) ont réduit leur horaire d'une heure et demie à deux heures par semaine.

D'autres conflits portent sur les modalités de la réduction. Là où le patronat veut disperser l'heure en moins sur toute la semaine, les salariés ne marchent pas. Ils savent que 10 minutes par jour sont facilement récupérables en leur imposant une charge de travail plus importante. Ils demandent alors de partir une heure plus tôt, le vendredi par exemple : à la C.i.t.-Alcatel, ou à la D.b.a. de Beauvais, ils ont fait triompher leur point de vue.



et Yvon Chotard, vus par Forcadell.

Des problèmes aussi pour la cinquième semaine, où le patronat s'est engagé dans une mauvaise bataille, plus politique que juridique. Au lieu d'appliquer l'ordonnance, qui prévoit deux jours et demi de congés, sur toute l'année, certains patrons ne la font partir que de la date de sa publication : les deux jours et demi ne sont comptabilisés qu'à partir de février. Tour de passe-passe qui donne quatre semaines et deux jours de congés payés ! Oubliant tout simplement que l'ordonnance remplace l'ancienne loi.

Des patrons veulent encore l'ignorer, comme le montre l'incroyable histoire arrivée chez Alsthom-Atlantique, au Bourget. Le 4 février, un constat de négociation est signé entre le personnel et le directeur de l'entreprise. On y lit en toutes lettres : « La cinquième semaine de congés payés est accordée pleine et entière dès 1982. La direction s'engage à respecter intégralement les textes, lois, et accords nationaux, territoriaux, et d'entreprise en vigueur actuellement. » Le soir même, le directeur du Bourget se fait taper sur les doigts par la direction générale. Le constat de négociation revient aux syndicats prudemment modifié : la cinquième semaine est toujours accordée pour 1982 mais « la direction applique intégralement les textes, lois et accords nationaux, territoriaux et d'entreprise en vigueur ». En vigueur quand, à partir de quand, cela n'est pas précisé. Et trois jours plus tard, le directeur du Bourget qui s'était trop engagé et se trouvait forcé de se rétracter, démissionne. Ou est démissionné, on ne sait !

Des réactions également quand le patronat veut jouer sur le contingent d'heures supplémentaires fixé par l'ordonnance (130 heures annuelles non soumises à l'autorisation de l'inspecteur du travail) pour récupérer la réduction du temps de travail. En ce domaine, comme dans d'autres, Citroën est à la pointe du changement : après avoir proposé une réduction d'une heure compensée seulement à 30 %, quatre jours de congés payés supplémentaires — mais en faisant sauter les deux jours existant auparavant ! — l'entreprise souhaite imposer 184 heures supplémentaires ! Les syndicats sont parfaitement conscients qu'un horaire bloqué et rigide est impossible, et que les aléas de la production dans l'industrie supposent un certain nombre d'heures supplémentaires. Mais ils veulent que ces heures soient compensées en temps de repos, qu'elles ne soient utilisées qu'en dernier recours — comment, autrement, créer des emplois ? — et sous un contrôle effectif des salariés.

D'ailleurs, certains conflits ont justement abouti à la création d'emplois. Dans une usine de Pont-à-Mousson, la réduction du temps de travail a permis quarante embauches. Chez Abex, en Picardie, elle a permis la réintégration de douze personnes licenciées en 1981.

C'est vrai : les problèmes posés par l'abaissement de la durée du travail entraînent des conséquences dans tous les domaines. Comme dans toutes les grandes réformes, elle pose, sur le terrain, des problèmes fort concrets. Et c'est en ce sens que les conflits apparus prennent une dimension non dénuée d'intérêt : ils ouvrent la voie à des négociations précises sans lesquelles les décisions générales risqueraient toujours d'être contournées par des patrons prompts à retomber sur leurs pieds. Ce qui fait dire à Edmond Maire : « Cette bataille sociale annonce une nouvelle dynamique pour les années à venir. On évite le pire : l'étatisation. Le président de la République avait annoncé son intention de remettre la négociation au centre de la vie sociale française. L'ordonnance a été conçue dans cet esprit. Nous sommes tout à fait d'accord avec la manière dont le gouvernement a abordé le dossier réduction du temps de travail. »

A la C.f.d.t., on pense que, dans la plupart des entreprises où se déroulent des conflits, des accords vont intervenir. Le problème reste entier pour les petites et moyennes entreprises où les salariés ne sont pas garantis par des conventions collectives et n'ont pas d'organisations syndicales pour les défendre. Or, ce sont souvent eux qui se trouvent dans les situations les plus difficiles, avec les horaires les plus longs : ils dépendent totalement de l'aptitude plus ou moins libérale d'un patronat, parfois hostile à l'idée même de droit syndical.

Il n'empêche que le processus pour les 35 heures effectives en 1985 est désormais en route. Albert Mercier, secrétaire national de la C.f.d.t., rappelle qu'il y a vingt ans la durée de travail hebdomadaire moyenne était de 46 heures. En continuant à ce rythme, il fait remarquer que l'on aurait atteint les trente-cinq heures autour de l'an 2000. « Et là, conclut-il, on va y parvenir en quatre ans. Je crois que beaucoup ne mesurent pas encore l'énorme saut qui vient d'être réalisé... » ●

transexel

est un groupement de Sociétés de Service, à la disposition des collectivités pour :
.la création
.l'organisation
.la gestion
.le développement
de leurs réseaux de transport de voyageurs.

156, rue de l'Université 75007 PARIS - Tél : 550.32.04

DEPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER

Henri Emmanuelli : "Priorité est donnée à la dignité et à l'action en profondeur"

PAR EMMANUELE PLAS

HENRI Emmanuelli, le secrétaire d'Etat aux Dom-Tom, avait fait récemment devant la presse le bilan de son action après huit mois passés rue Oudinot. A la suite du vote des ordonnances sur la Nouvelles-Calédonie, il précise pour « l'Unité » le projet du gouvernement de la gauche pour ces lointains territoires français.

« L'UNITE : Pour les Français, les départements et territoires d'outre-mer apparaissent souvent comme un vestige du colonialisme. Au mieux, comme des lieux de vacances paradisiaques, au pire, comme des pays d'exportation de travailleurs immigrés. Que pensez-vous de cette opinion largement répandue ? Espérez-vous la faire changer ?

HENRI EMMANUELLI : Il est exact que les départements et territoires d'outre-mer sont très peu et très mal connus des métropolitains et les clichés auxquels vous faites allusion sont effectivement très répandus, comme vient de le confirmer un sondage récent effectué par un quotidien. Pour changer cet état de fait, il faut mener une action en profondeur dans le tout.

A l'école d'abord, et nous sommes en train de réaliser, en liaison avec le ministère de l'Education nationale, un document à l'usage des écoliers, sous forme de bandes dessinées, qui sera diffusé simultanément avec des fiches techniques à l'usage des maîtres.

Dans les mass-médias ensuite, pour que les départements et territoires d'outre-mer soient présents dans la vie quotidienne des métropolitains. A cet effet j'ai demandé aux trois présidents des chaînes, en liaison avec Georges Fillioud, de ménager une place à l'actualité de ces territoires dans les journaux télévisés, de manière qu'ils entrent dans la réalité quotidienne et non pas seulement à l'occasion des catastrophes naturelles ou en temps de crises aiguës. Un effort perceptible a déjà été accompli en ce sens, mais c'est encore très insuffisant. Je crois qu'il faut noter tout de même le fait — et l'exemple de la Nouvelle-Calédonie est un bon exemple — que désormais les consignes de silence données par l'ancien gouvernement ont été levées.

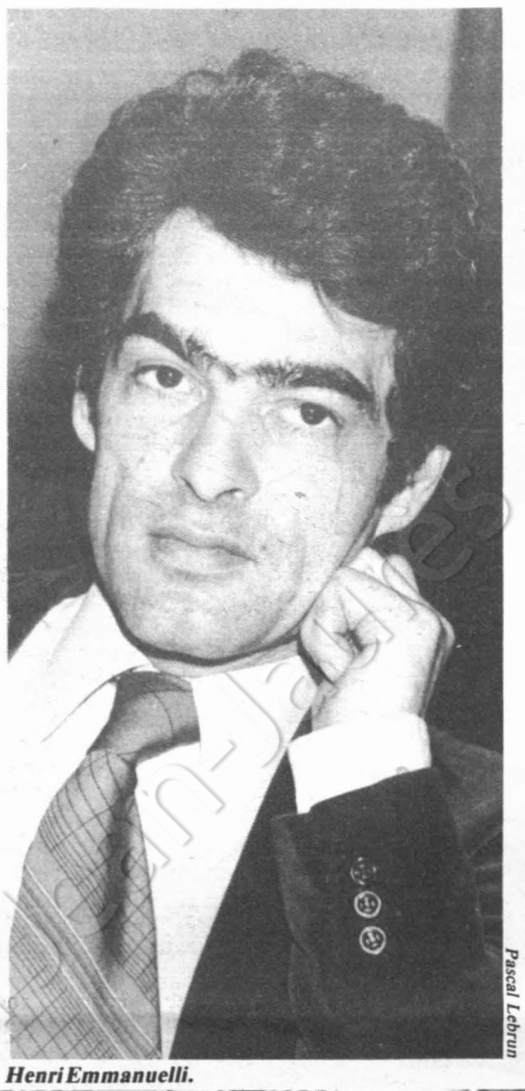
Le cloisonnement de l'information, qui avait été mis en place dans les deux sens, ne correspond plus désormais à une consigne politique. Aux journalistes à en tirer la conclusion...

— Dans quelle situation avez-vous trouvé ces territoires dont votre ministère a la charge ? Qu'est-ce qui a changé depuis huit mois que vous êtes rue Oudinot ?

— Il faut distinguer entre les départements et les territoires d'outre-mer. En ce qui concerne les territoires — Nouvelle-Calédonie, Polynésie, Wallis et Futuna —, il est difficile d'établir des similitudes. Chacun de ces territoires est un cas unique qui supporte difficilement la comparaison avec ses homologues sur le plan politique. Sur le plan économique en revanche, on peut noter certains traits communs. L'hypertrophie du secteur tertiaire par rapport aux secteurs secondaire et primaire est une constante héritée sans doute de la politique de comptoir. Le décalage entre les rémunérations du secteur privé et de la fonction publique au bénéfice de cette dernière également... Mais là s'arrêtent les similitudes qui ne sont pas du reste négligeables.

En revanche, comme je vous le disais, si l'on aborde les situations politiques et les potentialités de développement, les choses sont très différentes. Dans les départements d'outre-mer, au contraire, les traits communs l'emportent. Là aussi il y a hypertrophie du secteur tertiaire, faiblesse du secteur secondaire, régression non compensée du secteur primaire. L'import règne en maître sur les circuits de distribution et capte dans ses rêts la manne des transferts sociaux ou de la rémunération de la fonction publique. Les ressources naturelles sont faibles, la structure démographique très particulière : plus de la moitié de la population a moins de 20 ans ! Bref, on se trouve pratiquement partout en présence d'un sous-développement très particulier en ce sens qu'il juxtapose un niveau de vie de pays développé à une structure économique de pays sous-développé : c'est ce que nous appelons le sous-développement par le haut. On injecte des transferts sociaux qui créent une situation artificielle et qui sont, pour la plus grande partie, récupérés par des mécanismes de marchés adéquats que le régime précédent a laissé jouer en toute liberté. Le caractère artificiel de cette situation finit par avoir des effets extrêmement pervers sur le plan politique en créant un sentiment de refus — au nom de la dignité — dans les couches les plus confiantes. La qualité d'assisté n'est pas très mobilisatrice à moyen terme... C'est dans cet état de crainte — crainte de la rupture des liens de solidarité — et de frustration — engendrée par la confiance croissante de l'assistance — que j'ai trouvé les départements d'outre-mer. Le tout étant aggravé par le facteur racial.

Bref, contrairement à ce que prétend la droite, une telle politique était sans issue et ne pouvait durer longtemps : déjà, çà et là, des mains tendues se crispaient et se transformaient en poings fermés. Je passe évidemment sur la situation politique institutionnelle caractérisée par des pratiques qui m'ont amené à parler de sous-démocratie.



Pascal Lebrun

Henri Emmanuelli.



A Fort-de-France.

Quant à vous dire en quelques mots ce qui a changé, ce n'est pas facile.

L'esprit d'abord : la priorité aujourd'hui est donnée à la dignité et à l'action en profondeur. La spécificité a acquis droit de cité et l'égalité est en marche : toutes les mesures prises en métropole ont été immédiatement, à la différence de ce qui se passait jusqu'alors, répercutées dans les Dom.

Les activités de production ont été défendues pied à pied. L'audiovisuel a été libéré... Peu à peu et après avoir pris longuement la mesure du problème, nous passons aux actes significatifs.

— Quel est votre projet global ?

— La priorité absolue c'est la réorientation économique vers la création d'emplois productifs. Il faut mettre en place dans les départements d'outre-mer une politique économique cohérente d'aide aux investissements et de protection de ces derniers. Une politique globale qui recouvre les aides mais aussi des mécanismes de protection très volontaristes.

Pour réduire peu à peu le caractère artificiel de l'avenir économique et rendre aux femmes et aux hommes des perspectives acceptables définies dans la dignité retrouvée : les conséquences politiques d'une telle action n'échapperont à personne. Mais il faut aussi, pour que ce projet économique — qui nécessite indubitablement la solidarité nationale compte tenu des réalités locales — puisse se développer, modifier les données politiques.

Aujourd'hui le système est complètement figé. Les communes sont très nombreuses. Dans les communes le bureau d'aide social joue un rôle déterminant en raison du haut niveau d'assistance. Or, il y a plus de conseillers généraux que de maires... Le système est donc complètement verrouillé. Ce qui explique peut-être en partie les taux d'abstention élevés que l'on constate aux divers scrutins et l'absence de renouvellement de responsables.

Il faut donc donner de la souplesse à ces systèmes pour permettre les changements nécessaires en matière économique et pour permettre à toutes les forces d'entrer dans le jeu démocratique. Sinon les mêmes hommes bloqueront et récupèreront les tentatives les mieux intentionnées et les exclus s'inventeront un destin ailleurs. Il faut aussi bien sûr reconnaître la spécificité culturelle des départements d'outre-mer et donner à cette spécificité les moyens d'exister. C'est la conclusion à laquelle je suis parvenu après beaucoup de réflexion.

— Quels sont à votre avis, les points chauds ? Et comment comptez-vous résoudre ces situations plus ou moins dramatiques ?

— Comme je viens de vous le dire, les points chauds sont potentiellement omniprésents... Ils apparaîtront successivement dans le temps, si l'on ne change pas d'orientation et si l'on ne donne pas les moyens de rendre possible ce changement d'orientation. Mais pour l'heure, c'est évidemment la situation en Nouvelle-Calédonie qui a constitué le point essentiel des préoccupations. En Nouvelle-Calédonie, le gouvernement, partant du principe que rien n'était pire que l'immobilisme, s'est donné les moyens — l'article 38 de la Constitution — de faire évoluer la réalité très vite. Notre camarade Christian Nucci a été de surcroît envoyé sur place pour veiller à la rapidité de ces réformes et pour aider le gouvernement à mieux en adapter le contenu.

Pour l'instant, les choses vont mieux et la situation s'est notablement détendue. Mais il faut continuer et ne pas se laisser abuser par cette accalmie qui est faite, en grande partie, d'attente.

— A la veille des élections cantonales, l'opinion de gauche dans les départements d'outre-mer n'a pas compris que vous reveniez sur la décision de retarder ce scrutin. Pourquoi l'avez-vous fait ?

— Le gouvernement, partant du principe que les textes d'adaptation de la décentralisation aux départements n'étaient pas arrêtés, a jugé inopportun de surseoir aux élections cantonales dans les Dom. Il a pensé, en effet, que s'appuyer sur des textes qui n'existaient pas encore pour justifier une mesure d'exception risquait d'être mal compris. Reste maintenant à arrêter ces textes le plus vite possible. C'est mon vœu le plus cher. ●

Une nouvelle lecture de la laïcité

Le grand ancêtre des congressistes de la Fen ce n'est pas Jules Ferry mais Condorcet "l'instituteur de la nation" pour qui l'école devait d'abord être émancipatrice et indépendante de tous les pouvoirs

PAR EMMANUELE PLAS

Il y a cent ans que les républicains fondèrent l'école laïque. Et l'école laïque était le thème central du congrès de la Fen en Avignon (voir « l'Unité » nº 454). On attendait une grande messe (laïque bien sûr) et c'est à une véritable relecture de la laïcité qu'on a assisté. Une relecture pleine de conséquences et que résume la motion finale du congrès.

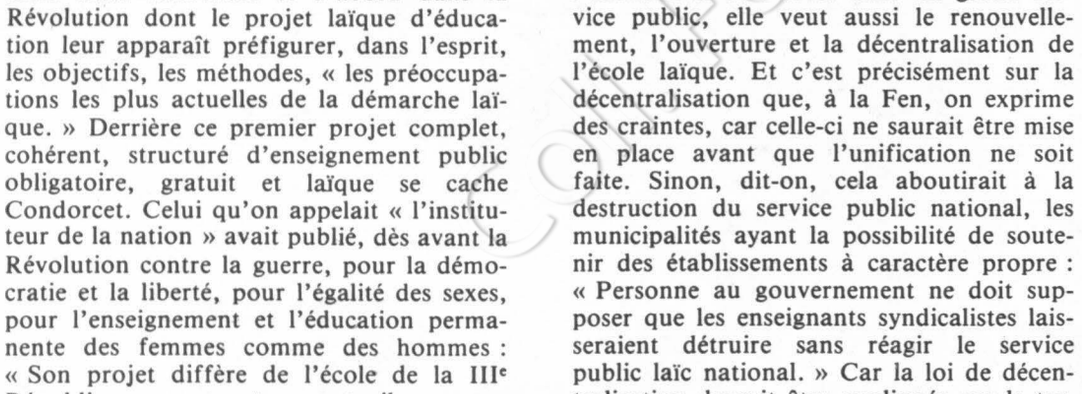
Louis Astre, le rapporteur et l'auteur de cette motion a d'abord voulu démythifier : « Mon rapport visait à détruire le mythe construit contre nous par le pouvoir de la droite. » Il est frappant, en tout cas, que dans la motion approuvée par un peu plus de 58 % des congressistes on ne trouve pas une seule fois mentionné le nom de Jules Ferry. Bien sûr hommage est rendu à « l'idéal de justice et de liberté » qui inspira les lois scolaires et laïques. Mais surtout la majorité du congrès en votant cette motion a rendu « un hommage solennel à tous ceux et tout particulièrement aux institutrices et aux instituteurs jusque dans les campagnes les plus isolées qui édifièrent, au travers d'un conflit majeur de société, l'école publique, gratuite, obligatoire et laïque, « pierre angulaire » de la République. Pas complaisants, les délégués d'Avignon n'oublient pas que « le père de la laïque » de l'imagerie d'Epinal s'opposa, en 1887, à la création du mouvement syndical des instituteurs.

Les syndicalistes de 1982 cherchent ailleurs leurs références et d'abord dans la Révolution dont le projet laïque d'éducation leur apparaît préfigurer, dans l'esprit, les objectifs, les méthodes, « les préoccupations les plus actuelles de la démarche laïque. » Derrière ce premier projet complet, cohérent, structuré d'enseignement public obligatoire, gratuit et laïque se cache Condorcet. Celui qu'on appelait « l'instituteur de la nation » avait publié, dès avant la Révolution contre la guerre, pour la démocratie et la liberté, pour l'égalité des sexes, pour l'enseignement et l'éducation permanente des femmes comme des hommes : « Son projet diffère de l'école de la IIIe République, car, notamment, il pose en principe que l'instruction pour être émancipatrice doit être indépendante non seulement de l'Eglise mais aussi « de toute autre autorité politique », ne pas être assujettie à l'opinion commune mais en avance sur celle-ci ; ne pas être corsetée par un corps d'inspection, ni de préfets », pouvait-on lire dans le mensuel de la Fédération, il y a tout juste un an. Les Communards aussi se révèlent comme de grands ancêtres dans la relecture de l'histoire de la laïcité qu'ont entreprise les syndicalistes enseignants.

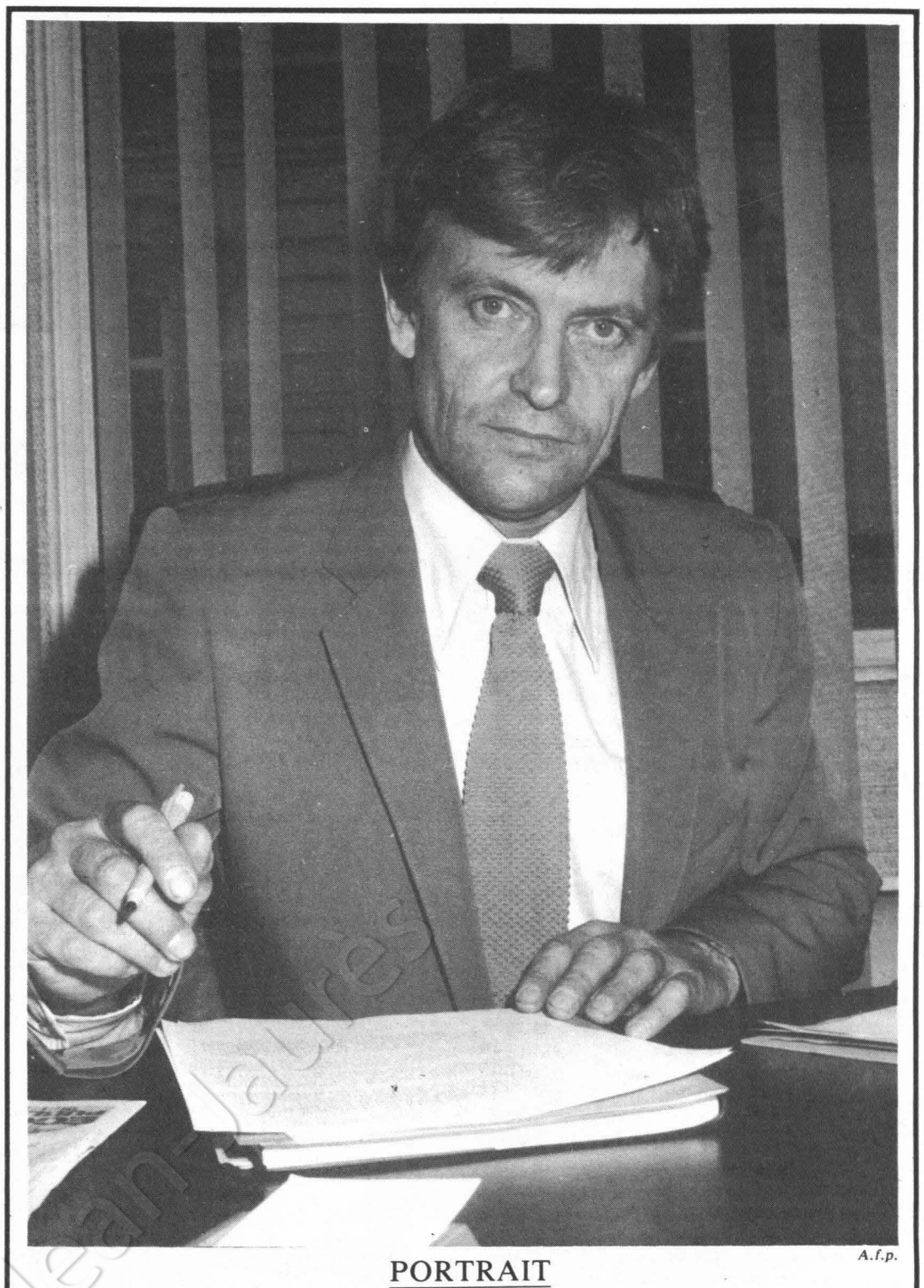
Enfin après les instituteurs des temps héroïques ce sont les propositions de l'ensemble des organisations démocratiques au colloque du Comité national d'action laïque de 1972 que la Fen fait siennes. La Fédération enseignante prend aussi en compte le droit de l'enfant. Mais, cette relecture serait quelque peu gratuite si, à partir du congrès d'Avignon, elle ne débouchait sur une revendication de taille : « Que soit immédiatement engagée et conduite jusqu'à son terme, sans aucune lenteur, la mise en œuvre d'un grand service public unifié et laïque. » Cependant il semble bien que les syndicalistes enseignants ne veulent pas d'une victoire à la Pyrrhus dans une guerre scolaire qu'ils ne veulent pas rallumer. Ils pensent, au contraire, que c'est le système actuel qui « porte en lui, inéluctablement, la guerre scolaire et la mise en cause de la paix sociale. » Aussi ce n'est pas l'abrogation des lois antilaïques qu'ils demandent au gouvernement et aux parlementaires mais de construire avec eux ce grand service public laïc. Et avec l'Eglise, puisque sûrs de convaincre ils sont certains de trouver des plages de compromis avec cette dernière. Déjà ils affirment leur solidarité avec les enseignants du privé.

« La laïcité ce n'est pas imposer l'athéisme à la société, assure Louis Astre, il y a des athées et des croyants chez les laïcs. » Quoi qu'il en soit les décisions prises par la Fen, en Avignon, constituent une mise en garde pour le gouvernement : il faut aller vite. Par ailleurs si la Fen veut l'unification de l'école dans un grand service public, elle veut aussi le renouvellement, l'ouverture et la décentralisation de l'école laïque. Et c'est précisément sur la décentralisation que, à la Fen, on exprime des craintes, car celle-ci ne saurait être mise en place avant que l'unification ne soit faite. Sinon, dit-on, cela aboutirait à la destruction du service public national, les municipalités ayant la possibilité de soutenir des établissements à caractère propre : « Personne au gouvernement ne doit supposer que les enseignants syndicalistes laisseraient détruire sans réagir le service public laïc national. » Car la loi de décentralisation devrait être appliquée sur le terrain au plus tard dans deux ans. Et là encore le temps presse, selon les enseignants.

Mais ce qui paraît certain c'est que de sa façon de régler la question de la laïcité dépendra pour le gouvernement de la gauche non pas le succès ou l'échec mais d'avoir su préserver ou non le capital de confiance de ceux qui contribuèrent à la porter au pouvoir. ●



A.f.p.



A.f.p.

PORTRAIT

Le rejeton d'une dynastie d'instits à la tête de la Fen

« C'EST une tare familiale », constate avec humour Jacques Pommatau, quarante-huit ans, le nouveau secrétaire, pour trois ans, de la puissance Fédération de l'éducation nationale. La tare : Jacques Pommatau est fils, petit-fils, arrière-petit-fils d'instituteurs et d'institutrices, « depuis avant Jules Ferry », précise-t-il. Ses frères et sœurs sont instituteurs, ses fils, ses neveux et ses nièces aussi. Pas une promotion de l'école normale de Bourg-en-Bresse où l'on ne trouve un Pommatau. Tous, ou presque, instituteurs ruraux dans l'Ain ou le Jura. Comme Jacques, qui dès sa sortie de l'école normale en 1953 et pendant dix-sept ans, a enseigné dans une petite commune de cinq cents habitants.

Mais voilà, le secrétaire général de la Fen n'a pas fait toute sa carrière dans la même école comme l'avaient fait ses parents. Et puis, dès 1958, il a eu des responsabilités syndicales au S.n.i. : secrétaire cantonal d'abord. Dix-huit ans après il s'est retrouvé secrétaire national de son syndicat. Depuis 1970, où il était l'un des membres du secrétariat national du S.n.i., il est monté à Paris. De ce moment-là et à l'exception d'une année, il n'a plus enseigné. Le regrette-t-il ? A cette question Jacques Pommatau répond par une autre question : « Est-ce que j'ai le temps de regretter quoi que ce soit ? »

Après le départ d'André Henry — « c'était brutal » — il a dû remplacer le secrétaire général devenu ministre du Temps libre au pied levé ou presque. De cette promotion, le secrétaire général constate : « Je n'étais ni heureux, ni préparé. C'est un problème qui s'est posé en quarante-huit heures ; pour s'attendre à cela il aurait fallu être devin. » Et puis la sucession était lourde dans ce contexte de changement de l'attitude syndicale : la concertation avec le gouvernement s'est traduite par les permanents syndicaux par « trois fois plus de travail ». Et puis la préparation du congrès d'Avignon tout proche... Dur, dur... pour le nouveau secrétaire général même si depuis longtemps il connaissait la musique : au S.n.i. il avait été responsable du secteur jeunes, de la trésorerie, du secteur revendications. C'est d'ailleurs au congrès que délégués et journalistes l'attendaient...

« Je suis un homme de débats, de discussions, pas un homme de tribune, j'ai la trouille », confiait Jacques Pommatau avant de présenter son rapport moral. Et puis les discours de « Dédé », ces discours qui faisaient vibrer l'assistance, déchaînaient les applaudissements ou les huées étaient dans la mémoire des vieux routiers de ces grandes réunions laïques quand Jacques Pommatau, mince et élégant dans un costume trois pièces, est monté à la tribune du congrès d'Avignon. Après deux heures et demie de rapport moral, l'examen était réussi. Mention bien à l'applaudimètre. La mention très bien est venue le lendemain au terme de la discussion lorsque le secrétaire général a répondu aux nombreux intervenants. C'était la main de fer dans un gant de velours. L'ouverture, mais sans concessions. Aux minorités de la Fen comme au gouvernement : « Il ne peut y avoir de changement bien conduit sans un syndicalisme fort. »

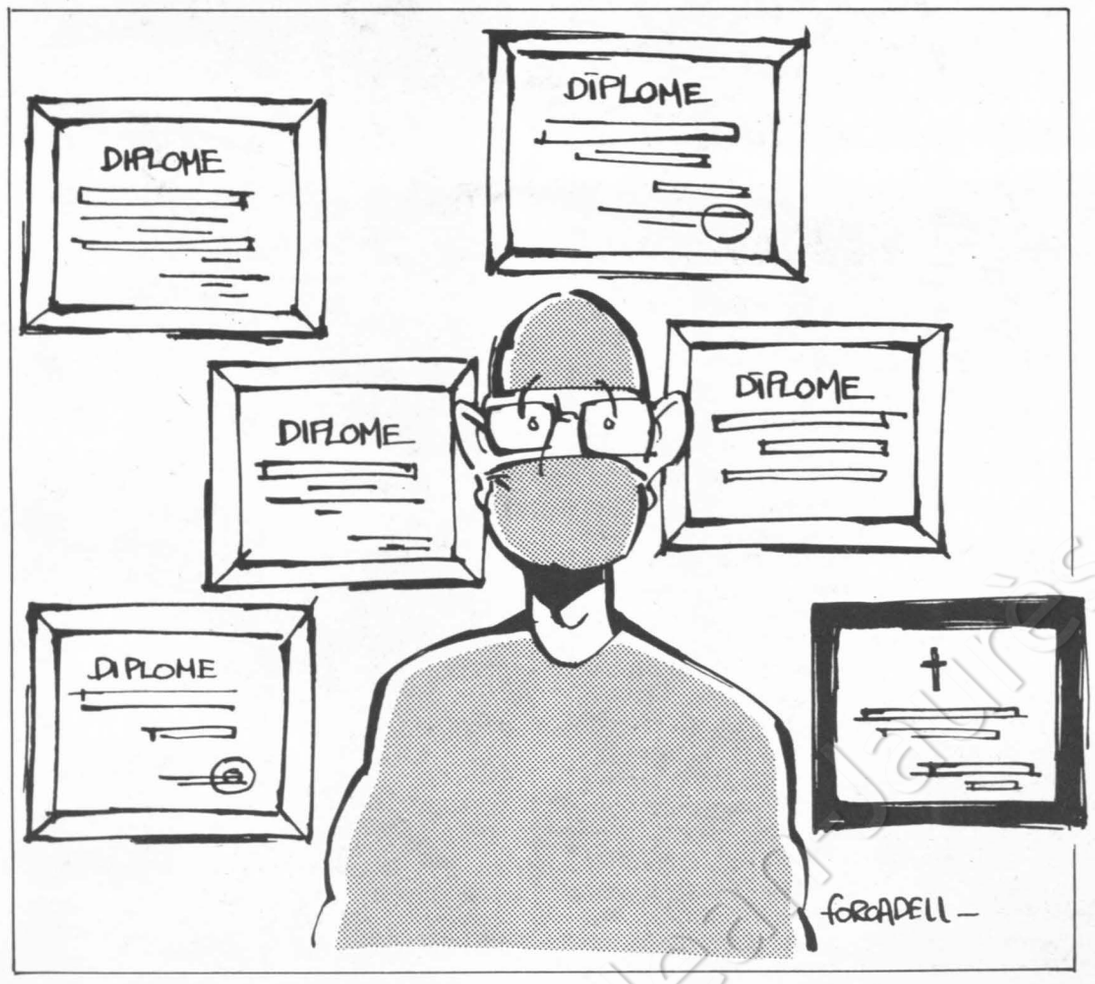
Une passion chez Jacques Pommatau : l'unité du syndicalisme français. Mais quoi qu'il en soit un changement de style à la direction de la Fen.

E.P.

La responsabilité médicale au stéthoscope

Les médecins sont-ils face à la loi des citoyens comme les autres ? L'actualité judiciaire oblige à poser une nouvelle fois la question

PAR MARIE-JOSE BERNARDOT



D'abord, le jugement qui a été rendu le 5 février par le tribunal de grande instance de Senlis. Deux médecins, Hervé Vallés et Philippe Rogé, ont été réconnus coupables d'une bavure médicale : de garde à l'hôpital de Creil dans la nuit du 20 au 21 décembre 1977, ils ont carrément molesté un ouvrier algérien considéré par eux comme un simulateur atteint de « flemmingite aiguë » (dixit le livre d'admissions de l'hôpital !). Thérapeutique appliquée : gifles, pincements, piqûres sous la plante des pieds, etc. Pas de chance : la prétendue « flemmingite » s'est terminée par un décès à la suite d'une hémorragie cérébrale quatre jours après ce traitement de choc... Par rapport à cette attitude médicale aux antipodes du code de déontologie des médecins, le jugement peut sembler clément : six mois de prison avec sursis et 20 000 F d'amende pour le docteur Rogé, 15 000 F d'amende pour le docteur Vallès. Et 30 000 F de dommages et intérêts pour la famille à verser conjointement (alors que la famille, partie civile, réclamait 460 000 F de dommages et intérêts...). En réalité, la prison avec sursis est très rarement infligée par les tribunaux dans les affaires en responsabilité médicale : les médecins ne sont pas des délinquants tout à fait comme les autres...

Ensuite, la poursuite du feuilleton judiciaire de l'affaire Guillaume de Gérando — affaire évoquée à plusieurs reprises dans *nos colonnes. Le petit Guillaume* est en effet devenu sourd à l'âge de trois ans et demi à la suite d'une erreur de diagnostic. Le docteur Toutée avait pris une méningite pour une rougeole, d'où un retard de soixante heures dans le traitement d'une maladie gravissime qui requiert au contraire une intervention extrêmement rapide. C'est le grand-père de l'enfant, le docteur Binoche, qui a fini par diagnostiquer la méningite et fait transporter l'enfant à l'hôpital. Trop tard pour éviter une séquelle qui entraînera un handicap définitif : la surdité. Et c'est pour les parents le début d'une longue course d'obstacles judiciaire. Dépôt d'une plainte en juin 1976 (qui « s'égare »...) En mars 1977, les experts médicaux ne sont toujours pas nommés... Ils ne le seront que lorsque le père de l'enfant, Marie-Pierre de Gérando, sera parvenu à alerter la presse. D'expertise en contre-expertise et après maintes propositions dilatoires — en particulier des offres de très importantes sommes d'argent — visant à éviter un procès public, l'affaire vient finalement devant le tribunal correctionnel de Nanterre, et le 23 juin 1981 un jugement de relaxe est rendu. Motif : il n'y a, selon les juges, « aucune certitude d'un rapport de cause à effet entre le retard de diagnostic et la surdité mais une simple éventualité. » Il arrive en effet mais très rarement que la méningite, même immédiatement soignée, entraîne la surdité. De ce fait, les juges ont estimé qu'en dépit de la faute (patente) du docteur Toutée, il ne pouvait y avoir une certitude absolue du rapport entre la faute professionnelle du médecin et la surdité survenue. Raisonnement qui ouvre la porte à l'impunité absolue pour toutes les fautes graves imputables aux médecins dans la mesure où, en médecine, il n'y a jamais de « certitude absolue »...

Le professeur Jacques Léauté, directeur de l'Institut de criminologie de Paris qui fait autorité en matière pénale, ne s'y est pas trompé et a estimé, dans une note circonstanciée, qu'il y avait lieu de faire appel de ce jugement. Or, le 14 janvier 1982, la cour d'appel de Versailles a rendu un deuxième jugement de relaxe du prévenu, toujours au bénéfice du doute... En dépit des témoignages accablants des professeurs Minkowski et Milliez. « Il s'agit bien d'une surdité d'installation, a déclaré ce dernier. Dans le cas de Guillaume, la surdité est due au fait que le traitement a été tardif. Si l'enfant avait été soigné à temps, on lui sauvait ses deux oreilles. » Les parents de Guillaume n'ont plus désormais qu'un seul espoir : la Cour de cassation...

La troisième affaire va être jugée par le tribunal correctionnel de Paris le 17 février. Il s'agit cette fois d'un décès dû à d'énormes négligences médicales. Alain Farçat a été opéré des amygdales le 16 juillet 1973 par le docteur Labayle à la clinique Perronet de Neuilly — une clinique privée très chic où opèrent des « sommités » médicales... Laissé sans aucune surveillance dans le quart d'heure qui a suivi l'intervention, Alain, 25 ans, a été trouvé en syncope blanche par l'infirmière. L'arrêt cardiaque a duré plus de sept minutes avant qu'un médecin anesthésiste (présent par hasard...) ne pratique une réanimation. Trop tard : trois minutes d'arrêt cardiaque suffisent à détruire les cellules cérébrales... Après deux mois de coma, Alain Farçat est décédé le 25 septembre 1973. « Nous avons voulu savoir ce qui s'était passé, explique Roger Farçat, son père. C'est pourquoi nous avons déposé une plainte auprès du garde des Sceaux. » Les deux expertises successives sont accablantes : le matériel de réanimation élémentaire n'était pas accessible ; l'infirmière ignorait la technique du massage cardiaque ; le chirurgien et l'anesthésiste sont partis aussitôt l'intervention faite et se sont désintéressés de la surveillance post-opératoire.

Dans cette clinique dite « ouverte » il n'existait pas de présence médicale permanente. Au vu de ces expertises, le juge d'instruction inculpe donc pour homicide involontaire (article 319 du code pénal) le docteur Labayle, chirurgien, l'anesthésiste Solange Clot, l'infirmière chargée du malade, et le directeur médical de la clinique qui n'est autre que le professeur Lortat-Jacob, à l'époque président de l'Ordre national des médecins. « C'est à partir de là que notre calvaire judiciaire a commencé », explique Henriette Farçat, la mère de la victime. L'instruction, jusqu'alors rapide, s'est trouvée bloquée. Trente et un mois après son dépôt (!), la deuxième expertise était contestée par le Parquet. A deux reprises pourtant, la chambre d'accusation a rejeté la requête d'une troisième expertise. Le premier juge d'instruction, promu, fut remplacé en février 1978 par le juge Cabié, spécialiste des affaires « politiques ». Des pressions venues de très haut ont à l'époque été exercées pour éviter un procès où le président du Conseil de l'ordre était inculpé... Bref, il aura fallu huit ans d'instruction pour que ce procès vienne enfin devant les tribunaux. Et peut-être aurait-il fallu encore des années si quelque chose ne s'était passé le 10 mai...

Et pourtant ! Le dossier judiciaire est extrêmement simple et les expertises ont été claires et rapides. Et les parents de la victime étaient bien placés... Roger Farçat, docteur en droit aujourd'hui préfet honoraire, était à l'époque directeur du « Journal officiel ». Henriette Farçat aujourd'hui inspecteur des affaires sanitaires et sociales, était directeur-adjoint à la Direction générale de la Santé, l'une des principales directions du ministère... Des gens qui savent déchiffrer un dossier et se reconnaître dans le labyrinthe de la justice. Et qui avaient, comme on dit, « des relations ». « C'est vrai, reconnaît Roger Farçat, mais face à la puissance du Conseil de l'ordre des médecins, nous ne faisions pas le poids. En province, surtout, l'Ordre est une institution. Pour le pouvoir précédent il n'était pas question de les mécontenter. Surtout à la veille des législatives de 1978 ! Mais si j'avais été éboueur et ma femme dactylo, cette affaire n'aurait jamais vu le jour... »

Devant cette évidence, le principe de l'égalité de tous devant la loi est décidément bien théorique. Et ce n'est pas la moindre des questions posées par l'affaire Farçat. Face au pouvoir médical, il est extrêmement difficile pour un particulier de saisir la justice, même si la faute professionnelle du médecin est grave et a eu des conséquences dramatiques. Difficile et fort aléatoire. Les statistiques judiciaires ne permettent pas d'isoler les cas de responsabilités médicale. Mais une enquête a toutefois été faite à la demande du ministère de la Justice. Elle a porté sur dix cours d'appels (soit la moitié des juridictions d'appels) qui représentent, un volume, les deux tiers du nombre total des affaires venues en appel entre 1970 et 1980. Au cours de ces 10 années, il y a eu en tout et pour tout 94 affaires en civil (c'est-à-dire donnant lieu seulement à des dommages et intérêts pécuniers) dont 34 condamnations et 62 affaires jugées en pénal (les plaintes en pénal pour homicide involontaire ou non-assistance à personne en danger peuvent donner lieu à des condamnations à des peines de prison). Sur ces 62 affaires en pénal (en 10 ans !) il y a eu 24 relaxes, 16 condamnations à une amende et seulement 16 emprisonnements avec sursis ! La commission Mac Aleese sur la responsabilité médicale nommée en 1978 à la demande du ministre de la Justice de l'époque, a analysé les chiffres des compagnies d'assurances des médecins. En dix ans, 5 788 dossiers ont été déposés. 3 734 n'ont eu aucune suite. 1 965 ont été réglé « à l'amiable ». Et 489 ont été portés devant les tribunaux avec pour résultat 183 condamnations à des dommages et intérêts.

Par rapport aux 100 000 médecins et à quelque 400 millions d'actes médicaux pratiqués chaque année, c'est dérisoire. Pour le Conseil de l'ordre national des médecins c'est encore trop et c'est à sa demande que la commission Mac Aleese avait proposé de créer des « conciliateurs médicaux » dans le but d'éviter à tout prix les affaires en pénal — très gênantes dans la mesure où la presse a le mauvais goût d'en faire état. Proposition qui a débouché sur la promulgation d'un décret instituant les conciliateurs médicaux... lors du dernier Conseil des ministres présidé par Valéry Giscard d'Estaing ! « Nous sommes contre cette procédure, affirme-t-on aujourd'hui au cabinet de Jack Ralite, le ministre de la Santé, et nous avons demandé, en accord avec le ministre de la Justice, l'abrogation de ce décret. »

Neuf organisations de consommateurs ont par ailleurs engagé contre ce décret un recours en abus de pouvoir auprès du Conseil d'Etat. « Neuf fois sur dix les victimes et leurs familles ne portent pas plainte à la suite des bavures médicales, affirme Jacques Semler-Collery, président de la Fédération nationale des coopératives de consommateurs. C'est ce qui apparaît dans une étude que nous avons réalisée : après un drame, décès ou grave handicap, les gens sont souvent trop écrasés pour porter plainte. Et puis ils craignent le coût et la complexité d'une procédure judiciaire, et ses résultats aléatoires, surtout quand l'inculpé est un médecin. Dans ce contexte, il n'y a vraiment pas lieu de vouloir décourager les gens de porter plainte ! »

Exit le fameux décret. Mais le problème de la responsabilité médicale reste entier. Les procès qui portent quelques affaires à la connaissance du public ne font apparaître que la partie immergée de l'iceberg. Et les condamnations sévères restent l'exception : si le code pénal est le même pour tous, magistrats et médecins appartiennent au même monde et se côtoient au même club de bridge où le vent du 10 mai n'est qu'une brise légère... ●





Viva

ÉDUCATION SURVEILLÉE

Ici, il s'agit surtout de prévenir

Chaque année 6000 mineurs sont incarcérés mais 65 000 font l'objet d'une ordonnance judiciaire. Gardons-nous d'oublier ce chiffre : sans les éducateurs, les délinquants seraient dix fois plus nombreux

PAR MARTINE DUCOUSSET

TIENS, comme c'est curieux ! Pas de sonnette, pas de vérificateur d'identité, mais une porte qui s'ouvre bêtement comme toutes les portes. Dans le hall d'entrée, des dessins d'enfants punaisés au mur, une chaussure qui traîne sur le sol carrelé. Soudain, à l'étage, une cavalcade rompt le silence. « Jean-Paul, Jean-Paul viens voir vite ! » Recavalcade dans l'autre sens, galop dans l'escalier, éclat de rire tonitruant. L'adulte et le gamin ont l'air de bien s'amuser là-haut.

Décidément, l'éducation surveillée, ça n'est plus ce que c'était. Madame Michu doit en avoir froid dans le dos. Finies, les méthodes répressives, aux oubliettes le verrouillage systématique : désormais la pédagogie se veut — et se pratique — libérale. Que les esprits malins ne se gaussent pas de ce terme qui vous a des allures de tarte à la crème. Dans « libérale », il y a liberté, et c'est la moindre des aspirations à respecter chez un mineur, qu'il soit délinquant, « en danger » ou socialement hors norme.

Pédagogie libérale donc au Raincy (Seine-Saint-Denis) où coexistent sur le même boulevard deux structures destinées aux « jeunes à problèmes » : une institution spéciale d'éducation surveillée (Ises) et une consultation d'orientation éducative (Coe). L'une offre toit et encadrement aux mineurs déboussolés — parce qu'il y a échec scolaire, parce que la famille fait défaut pour de multiples raisons —, l'autre tente d'aider, d'orienter, de conseiller ces jeunes qu'on étiquette « en danger ». Ici et là, il s'agit surtout de prévenir. Pour que l'enfant perturbé ne devienne pas handicapé social à vie.



Pascal Lebrun

Myriam Ezratty,
directrice de l'Education surveillée.

Luc a douze ans. Voilà des mois et des mois et des mois qu'il est hébergé au Raincy. « Quatre ans et demi », affirme-t-il de sa petite voix fluette. Parents désunis, père au chômage et retard scolaire inquiétant : l'institutrice finit par alerter l'Inspection académique du travail, qui transmet au juge pour enfants. Résultat : Luc, sa sœur et ses deux frères quittent leur foyer — avec l'accord des parents — et atterrissent à l'Ises du Raincy. Aujourd'hui, seul le petit garçon est encore là. « Les autres pouvaient se débrouiller sans nous, mais Luc est trop jeune », explique Jean-Paul, éducateur à l'institution. « Nous nous efforçons toujours de rendre l'enfant à ses parents. Mais dans le cas de Luc, la situation deviendrait vite catastrophique. Alors nous préférons le garder avec nous. »

L'Ises du Raincy peut accueillir une quinzaine de mineurs. Certains restent deux mois, d'autres beaucoup plus longtemps. Deux chambres au premier étage, cinq au-dessus. Chaque pensionnaire dispose d'une petite étagère et d'une penderie en bois. Parfois, c'est impeccable, parfois les draps et les couvertures se battent en duel. « L'enfant est responsable de la propreté et de la bonne tenue de sa chambre », raconte Jean-Paul. « Il fait son lit si ça lui chante avant de partir pour l'école. Quand le gamin arrive, il sait à quoi s'en tenir : personne ne viendra déblayer son désordre. »

« Les caïds n'ont pas lieu ici »

Toujours ces dessins d'enfants aux murs : un soleil flamboyant, un clown triste, une maison avec une cheminée qui fume. Surprise dans la dernière chambre : d'un côté le poster de Marylin, de l'autre le rictus d'un Belmondo jouant au professionnel. « Nous disposons de deux chambres d'accueil pour les hébergements d'urgence », reprend Jean-Paul. « Certains jeunes en rupture de famille, de logement ou de travail ont besoin d'un toit pour quelques jours, voire quelques semaines. Nous leur avons donc réservé deux chambres, l'une pour les filles, l'autre pour les garçons. En général, ils apprécient beaucoup le contact avec leurs cadets. Plus besoin de rouler les mécaniques, inutile de paraître. Les caïds n'ont pas lieu ici. » Chômeur depuis dix-huit mois — très exactement depuis qu'il a quitté l'école —, Alain fugue à répétition, supporte très mal les autres et s'accuse d'être un bon à rien : « Pourquoi continuer à chercher du bou-


Pym

Hubert Dubedout: "Le ghetto urbain est intolérable et criminogène"

DÉLINQUANCE, morosité, tout le monde s'accorde sur le constat d'un certain malaise chez les jeunes. On observe même de grandes convergences dans l'analyse des causes de ce phénomène. L'urbanisme, la crise, les difficultés d'insertion professionnelle, le refus du dialogue contribuent à mettre à l'écart une partie importante de la jeunesse. Par contre, la multiplication d'incidents, comme à Vénissieux l'été dernier, fait ressortir la différence de réactions entre la droite et la gauche.

Quels remèdes apporter à cette situation ? Pour la droite, il convient de mettre l'accent sur la répression, même si l'on sait qu'au fond cela ne résout rien. Sécurité oblige. La gauche, au contraire, manifeste sa volonté de garantir au mieux l'apaisement sans pour autant renier ses analyses et ses convictions. D'où l'accent mis sur des réformes en profondeur.

Dans cette perspective, le gouvernement a chargé Hubert Dubedout, député-maire socialiste de Grenoble, de présider une Commission nationale pour les quartiers d'habitat social. Composée de représentants des associations de locataires, d'organismes H.l.m., de nombreuses administrations, d'élus et de syndicalistes, la Commission vient de se mettre à la tâche. Hubert Dubedout nous expose ici dans quel esprit, avec quels objectifs, et comment elle va fonctionner.

PAR PAUL LEDUC

« L'UNITE » : La création de cette commission est-elle surtout une réponse aux incidents survenus pendant l'été dans la banlieue lyonnaise ou s'inscrit-elle dans une perspective plus large ?

HUBERT DUBEDOUT : Les incidents auxquels vous faites allusion ont été le révélateur d'un besoin plus profond. Historiquement, la France a drainé des zones rurales ou de l'étranger un sous-prolétariat. Dans les années cinquante à soixante, on a groupé cette population dans des ensembles urbains. Leur mérite était de répondre à un besoin urgent. Mais, d'une part, il en a découlé de regrettables ségrégations, d'autre part, cela a fait de notre pays une société multiraciale. Que cela plaise ou non, il faut partir de ce constat pour essayer de construire une société nationale.

— Il est souvent fait état, lors d'incidents, d'un seuil de tolérance, c'est-à-dire d'un pourcentage de population immigrée à ne pas dépasser. Certains en concluent qu'il serait préférable de concentrer cette population, selon ses composantes d'origine, dans des sortes de ghettos.

— Notre position est très claire. Le ghetto est insupportable pour la société française. Les exemples étrangers (Etats-Unis, Angleterre, etc.) montrent que les ghettos de sous-prolétaires constituent un facteur de révoltes raciales. Il ne faut pas tolérer cela. Vu l'organisation urbaine actuelle, les dispositifs d'attribution de logements sociaux tendent à créer des ghettos et à les renforcer. Le gouvernement, qui refuse ce phénomène, s'est bien rendu compte que cela pose un problème politique majeur de société. Il entend le traiter au plus vite en corrigeant tous les éléments négatifs. Mais il ne s'agit pas d'appliquer un cautère sur une jambe de bois. Ainsi je ne serais pas d'accord pour imaginer des traitements de l'habitat, des espaces verts, etc., qui viseraient à rendre ce sous-prolétariat docile face au chômage. Le plus urgent c'est bien entendu l'insertion sociale et professionnelle de tous les jeunes nés dans ces concentrations urbaines.

— Cela passe directement par une meilleure adéquation de l'Education nationale à la situation que vous voulez résorber.

— Nous partons d'un état de fait. Après les enfants d'immigrés de la deuxième génération, l'Education nationale accueille aujourd'hui ceux de la troisième génération. Dans quinze ans, ceux-là auront 18 - 20 ans. Ils n'auront aucune référence du pays d'origine de leurs grands-parents. C'est une donnée culturelle importante à bien prendre en considération.

A l'heure actuelle, beaucoup de jeunes des grands ensembles — je ne parle plus seulement de ceux d'origine étrangère — refusent l'école et sortent du système scolaire dès seize ans. Il faut leur donner une formation sur leur lieu d'habitation car ils rejettent le lycée ou même le lycée d'enseignement professionnel. Ce double problème d'insertion sociale et de formation initiale, pour laquelle il faut imaginer des formes nouvelles, a fait l'objet du rapport Schwartz et de délibérations au conseil des ministres du 9 décembre.

— Y a-t-il déjà eu des procédures engagées ?

— Absolument. Le ministère de l'Equipement à une époque, le ministère de l'Urbanisme et du Logement aujourd'hui ont déjà engagé des actions sur le thème Habitat et Vie sociale. Ce qui est nouveau c'est que, pour la première fois en France, on va confier à un ensemble d'élus, d'institutions (Caisse des allocations familiales, H.l.m., etc.) et d'administrations des pouvoirs de décision...

— On introduit donc la pluridisciplinarité.

— C'est exact. Et celle-ci devra encore être étendue. Il ne suffit pas de « retaper » des logements qui seraient aussitôt dégradés si des mesures d'accompagnements ne suivaient pas. Il faut intervenir sur l'espace environnant, sur les équipements sportifs mais également sur la vie de la rue, sur la vie sociale du quartier.

— Cela suppose un encadrement.

— Cela passe par l'intervention d'une vingtaine de ministères et des acteurs de la ville, donc des collectivités locales. Nous avons à redresser autant que possible les erreurs passées. Il faut réintroduire ces quartiers délaissés dans la vie communautaire. On doit amener les populations différenciées par leur culture et leurs revenus à participer à la vie de leur quartier. Une vie à faire surgir là où règne aujourd'hui le désert de l'ennui. En un mot on doit recréer la ville. C'est un programme immense. Il ne sera pas résolu en un tournemain. Mais c'est l'orientation à prendre.

— Il existe pourtant, y compris dans les grands ensembles, des infrastructures et des associations qui semblent souvent ignorées.

— Il faut susciter à nouveau le goût associatif dans les grands ensembles. C'est possible mais ce n'est jamais gagné. J'ai derrière moi près de dix-sept années de mandat municipal au cours desquelles j'ai vu naître et mourir bien des associations. C'est dans la nature des choses. On ne doit jamais désespérer. Je constate que des associations, sportives par exemple, peuvent à certains moments servir de cadre à la vie sociale d'un quartier. Je me souviens que dans un quartier de Grenoble où existaient, l'été dernier, des tensions avec la police, elles ont diminué à la suite d'un match de football entre des jeunes du quartier et des policiers. Il appartient ainsi à chaque collectivité locale et à chaque groupe d'habitants d'imaginer les solutions pour faire vivre un quartier.


Sygma

Un des objectifs de notre mission est de décentraliser. Nous demanderons aux élus locaux : quels sont les points forts dans vos quartiers ? Quels sont les éléments que l'on puisse consolider et à partir desquels on pourra agir ?

— Cette approche s'inscrit dans le long et le moyen termes. Comment répondre à l'attente immédiate d'une population qui a subi pendant des années la campagne sur l'insécurité et qui veut être rassurée ? Que faire à court terme ?

— Je connais bien ce problème pour l'avoir expérimenté à Grenoble. Dans un ou deux quartiers, pour une période pouvant aller jusqu'à trois ans, la police avait été chassée de fait. Dans ces cas-là, on doit examiner attentivement la situation. J'observe que, dans ces périodes de tension, les élus municipaux et les équipes travaillant avec eux ont toujours été bien reçus dans ces quartiers. On dénoue ces crises en allant au contact des habitants du quartier pour recréer les conditions de la convivialité jusqu'à obtenir, au titre de la prévention, une présence progressive de la police. Sous forme d'une police de gardiens de la paix, à l'image du « bobby » anglais. Cela peut prendre du temps.

Vous évoquiez les problèmes de cet été. Je réponds : que dira-t-on dans deux ans à Vénissieux, Villeurbanne et Vaulx-en-Velin ? C'est cela qu'il faut considérer tout en agissant dans l'immédiat pour empêcher ces incidents de se reproduire. Nous devons avoir le souci de considérer les fonctionnaires de police comme des partenaires quotidiens de notre action. Et non pas en priorité comme des répressifs.

— Cela revient à changer les missions de la police.

— Oui, mais cela passe aussi par un changement de mentalité d'un certain nombre d'élus locaux et de travailleurs sociaux. La dimension de la police doit être réintroduite, sur de nouvelles bases, dans la vie quotidienne. Quand on s'adresse à la police, elle préfère que ce soit pour aborder avec elle ce type de problèmes plutôt que pour l'appeler au secours lorsqu'il est déjà trop tard. La police doit devenir la police de la nation, la police du peuple. Je ne cesse d'insister sur le fait qu'il appartient en priorité aux élus locaux d'introduire une harmonie de ce type dans les quartiers.

— Dans un premier temps, sur combien de villes pensez-vous concentrer vos efforts ?

— Une quinzaine environ. Cinq dans la région parisienne, d'autres dans le Nord-Pas-de-Calais, dans la région marseillaise et la région Rhône-Alpes. Ensuite on s'efforcera de diversifier.

— Comment fonctionnerez-vous sur le plan financier ?

— La commission aura la haute main sur des crédits émanant d'un nombre considérable de ministères. Ce n'est pas la moindre innovation dans la démarche adoptée. Et le gouvernement a bien compris que, pour traiter le vaste problème qui est le nôtre, l'efficacité était aussi à ce prix. ●

lot ? Personne ne veut de moi. Aucun débouché, aucun avenir. Je suis écœuré, j'en ai marre ! » Le jeune homme est prêt à craquer. Bien sûr, l'institution c'est mieux que rien. On peut y manger, on peut y dormir. Mais ce n'est pas un foyer, et ça ne vous donne pas de travail.

« Ce désespoir, cette impossible réinsertion, c'est un des principaux obstacles auxquels nous nous heurtons », reprend Jean-Paul. « C'est une perpétuelle remise en question. A quoi bon prendre en charge des gamins et des adolescents qui n'ont somme toute pas grand-chose à espérer de la société ? On les entoure, on fait tout pour les aider à résoudre leurs problèmes. Seulement en fin de course, il y a le néant. Pas de boulot et pas de fric. On comprend alors que des jeunes en arrivent aux solutions extrêmes. » A l'Ises du Raincy, on essaie justement d'éviter les dérapages inhérents au mal de vivre. En prenant le problème à la base, en tentant de cicatriser avant qu'elles ne s'enveniment les blessures d'un enfant bafoué, ballotté, bâillonné. L'institution s'occupe essentiellement des jeunes dont la scolarité semble perturbée. Certains font preuve peut-être d'un Q.i. légèrement — et prétendument — inférieur à la moyenne, les autres accumulent échec sur échec, mauvaises notes sur mauvais points parce qu'à la maison ça ne va pas très bien. Toujours la même rengaine : divorce, alcoolisme, chômage. Ce qu'on a coutume d'appeler des faits de société. L'enfant est alors considéré comme en danger, et se retrouve plus ou moins vite dans un foyer ou une institution spécialisés. Mais les parents ont toujours leur mot à dire. « Dans la majorité des cas, ils acceptent très bien la séparation », estime Jean-Paul. « Pas de gaieté de cœur, mais ils perçoivent parfaitement leur carence du moment. Ils savent aussi que tout contact


Pym

n'est pas perdu : les week-ends leur sont consacrés. Chaque samedi, les enfants réintègrent leur foyer. Par ailleurs, nous tâchons de voir la famille le plus souvent possible. Notre but, c'est de réunir dans les plus brefs délais parents et enfant. Malheureusement, il nous arrive d'échouer. »

Des fugueurs, des voleurs, des mal aimés, des drogues...

La consultation d'orientation éducative récupère parfois ces enfants à problèmes non encore résolus. Des fugueurs, des voleurs, des pas aimés, des mal aimés, des prostitués, des alcooliques, des drogués... Sombre tableau ? Oui et non. Oui parce que le malheur a toujours quelque chose d'indécent. Non parce que le malheur parfois peut être exorcisé. Chantal se pique, Lucie se nourrit de rapines, Hubert fugue et refugue. C'est bien triste, d'accord. Mais si on essayait de comprendre pourquoi ils font ça. Pas évident d'avoir quinze ans et de se trouver bien dans sa peau.

A la consultation d'orientation éducative du Raincy, on s'efforce de comprendre, et on cherche des solutions. Six éducateurs, une psychologue et un responsable pour environ deux cent cinquante cas traités par an. L'équipe réclame du renfort. Théoriquement, elle devrait obtenir satisfaction. Toujours est-il que chacun pour l'instant navigue avec les moyens du bord, et tente de faire du bon travail.

(suite en page 20)

(suite de la page 19)

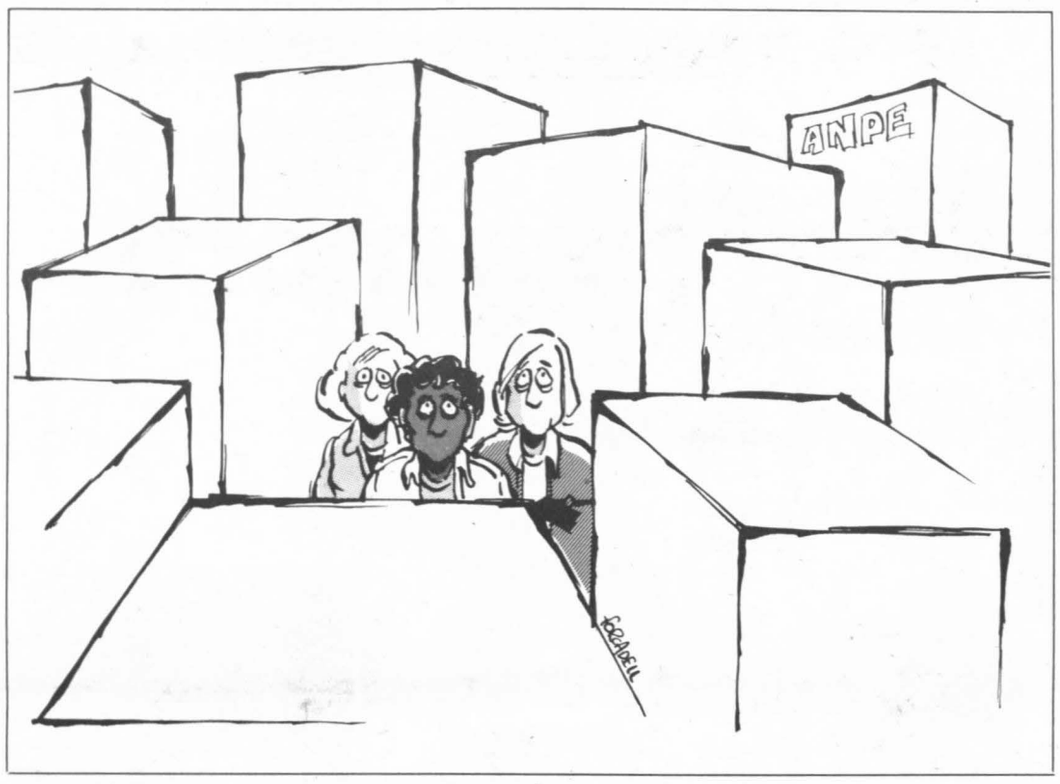
Mais qu'est-ce que c'est, du bon travail ? « Les enfants, et surtout les adolescents, nous sont envoyés par le juge pour enfants de Bobigny », explique Jean-Pierre, le « chef » du service. « Parce qu'il y a danger moral ou physique. Physique, c'est simple : sévices corporels, insalubrité du foyer, menaces pour la vie de l'enfant. Moral, c'est déjà plus compliqué. Parfois, le danger est évident — par exemple en cas d'inceste —, souvent on tâtonne. » Morale pour qui, morale décidée par qui ? C'est s'avancer sur un terrain miné : au nom de quels critères et de quelles vertus peut-on juger qu'un individu est en danger ?

« Nous ne pouvons absolument pas trancher », explique Françoise, éducatrice à la consultation. Nous n'avons qu'une voix consultative. Le juge détient tous les pouvoirs. C'est lui qui décide, ordonne, et fait exécuter. A nous d'agir en conséquence. »

Convoqués au 12, boulevard du Midi, les mineurs « à surveiller » poussent la porte d'un pavillon qui ressemble à tous les pavillons de banlieue. A gauche en entrant, la salle où les éducateurs reçoivent. 16 heures un vendredi après-midi. Geneviève arrive avec une copine. Françoise la reçoit. Depuis quelques mois, la jeune fille passe son temps à fuguer, à essayer de trouver un travail et un logement. Elle se plaint parce que les miracles se font désirer : toujours pas de travail, et toujours pas de logement. En plus, Geneviève, qui fait régulièrement le forcing auprès de la consultation d'orientation, évite systématiquement de se rendre aux rendez-vous qu'on lui propose. « Elle demande et refuse en même temps notre aide », affirme Françoise. « Aujourd'hui, elle est complètement désemparée. Parce que dans trois semaines, elle sera majeure. Elle en rêvait depuis une éternité. Mais maintenant, la perspective l'effraie. »

Pas « d'héritiers » à l'Ises

La consultation d'orientation du Raincy travaille sur deux secteurs et couvre quatorze communes, ce qui représente pas mal de boulot. Il faut dire que la Seine-Saint-Denis, département archipeuplé, n'est pas du genre banlieue résidentielle. Or, les enfants amenés à emprunter le circuit judiciaire appartiennent tous à un milieu social bien déterminé. Toute l'équipe se souvient encore du fils de proviseur dont elle s'est occupé une année ! Non, pas « d'héritiers » à la consultation, pas d'héritiers à l'Ises. Les cas sociaux n'ont jamais de fric.





Vénissieux, été 1981. A.f.p.

« Il n'y a pas que les problèmes matériels » explique Hélène, autre éducatrice de la consultation, les parents bien souvent ignorent comment parler à leurs enfants. Ils sont désarmés devant une détresse qu'ils perçoivent sans savoir comment y remédier. »

Sans langage, pas de savoir et donc aucun pouvoir. Au tribunal, devant le juge pour enfants, les familles sont complètement désorientées et terriblement dépendantes. La priorité des priorités, c'est de leur donner accès à l'information juridique. Non sans mal, l'équipe du Raincy a fini par obtenir la présence d'un avocat payé par l'administration et qui assure, deux fois par mois, une permanence boulevard du Midi. Et l'éducation surveillée dans tout ça ? Bizarre tout de même qu'on parle si peu de délinquance juvénile dans une consultation d'orientation éducative. « Bien sûr, nous voyons quelques jeunes délinquants, reprend Hélène, mais c'est assez rare. Cela dit, il faut bien se mettre dans la tête que le délinquant, c'est celui qui s'est fait prendre. »

« On ne rigole pas tous les jours »

Et puis, assez parlé de délinquance juvénile. Hélène, Françoise, Jean-Paul et tous les autres commencent à voir rouge. Parce que l'éducation surveillée n'est pas synonyme de maison de redressement. Chaque année, 6 000 mineurs sont incarcérés, mais 65 000 font l'objet d'une ordonnance judiciaire. Gardons-nous d'oublier ce chiffre : sans les structures d'éducation surveillée, sans les consultations d'orientation ou les Ises, sans le travail en profondeur effectué par les éducateurs, la délinquance juvénile serait sans doute dix fois plus importante. Une étude récente menée à Tours a montré que 97 % des jeunes qui se retrouvent devant un tribunal ont eu d'énormes problèmes de scolarité (échecs patents, classes de transition, etc.).

C'est à la base qu'il faut agir. A quoi sert l'éducation surveillée ? A prévenir le désastre. A permettre aux enfants et aux adolescents de se prendre en charge, pour éviter l'éventuel déraillement. Forcément, quand l'entreprise réussit, personne n'en parle. On préfère le sang à la Une, surtout lorsqu'il est versé par un gamin de quatorze ans. Hélène sourit, pensive : « On ne rigole pas tous les jours, et certains cas sont désespérants. Mais quand, par bonheur, notre aide s'est révélée efficace, on se dit qu'on n'a pas choisi ce métier pour rien. » ●

Contrôles d'identité et délinquance

RECEMMENT le Syndicat de la magistrature et trois associations d'avocats ont protesté contre l'acceptation des contrôles d'identité contenue dans le rapport de la Commission Belorgey sur les réformes de la police. Une mise au point sur ce sujet semble donc nécessaire, car il faut à la fois éviter de tomber dans un système policier renforcé ou dans un certain laxisme, source d'incidents et de bavures.

A une époque où les citoyens se plaignent de l'insécurité, où le recours à l'autodéfense et aux vigiles est de plus en plus fréquent, il s'agit de savoir si l'on veut réagir contre cette dégradation de la sécurité. On reproche à la police soit de ne rien faire, soit d'en faire trop...

Or la lutte contre la délinquance doit être menée sur deux fronts. Il faut d'abord combattre la criminalité dans l'immédiat, et faire en même temps de la prévention. La délinquance est une maladie de la société, sécrétée par les injustices sociales de celle-ci, mais aussi par des comportements agressifs et passionnels.

Au lieu de condamner la police, il faut lui donner les moyens nécessaires en effectifs, matériel et réglementation pour être efficace. Les contrôles d'identité en matière de police administrative et préventive sont un de ces moyens. Comment un policier pourrait-il travailler, rechercher un individu objet d'un mandat d'arrêt ou d'amener, contrôler des bandes de loubards sur la voie publique ou dans le métro si on l'empêche de procéder légalement à ces contrôles ? Comment pourrait-on contrôler la situation d'un étranger sans lui demander de présenter sa carte de séjour ? On ne voit véritablement pas ce qu'il peut y avoir de traumatisant à présenter une pièce d'identité à un policier si celui-ci la demande de façon courtoise. Il faut bien dans d'autres circonstances présenter sa carte de Sécurité sociale, son passeport, son permis de conduire ou sa carte grise.

Il vaut mieux donc légaliser ces contrôles d'identité et les réglementer de façon à éviter les incidents et les bavures. C'est ce souci qu'a eu la Commission Belorgey en tenant compte des réalités quotidiennes. Et il n'y a aucune prévention possible sans intervention ni contrôle. De même, il n'existe aucun texte réglementaire concernant la procédure à observer en cas de rafles ou de manifestations violentes sur la voie publique. Lorsqu'une charge de police se produit sur les lieux d'une telle manifestation, tout citoyen présent est susceptible d'être appréhendé avec des manifestants et conduit dans un local de police. Il est ainsi livré au bon vouloir et à la conscience professionnelle des policiers intervenants, et des bavures ne sont jamais à exclure en de telles circonstances. Or la loi est muette sur ces opérations, et personne ne s'en préoccupe !

Mais le volet qui me paraît le plus important de la lutte contre la délinquance est la prévention. Car nous sommes tous responsables, ne serait-ce que par notre indifférence. La société se donne bonne conscience en chargeant les policiers, juges, surveillants de prisons de les débarrasser de ses éléments criminogènes.

Il faut donc d'abord rechercher les causes de la délinquance et les faire connaître, dialoguer avec les jeunes en danger social, avec les condamnés pour savoir à quelles conditions ils pourraient « s'en sortir ».

Le premier effort doit être fait pour combattre la délinquance juvénile. Cette prévention suppose :

— un effort immense de formation professionnelle ;

— la création de foyers pour les jeunes travailleurs ou en danger de délinquance (sans domicile et sans ressources) ;

— la création dans chaque ville de maisons de jeunes, de la culture et des loisirs pour fournir des centres d'intérêt aux jeunes inoccupés.

Le second effort doit porter sur la réinsertion des condamnés libérés, trop souvent laissée à la bonne volonté d'œuvres charitables aux moyens insuffisants. Il faut que l'Etat fasse un gros effort dans cette voie afin d'éviter la récidive de ces délinquants désorientés à leur sortie de prison, et de leur donner une nouvelle chance de s'intégrer dans la société.

Enfin, dans les prisons souvent surpeuplées, il faudrait séparer soigneusement les prévenus des condamnés, les délinquants primaires des récidivistes, les mineurs des adultes, et améliorer les conditions de vie. De plus la prison n'étant certainement pas le meilleur moyen d'amender un délinquant, d'autres solutions pourraient être recherchées à l'occasion de la réforme du code pénal, en tenant compte des recherches et expériences tentées dans cette voie.

Autant de problèmes qui ne pourront être réglés que par une concertation sérieuse de tous les représentants des personnels, professions et fonctions concernés : éducateurs, élus locaux, policiers, magistrats, avocats, surveillants de prison, etc. afin d'arriver à une réforme globale, et à condition que leur rapport ne soit pas classé, comme tant d'autres, ensuite dans un tiroir. Car dans ce domaine aussi le changement est urgent.

LEON GILOT

ancien secrétaire général du Syndicat national autonome des policiers en civil, membre de la Commission Belorgey.

Petites annonces

Tarifs	La ligne H.T.	La ligne T.T.C.
Offres d'emploi (minimum 5 lignes)	22 F	25,87 F
Demandes d'emploi	12 F	14,11 F
Immobilier	18 F	21,17 F
Divers	18 F	21,17 F

DEMANDE D'EMPLOI

Réf. 193. J. h. 26 a, anglais, allemand, maîtrise histoire, cherche poste responsabilité en mairie (3 h maxi. de Paris) Ttes propositions étudiées.

Denis Espagno, tour Cortina, 41, rue du Disque, 75013 Paris. Tél. (16.1)585.59.98.

OFFRES D'EMPLOI

Réf. 194. Ville de Villefranche (Rhône) recrute, par voie de concours sur épreuves, un directeur pour son école municipale de musique agréée (2e degré) ; titulaire d'un certificat d'aptitude aux fonctions de professeur, d'une licence, d'une maîtrise, d'un Capes ou d'une agrégation en éducation musicale. Rénumération mensuelle nette de début de carrière : 5 400 F.

Envoyer candidature avec curriculum vitae et copie des diplômes à Monsieur le Maire de Villefranche, service du personnel avant le 28 février 1982.

Réf. 195. Commune banlieue parisienne, 40 000 h., recherche bibliothécaire très expérimenté et directeur centre culturel.

Adresser candidature et c.v. au journal.

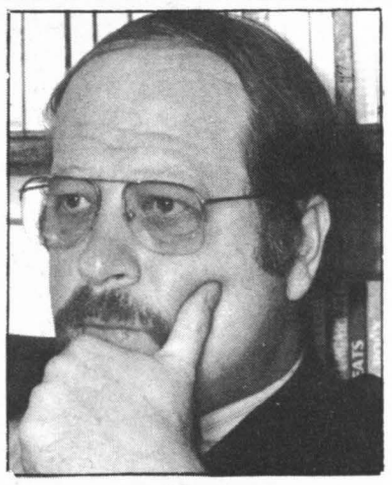
Réf. 191. Ville de Savigny-le-Temple, plus de 10 000 habitants, 40 km de Paris, recrute d'urgence :

— par voie de mutation ou sur liste d'aptitude, un assistant animateur pour son service socio-culturel, pour interventions en direction de la jeunesse notamment des pré-adolescents.

— par voie de mutation ou concours sur titre, une assistante sociale pour son bureau d'aide sociale.

Envoyer candidature et curriculum vitae à M. le Maire, Mairie de Savigny-le-Temple 77547.

La chronique littéraire de Claude Glayman



Ils ne sont pas morts les poètes

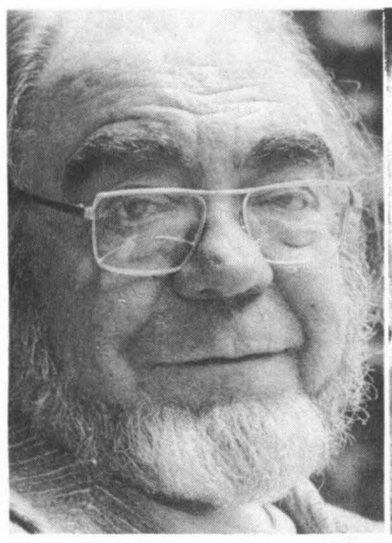
LA société industrielle aurait-elle tué la poésie ? Mais aussi seconde question, la crise, que nous traversons, remettrait-elle la poésie en place ? Double interrogation qui renvoie à avant-hier et au présent et qui ne vaut, on s'en doute, que pour la France. Souvenez-vous, ou pour les plus jeunes relisez, l'explosion poétique née et accomplie au cours de la Résistance, puis prolongée au début des années cinquante, et observez qu'elle se rétracte en quelque sorte vers la fin de cette décennie qui vit mourir Paul Eluard et dresser des statues de sages ou de prophètes à René Char, Henri Michaux ou Louis Aragon pour ne citer que les plus illustres. Que s'est-il passé avec l'avènement de la Ve République, la fin des guerres coloniales et l'apparition d'un mode de vie économique où la production et la consommation s'apprêtaient à fonder un couple trépidant et dévasteur ? On ne le sait pas trop. Mais en tout cas la poésie a disparu, un engouement populaire est devenu une activité marginale. L'industrialisation pourtant n'a pas mis fin partout à la prédominance poétique, voyez le Québec où la victoire du Parti québécois a pu être qualifiée de « victoire des poètes » ou bien encore les pays de l'Est où la contestation antitotalitaire a souvent emprunté les voies de la versification.

Mais si la France — et les Français — ont oublié la poésie, il semblerait que celle-ci soit en voie d'être redécouverte. On y revient. Car les poètes permettent de lutter contre la dureté des temps, car tout simplement la poésie est l'essence de la littérature. Un pays qui a perdu quelque peu le sens de la fiction (comme le nôtre) est un pays qui s'est écarté de la poésie. La poésie ne symbolise-t-elle pas et le mot à l'état pur, et le chant dans son sens le plus naturel ?

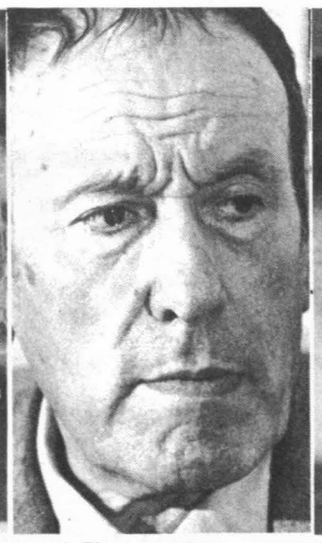
A tout seigneur tout honneur. Voici que s'achève la publication de « l'Œuvre poétique complet d'Aragon » au Club Diderot avec la parution du quinzième et dernier volume qui couvre la période 1964-1979. Entamée au début des années soixante-dix, l'entreprise menée à bien grâce au dévouement et au travail de Jean Ristat, a traversé mille périls que connaissent bien les souscripteurs de cette édition unique. Comment juger Aragon poète, soit près d'un siècle de poésie, sans faire l'effort de fermer momentanément les yeux sur un bon nombre d'âneries et de bassesses politiques ? Délicat mais indispensable à un moment si l'on entend évaluer un art et non disqualifier un rhéteur à la langue de bois. Pas le lieu ici de dresser l'inventaire de cet immense mensonge que fut le communisme soviétique, de son immense échec aussi. Mais occasion de saluer un poète de la tradition de Ronsard et de Hugo, porté sur les fonts baptismaux du surréalisme et chantant ensuite la politique que l'on sait.

Aragon, tout au long de ces quinze volumes, a eu le courage de ne rien dissimuler, d'un engagement, d'une fidélité, qui ont avalé ou fait avaler bien des couleuvres (mortelles). Ouvrons ce quinzième et ultime volume. On y est frappé par la grande versification et par le chant ancestral de vers brefs et de chansons. Vertige de l'habileté, d'un sur-métier dont l'inspiration est toujours vive. L'idée de la mort, Elsa, la jeunesse perdue, les attitudes de l'âge, les compagnons de la vie politique et artistique (Apollinaire le maître, Breton retrouvé, Neruda frère en génie et en dogmatisme, les peintres de toujours, Masson, Chagall, Picasso, etc.). Parfois il est des proses qui prennent la pose ou des vers qui drainent la banalité. Mais le plus souvent on entre de plain-pied dans l'authenticité d'un chant dont l'humour et l'insolence ne sont pas absents et qui dénotent, je le répète, une extraordinaire maîtrise. Ecoutons (page 53) :

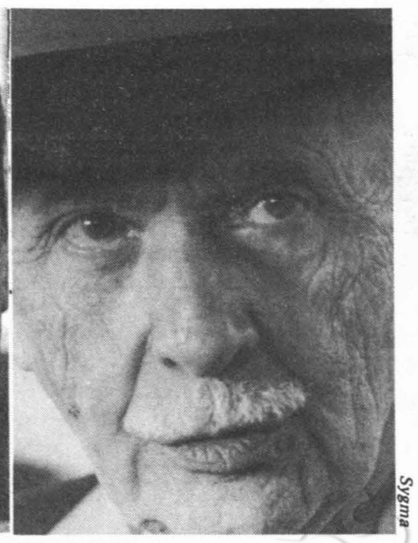
« Quand outre-mer cette guerre eut prit fin / Mort s'affublant de ses frusques civiles / Navire prit et vers Paris s'en vint / Pour y verser le sang comme le vin / C'était le temps qu'on blanchissait la ville / Lors y parut dans une chaise à roues / Cette façon d'étrange voyageuse / Plus que du sphynx tenant du loup-garou / Dont la guenille était faite des trous / Pourquoi dentelle est dite merveilleuse / Robe qui fut apparemment tango / Un velours noir à son chapeau de paille / Corset mystère et la manche à gigot / Je ne sais quoi qui frise l'escargot / Dans les cartons accrochés à sa taille /...



Guillevic.



René Char.



Louis Aragon.

Sygma

Attendons ce que conclura la postérité, puisque Messieurs les éphémères critiques du jour, elle nous mettra tous d'accord.

Moins gigantesque, plus à dimension humaine dans tous les sens du terme, nous apparaît Eugène Guillévic dont le dernier texte publié s'appelle « Trouées — poèmes 1973-1980 » (Gallimard). Depuis « Terraqué » (Terra-Aquae) des années quarante, ce poète breton, qui a su rompre avec le dogmatisme du P.c.f., a édité une douzaine de volumes. C'est un homme des pierres, de l'aridité, du silence, point d'immense lyrisme chez lui. Il appartient à une tradition de poètes de l'économie du langage, héritage de Mallarmé, et transité par les peintres pas tant cubistes que réalistes. Chez Guillévic la simplicité triomphe, parfois jusqu'à la simplification. Une certaine monotonie n'y est pas absente, pas plus qu'un certain sentimentalisme (influence d'Eluard qui n'est pas ce que nous préférons chez lui). Et si Guillévic n'a pas la fulgurance de Char, je dirai qu'il parvient à conclure les épousailles forcées du cri et du chant. Il y a un chant de Guillévic et ce chant colle aux choses. Comme chez Francis Ponge la matérialité des choses baigne dans le temps de l'espace. En même temps Guillévic humanise les choses, il les rend familières et ajoute les animaux à la nature. Dans ce recueil je noterai même qu'il s'intéresse à quelque chose comme de l'ordre du sentiment. Tel Henri Bergson il analyse le rire « Un rire s'effraya / de ne rien rencontrer ». Mais surtout il s'attache au cri : cri que pousse l'homme, cri matériel qui s'inscrit dans la perception « Rien ne crie plus fort / que la masse des cris / jamais criés ». Etonnante variation sur le (s) cri (s). De telle sorte qu'on est finalement saisi par une sorte de philosophie, de sagesse, où, comme les cris, des strophes très brèves se répondent, se font écho.

« Les enfants crient / Leur trop de sagesse inemployée / Pour tous ces cris / Pas d'embouchure / Criez, mes chevreaux, / Pas de honte à ça. »

Guillévic, quoique très retenu et volontiers extérieur, peut nous conduire à Henri Michaux dont Gallimard regroupe en un volume des textes parus chez Fata Morgana sous le titre compliqué « Chemins cherchés, Chemins perdus, Transgression ». Bon an, mal an, ce poète de plus de quatre-vingts ans nous expédie des nouvelles de sa fièvre permanente. Pour moi il me fait songer à Antonin Artaud, et singulièrement dans cette nouvelle livraison qui débute par des textes écrits à partir de peintures d'aliénés. Etonnantes la vigueur, la force de ces ténèbres et de ces bas-fonds de l'âme. Comme le notait Artaud dans « l'Ombilic des limbes » (N.r.f.) : « Toute la science hasardeuse des hommes n'est pas supérieure à la connaissance immédiate que je puis avoir de mon être. Je suis seul juge de ce qui est en moi. »

On ne remerciera jamais assez deux éditeurs inconnus au bataillon, Le Castor Astral et l'Atelier de l'Agneau, d'avoir regroupé sous le titre « Anthologie 80 » des textes de cent quarante poètes nés après 1930 en France, en Belgique, au Québec (pourquoi pas en Suisse ?). Quelle riche idée et quelle source d'observation ! Ici nous avons changé de monde. 1968 est passé par là. Le surréalisme est toujours présent mais il est coupé, si je puis dire, par le « cut up » de la « beat generation ». L'automatisme langagier s'est transformé en déformation / reformation, déconstruction / reconstruction du langage, ce que Denis Roche, grand admirateur de Joyce, appelle la « tourmente syntaxique ». Poésie de laboratoire le plus souvent dont les jeux calligraphiques ne sont pas absents. Une fraction de la jeunesse doit s'y retrouver mais je doute que cette poésie extrêmement compliquée puisse être populaire. On peut déplorer aussi une certaine uniformité de tous ces modes d'expression, rare paraît la personnalité qui dominerait les autres. La poésie serait-elle devenue collective à ce point !

Cependant je n'aurais pas été insensible à la tension insolite de nombreux de ces textes parmi lesquels j'aimerais citer ceux de Jacques Roubaut, Patrice Delbourg, Pierre Tilman, François Waltlet, Bernard Noël, André Velter, Yves Buin, Emmanuel Hocquard, Serge Sautereau, André Laude, Franck Venaille, Marcelin Pleynet et de tant d'autres...

Ceux-là sont les héritiers des grands ancêtres, quels ancêtres seront-ils à leur tour et participeront-ils au renouveau de la poésie que nous constations dès les premières lignes de cette chronique et en sa fin, appelons de nos vœux.

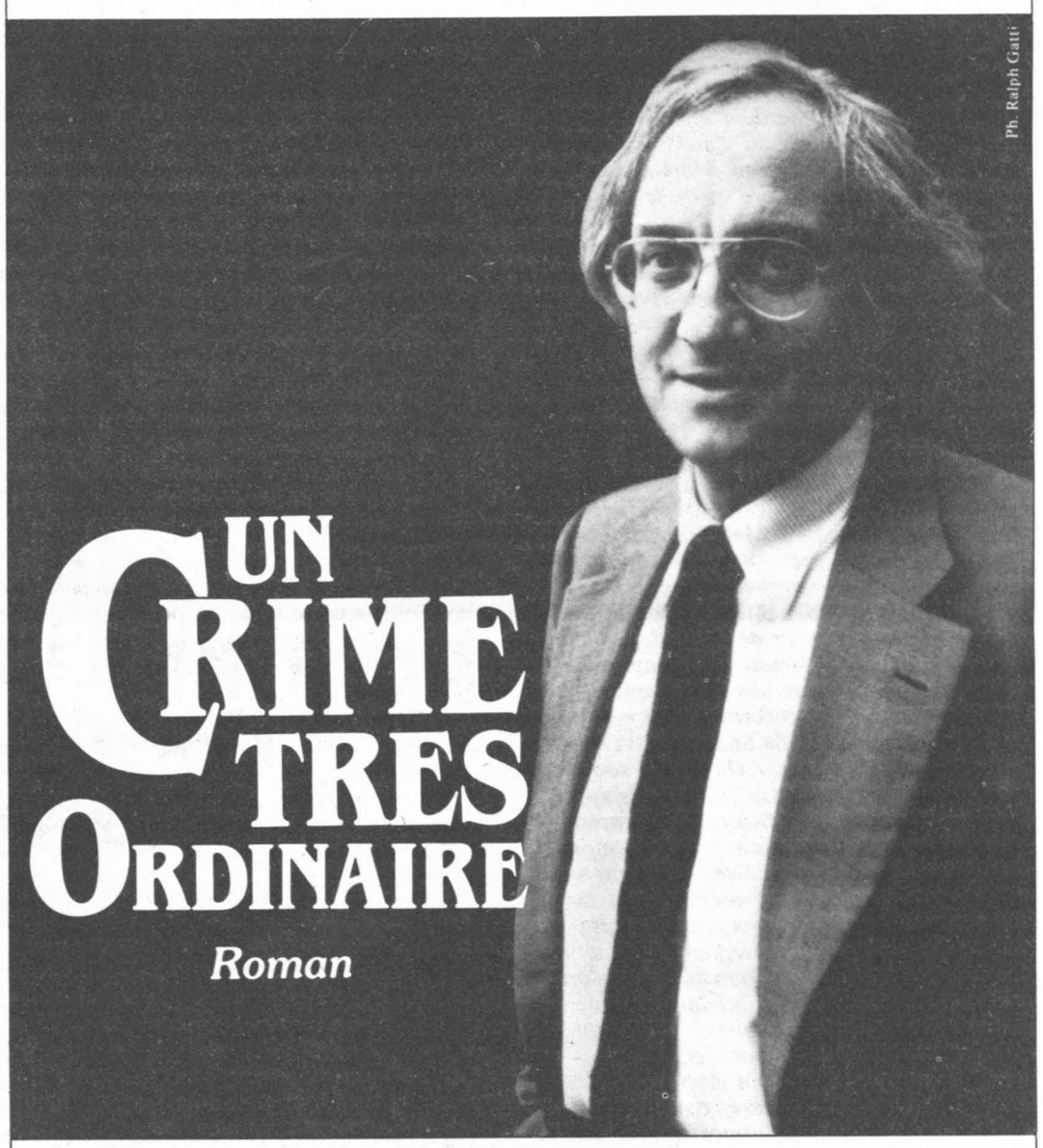
CLASSIQUE EN POCHE

— Victor Hugo : « Les Orientales — Les Feuilles d'automne ».
Petite Collection Poésie / Gallimard.

— Théophile Gautier : « Emaux et Camées »
Petite Collection Poésie / Gallimard.

— Paul Verlaine : « Jadis et Naguère / Romances sans paroles / Parallèlement ».
Presses-Pocket.

Scandales et passion, le nouveau Max Gallo



GRASSET

Jorge Semprun, le charpentier de la littérature franco-castillane



PAR GILBERT SANS

« NOUS avons perdu nos certitudes, mais gardé nos illusions »... « Les anciens combattants m'emmerdent »... Romancier, cinéaste, ex-dirigeant du Parti communiste espagnol, Jorge Semprun a manifestement le goût du mot littéraire et de la provocation, salutaire.

Scénariste de cinéma, on se souvient surtout de « la Guerre est finie » — qui demeure l'un des plus grands films de ces vingt dernières années — « Z », « l'Aveu ». Comme romancier il nous a donné notamment « le Grand Voyage », « la Deuxième Mort de Ramon Mercader », « Autobiographie de Federico Sanchez » et « Quel beau dimanche ».

Il adhère très jeune au Parti communiste, participe à la Résistance, subit la déportation à Buchenwald. Membre du Bureau politique, il est exclu en 1964, avec Fernando Claudin, sur le rapport de la « Pasionaria » elle-même et dans le décor baroque d'un château des rois de Bohême. Federico Sanchez — son pseudonyme de la clandestinité — peut alors redevenir Jorge Semprun, et Semprun écrire l'itinéraire politique et romanesque de Sanchez.

Dans « l'Algarabie » (Fayard), son dernier livre, le personnage principal s'appelle Artigas. On peut affirmer qu'il présente quelques traits communs avec Semprun. Sauf que le héros littéraire — autant vous le dire tout de suite — meurt avant la fin du livre, dans une ruelle cafardeuse du Quartier latin, sommairement flingué par quelques voyous. Les morts symboliques sont toujours plus « captivantes » que les morts réelles. Un républicain espagnol ou un citoyen soviétique, par exemple, — ce dernier pouvant être aussi bien contestataire chrétien que cadre communiste — connaissent bien « leur mort » : la guerre civile, les camps. Il existe aussi quelques variantes à la symbolique : un républicain espagnol pouvant parfaitement mourir dans un camp sibérien... Notre siècle est plus riche de symboles que de victoires.

Bref. Artigas, lui, meurt au Quartier latin, presque par accident, sur les ruines et l'échec de la deuxième Commune de Paris, réduite à Saint-Germain-des-Prés et à quelques faubourgs. On vous passe les détails (ils sont dans le livre) : l'accident d'hélicoptère du général de Gaulle, retour de Baden-Baden en 1968, le « complot de Charléty », les années de la guérilla, le gouvernement réfugié à Versailles, puis le repli et la constitution de la Z.u.p. (Zone d'utopie populaire), à l'abri d'un haut mur la séparant du reste du monde... et de Paris, et des autos. La Z.u.p. est peuplée d'irréductibles (et de résignés) : les Espagnols, les maos, les Corses... et le formidable bordel géant des souterrains de Saint-Sulpice ! Les années soixante s'achèvent... comme on achève un blessé.

Jorge Semprun, de mort symbolique en aventures typiquement picaresques, témoigne ainsi sur la période. D'une langue à une autre, s'affirmant comme un très grand écrivain franco-castillan d'aujourd'hui, il nous donne à voir et à décrypter l'univers réel et imaginaire qui est le sien : l'amour de Paris, des femmes, une certaine morale sociale et politique (de gauche, faut-il préciser !), l'humour et l'ironie de l'observateur lucide des choses de la vie.

Si vous voulez en savoir plus... comment des membres émérites et avisés de la Commune s'opposent, au nom du bon goût, à la collectivisation des sorbets de chez Bertillon ; assister aux joutes passionnantes, à l'Ecole normale supérieure, entre les professeurs Alain Malabar et Etienne Badadiou sur « le noyau rationnel de la dialectique hégélienne », et bien d'autres... Il faudra assurément vous procurer ce gros livre de plus de quatre cents pages. Semprun : le plaisir de lire ; un témoin qui passe, et qui dérange.

"Les anciens communistes - qui savent pourquoi ils ne sont plus communistes - peuvent être le sel de la terre"

« L'Unité » : Quel est, d'abord, la signification du mot qui donne le titre du livre ? Et la signification de ce choix ?

JORGE SEMPRUN : Le mot « algarabie » est une francisation du mot espagnol « algarabia » qui signifiait à l'origine « la langue arabe » et devenu par un glissement sémantique tout à fait compréhensible « la langue qu'on ne comprend pas ». C'est le langage autre, qui finit par signifier aujourd'hui le vacarme, le brouhaha, le charivari, mais en demeurant moins péjoratif que le mot français presque comparable : charabia.

Le choix du mot ? Il y a d'abord une raison intime, privée, c'est que je l'aime beaucoup. Il me revient souvent une romance du Moyen Age espagnol — du cycle mauresque — où figure ce mot. C'est un souvenir d'enfance très fort, sonore, visuel et littéraire.

Raison plus élaborée : l'algarabie, c'est le bruit et la fureur, la confusion des langages dans le monde où nous vivons. Et peut-être la nostalgie d'un langage unique et le désir d'en finir tout à fait avec un discours transparent et unique.

— On peut affirmer sans crainte de trop se tromper que la forme de votre livre en épouse étroitement le fond. Il y a des chevauchements, des retours en arrière, de multiples « discours » : un petit côté scénario de cinéma. Le lecteur non averti ne risque-t-il pas de s'y perdre un peu ?

— Dans ce livre il y a une part de volonté — une autre part vous échappe toujours - que l'algarabie s'y reflète et ne se limite pas à être un jeu de titre, un jeu littéraire. On passe de moments qui pourraient être politico-philosophiques à d'autres carrément picaresques, voire érotiques.

Quant à la forme, j'ai essayé de construire un livre qui soit très maîtrisé. Il y a un mot espagnol que j'adore : la carpinteria — la charpente — c'est un mot technique, presque manuel, que j'aime beaucoup quand on parle d'une œuvre. Soigner la charpente des choses, que ça s'articule bien, qu'un personnage ayant dit quelque chose à la page 10, ce mot ait sa conséquence ou sa répercussion — néfaste ou heureuse — à la page 222.

Et par contre de faire aussi une écriture qui soit très ouverte, très spontanée, se laissant aller. Bien sûr on se laisse toujours aller à des choses déjà établies : fantasmes, stéréotypes, critères, manies, obsessions ; mais se laisser aller dans le sens : ne pas les maîtriser.

Je n'arrive pas à croire que ce soit un livre difficile à lire. Peut-être me fais-je une idée trop orgueilleuse de ma facilité, ou au contraire trop idéalisée du lecteur que je voudrais avoir. Je croyais que c'était un livre « populaire ».

— Quant au fond, quel sorte de regard posez-vous sur vos personnages — grosso-modo ; une gauche assez cosmopolite dans un Quartien latin de fin du monde — et, à travers eux, quel sorte de point de vue voudriez-vous transmettre ?

— Il ne faut surtout pas chercher une articulation avec la politique concrète et surtout pas avec celle de la France. Volontairement il n'y en a pas.

Pour moi, l'intention est la suivante : en Occident, il s'est produit un phénomène dans les années soixante — c'est pourquoi l'épicentre de ce tourbillon picaresque est tout de même le souvenir de Mai 68 — avec beaucoup de variantes, un phénomène

qui est la naissance d'un mouvement de masse « a-communiste ». Là, quelque chose se brise historiquement. Un mouvement de masse « libertaire » — sans connotation anarcho-syndicaliste — fondamental, et sur lequel je ne dis rien de critique dans le livre.

A la faveur de cet éclatement des années soixante, dans sa mouvance, prenant brusquement ses distances avec la tradition des P.c. — dont la crise se poursuit dans plusieurs pays et aboutit presque, aujourd'hui, à son terme et où est incluse, bien entendu, la question du rapport avec l'U.r.s.s. — surgissent des avant-gardes autoproclamées, qui, elles, viennent de la tradition marxiste-léniniste et prétendent monopoliser, diriger, parler au nom de ce mouvement. Quant au P.c., c'est très clair, il s'est complètement retiré du mouvement. C'est pourquoi il n'y a rien sur le P.c. dans « l'Algarabie » : il est hors-champ. Dans cette Commune de la rive gauche, il n'y a pas de communistes. C'est volontaire.

Je fais aujourd'hui un retournement total des critiques communistes contre la social-démocratie. Le grand acquis du menchévisme est d'avoir compris quelle était la perspective du bolchévisme. Est-ce que la social-démocratie — au sens générique du terme — va être capable d'orienter, de faire renaître parfois, ce grand mouvement de masse — ouvriers, étudiants, intellectuels, couches moyennes — de le situer dans une perspective de gauche déliée des rapports et des obsessions communistes ?

Dans le livre on fait la critique des avant-gardes autoproclamées en utilisant des recours romanesques. On sent au contraire la nostalgie de l'échec de cette deuxième Commune. La forme que la classe ouvrière — et par les bureaucrates, pas les intellectuels, pas les élitistes ! mais la classe ouvrière elle-même — donne à ses tentatives de prise du pouvoir est une forme communautaire, ou communaliste comme on disait, ou autogestionnaire comme on peut dire maintenant. Mais les Communes échouent — Paris, Pétrograd, Hongrie, Barcelone... — pour des raisons historiques, et à cause des avant-gardes. Ce type de rappel nostalgique, et un peu désespéré, de l'échec du mouvement communard ne signifie pas que nous soyons globalement pessimistes. Ce type de rapport avec la politique, à travers le marxisme — et le marxisme-léninisme surtout — a échoué. Il faut repenser les choses.

— Le livre me paraît légèrement plus désabusé que le discours que vous venez de tenir.

— Le livre est certainement plus désabusé, pris dans une logique romanesque de la mort du personnage. Mais moi j'ai survécu au livre...

— Plus désabusé ou peut-être plus lucide. Dans la réalité vous vous engagez toujours peu, comme si vous préfériez le roman — ou l'aventure — à la politique traditionnelle ?

— Je ne suis pas actif en Espagne. Ici, je ne vis même pas la vie culturelle française, alors la vie politique : vous vous rendez compte ! Mais en Espagne, je pourrais être bien sûr plus actif ; je ne profite même pas des occasions pour dire dans les journaux : vous voyez que j'avais raison, vous avez gueulé quand j'ai publié la biographie de Federico Sanchez : tout s'est déroulé comme prévu ! Ce qui signifie pas que je me désintéresse.

Je vais consacrer les mois qui viennent à terminer un essai sur la stratégie de la gauche vis-à-vis de l'Union soviétique... Prendre des distances avec la politique c'est aussi prendre des distances avec mon passé politique.

Les anciens communistes qui savent pourquoi ils ne sont plus communistes peuvent être le sel de la terre, le sel des organisations démocratiques, populaires, de masse et socialistes. Parce qu'il faut quand même la changer cette société !

— Question très concrète : quelle explication politique donnez-vous de l'attitude de Carrillo, secrétaire général du Parti communiste espagnol, au cours de ces dernières semaines ; attitude surprenante, maladive, suicidaire ?

— C'est un sujet exemplaire quand on veut analyser les contradictions de l'eurocommunisme. Evidemment il faudrait analyser le P.c.e. depuis bien avant la mort de Franco. Chez Carrillo on peut avoir l'impression que c'est suicidaire. Ça ne l'est pas du tout. Carrillo est un homme politique qui ne veut pas du tout mourir.

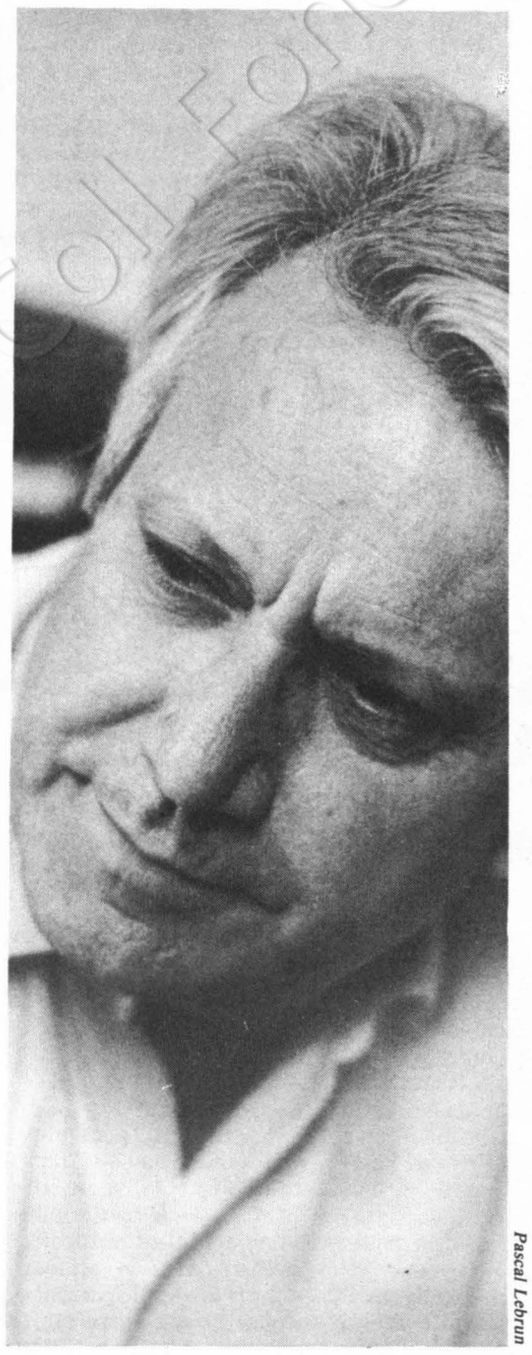
Il a parfaitement compris la contradiction dans l'eurocommunisme et que la logique de l'eurocommunisme pousse à la transformation de la vie interne du Parti. C'est la position des eurocommunistes-rénovateurs qui sont les cadres de la dernière période clandestine antifranquiste, sauf Manuel Azcarate, qui est un cas exceptionnel : c'est un des plus vieux compagnons de route de Carrillo, un de ceux qui connaît le mieux les drames internes du P.c.e. depuis l'époque de l'occupation nazie en France...

Donc, en effet, Carrillo choisit de se priver de ces cadres essentiels, car il ne reste plus autour de lui que la vieille garde, et veut continuer à faire de l'eurocommunisme avec un parti stalinien. Le Parti communiste va mourir ; mourir pour un parti politique c'est être marginalisé, ne plus jouer son rôle.

Quand on voit les gens qui entourent Carrillo, maintenant qu'il a redistribué les postes au comité exécutif et au secrétariat, après le départ de tous les eurocommunistes, c'est la gérontocratie brejnevienne installée à Madrid ! ●

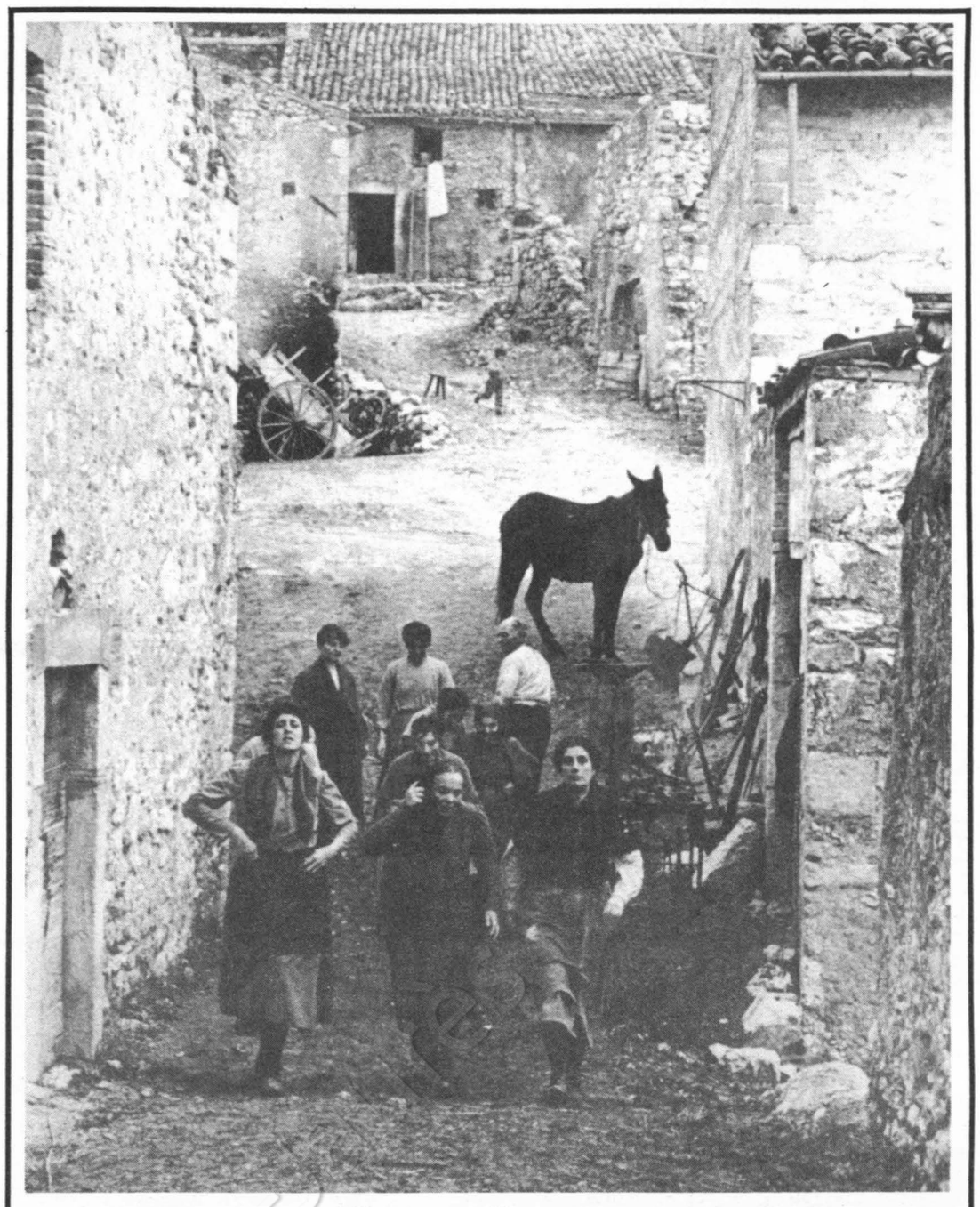
Sygma





Pascal Lebrun

Dolorès Ibarruri, la « Pasionaria » et Santiago Carrillo.



Cinéma: la prise de conscience d'un "cul-terreux"

PAR SERGE RICHARD

A lire trop rapidement les notules de présentation de « Fontamara », de Carlo Lizzani, on risque de se dire : « Encore un film sur le sous-développement. » Ou bien : « Encore un film sur le fascisme. » Et on passera alors à côté d'une œuvre parfaitement originale.

Certes, la première proposition n'est pas fausse. Toute la première partie du film de Lizzani est une plongée au plus profond du non-développement économique, éducatif, social, politique : un village des Abruzzes à l'aube du fascisme mussolinien, accroché à une montagne hors du monde. Là vit — survit — une petite communauté paysanne, décrite ici avec une justesse et une sobriété admirables. C'est elle qui va passer de la résignation à la révolte à mesure que l'Etat va se désintéresser d'elle : électricité coupée, rivière détournée, pas de curé nommé à Fontamara, refus du pouvoir fasciste de distribuer des terres, malgré ses promesses...

On aimerait croire que ce tableau désespéré renvoie au passé, à ces années trente où Ignazio Silone avait écrit le livre originel, « Fontamara », alors que le fascisme l'avait fait s'exiler à Zurich. Mais on sait que le « Mezzogiorno » est pratiquement resté aussi misérable et aussi oublié par le pouvoir central, même si celui-ci a changé. Pas étonnant que le meilleur cinéma italien récent puisse continuer à montrer l'extrême dénuement d'une certaine Italie (« l'Arbre aux sabots », « Padre padrone », etc.) sans avoir à changer décor ou personnages, quelle que soit l'époque décrite ! Et pas étonnant non plus que ce cinéma, cycliquement depuis « la Terre tremble » et « Riz amer », revienne à ces films où terre rime avec misère : l'Italie pauvre, c'est l'un de ces morceaux de tiers monde que l'Europe n'a pu réduire. Un rappel bien nécessaire à notre bonne conscience de continent « développé ».

De même que n'est jamais inutile le rappel du caractère protéiforme du fascisme. Surtout venant d'un orfèvre : Lizzani y a déjà consacré toute une partie de son œuvre (notamment dans les années cinquante, un film fameux : « la Chronique des pauvres amants »).

Qu'on tortille parfois de la terminologie pour ne pas parler de fascisme à propos de l'équivalent polonais de Pinochet, voilà qui éclaire bien cet aspect. Et au moins partiellement le régime mussolinien, affirme Lizzani, « n'a pas été une dictature de classe, claire et nette, mais un pouvoir populiste ». D'où le comportement premier des paysans de Fontamara : vive donc ces messieurs à chemise noire, puisqu'ils parlent de donner la terre à ceux qui la cultivent !

Car Lizzani ne donne pas plus dans le manichéisme sulpicien qu'avant lui Silone dans son roman : il n'y a pas plus de caractère sacré de la paysannerie pauvre que de caractère sacré du prolétariat. Et si la misère leur est à tous deux insupportable, c'est qu'elle n'atteint pas l'homme seulement dans sa chair : l'extrême dénuement peut mener droit à l'égoïsme, à la méchanceté, à l'injustice, à la trahison parfois.

Cela tempère ce que peut avoir de trop « exemplaire » le personnage principal de « Fontamara » : Berardo, ce « cafone » (cul-terreux) pris comme chef par les paysans, révoltés à la suite des exactions d'un commando de « chemises noires », mais qui devra partir chercher un emploi à Rome. Après tout, s'il avait vraiment obtenu une terre, lui-même aurait probablement accepté le fascisme. Berardo connaîtra tour à tour les différentes étapes d'une prise de conscience : des motivations égoïstes du début jusqu'à son sacrifice final — prison et mort sous la torture — le jour où, pour sauver un militant d'opposition, il s'accuse à sa place : « Si je meurs, ce sera le premier cafone qui ne meurt pas pour lui, mais pour les autres... Ce sera le début de quelque chose de complètement nouveau. »

L'important, c'est bien sûr que ce sacrifice de Berardo s'accompagne d'une phase supérieure de la révolte de ses concitoyens de Fontamara : une réelle organisation, le débat sur leurs objectifs, un journal clandestin... N'empêche que « Fontamara », davantage qu'un film de plus illustrant ce traditionnel schéma marxisant, restera comme une métaphore sur l'homme en recherche — de lui et des autres — faisant toute sa part à l'individuel, à l'existentiel. Pour Lizzani, « il n'existe pas de classe, d'élite politique qui soit là pour nous guider et résoudre pour nous nos problèmes ».

Venant d'un marxiste, cette réflexion sur la part complémentaire du collectif et de l'individuel intéressera vivement, dans le contexte politique actuel de l'Italie. Ce qui ne signifie nullement que, de ce côté des Alpes, elle n'ait aucun intérêt. ●

POLITIQUE CULTURELLE

Le changement avec tambours et trompettes

Jack Lang et Maurice Fleuret, directeur de la musique, ont donné le la à un programme courageux. Souhaitons – lui de vivre sa vie sans trop de fausses notes

PAR FABIAN GASTELLIER

COMME disent les manuels de citations pratiques : « Paris ne s'est pas construit en un jour. » Evidence claire et nette s'il en est... Il en va de même pour ce qu'on appelle le « changement », cette volonté de redresser la barre et de tracer des sillons neufs sur des vieilles routes. Ce serait un rêve un peu niais ; un caprice d'enfant que de vouloir régler à la vitesse de l'éclair les problèmes, les héritages souvent lourds et les situations floues. Le monde de la musique n'échappe pas à cette logique et, si la réorganisation de la politique musicale française définie le 3 février dernier par Jack Lang et Maurice Fleuret lors d'une conférence de presse a paru encore flottante — voire parsemée d'incertitudes —, il faut convenir qu'un tel secteur ne peut se restructurer dans la hâte et que la prudence, pouvant assurer un travail en profondeur, est préférable à la précipitation qui ne réussit, la plupart du temps, qu'à modifier l'aspect superficiel des choses sans réussir une réelle transformation. Ici, le travail accompli, le chemin déjà parcouru (augmentation de 67 %, pour 1982, du budget de la musique et de la danse) est un atout de poids, laissant augurer que les autres promesses seront tenues.

Sensible au fait que seule, isolée, la Direction de la musique ne peut guère modifier l'univers musical français, Jack Lang a annoncé la création d'un Conseil supérieur regroupant « les forces vives » de la musique, les représentants des médias et des ministères concernés (entre autres l'Education nationale, la Recherche et la Technologie, l'Industrie). Il a annoncé, également, une restructuration de la Direction de la musique, qui se voit entourée de sept départements (enseignements, action musicale, danse, art lyrique, recherche, etc.) reconnus autonomes mais devant travailler en parallèle. Cet éclatement des responsabilités devrait permettre de travailler plus rapidement que par le passé et d'analyser de façon plus précise chaque point de détail relevant d'un secteur particulier. Afin que cette action ne s'arrête pas à Paris, vingt et un délégués régionaux pour la musique sont chargés d'assurer la couverture complète du territoire (la Corse, dans l'attente de son nouveau statut, ne figure pas dans cette carte). En plus, et pour chapeauter l'ensemble, six postes d'inspecteurs régionaux assureront « une présence permanente au ministère dans l'ensemble des régions de France ».

L'enseignement, problème majeur

La régionalisation est, d'ailleurs, à l'honneur puisque Jack Lang, désireux de ne pas « découper la France selon un modèle préétabli », cherche avant tout à « épouser le terrain » ; à doter chaque région en fonction de ses besoins précis en tenant compte des particularités de chacune. Loin de lui l'idée de créer, par exemple, vingt-deux conservatoires si les vingt-deux régions n'en ressentent pas toutes la nécessité. Un point capital qui méritait d'être éclairé.

L'un des problèmes majeurs de la politique musicale en France — l'enseignement — se retrouve lui aussi placé en tête des préoccupations immédiates. En collaboration avec le ministère de l'Education nationale (sans lequel rien n'est faisable), Jack Lang souhaite mettre en œuvre une profonde réforme de l'enseignement primaire, en introduisant notamment l'enseignement de la musique dans la scolarité normale. Reste à savoir si Alain Savary, de son côté, tiendra ses promesses... L'autre enseignement, celui de la spécialisation, mérite également un large ravalement. On sait que, chez nous, les concours s'essoufflent faute de concurrents et que des dizaines de postes ne peuvent être pourvus faute de candidats... En augmentant de 51 % les crédits destinés à l'enseignement ; en mettant sur pied un conseil national chargé « de réfléchir sur les méthodes de pédagogie » ; en décidant la construction du nouveau Conservatoire de Paris à La Villette ainsi que la mise en route, pour 1983, des travaux d'un nouveau Conservatoire national à Lyon ; en créant, enfin, un orchestre français de jeunes, recrutés parmi les meilleurs élèves (début du travail, sous forme de stage, dès l'été prochain), le gouvernement montre clairement qu'il entend réformer de fond en comble et de façon réaliste un domaine pour le moins à l'abandon. N'oublions pas, non plus, qu'un groupe de travail en marche depuis un mois déjà est en train de préparer la loi sur l'éducation artistique prévue pour l'automne prochain.

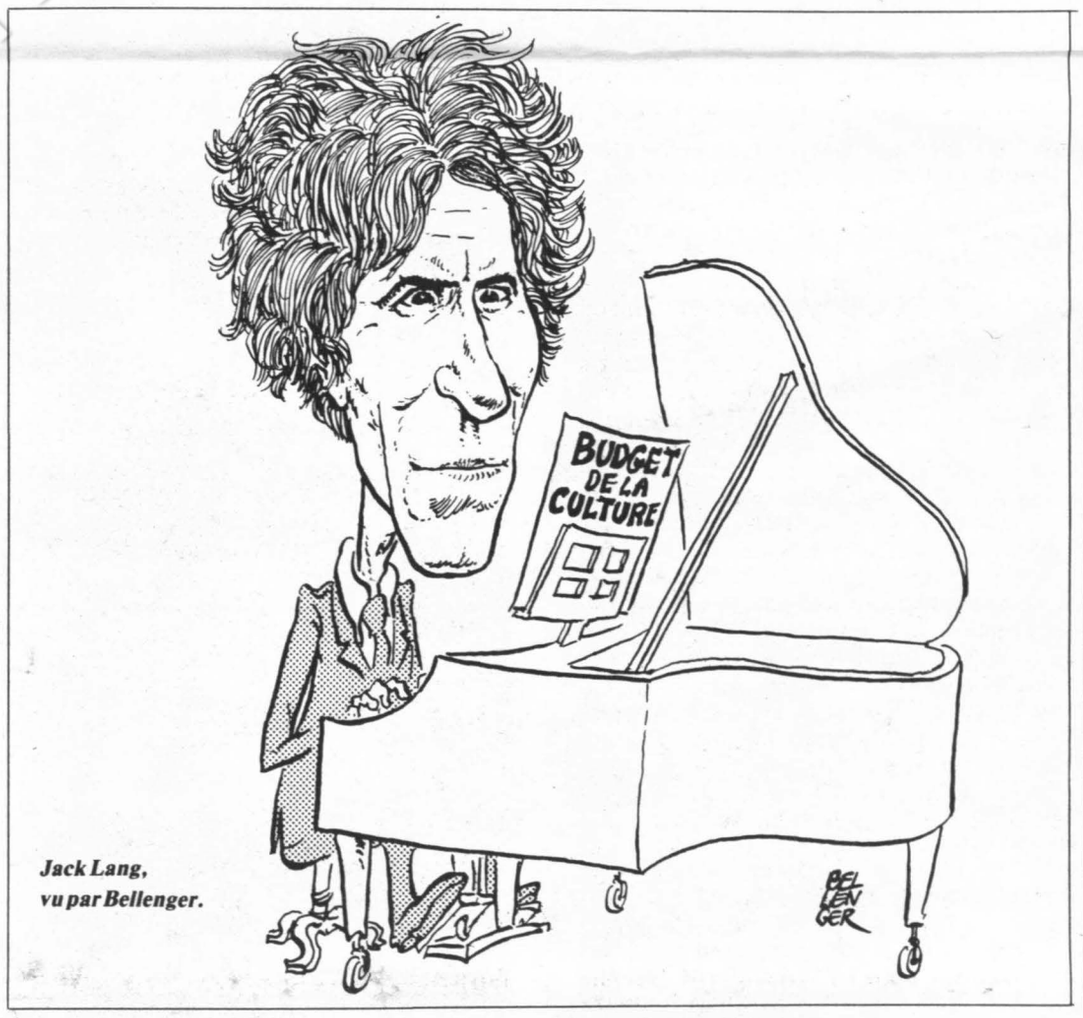


Maurice Fleuret. Pascal Lebrun

Un effort particulier est apporté au monde de la danse avec, entre autres, la création, dès cette année, de sept postes d'enseignements de danse contemporaine dans les conservatoires ; l'ouverture, à Marseille, d'une école nationale supérieure ; l'implantation de nouvelles compagnies (dont Gigi Caciuleanu à Roubaix et la merveilleuse Maguy Marin à Créteil) ainsi que l'installation, à Paris, au Palais des Arts, d'un centre chorégraphique comprenant une salle d'essai et deux studios.

Pour l'art lyrique, rappelons que le projet d'un nouvel opéra (1986, lieu à venir) est définitivement arrêté ; que le soutien aux théâtres lyriques régionaux sera sensiblement accru (mais le Palais-Garnier reste l'ogre de ce budget : 317 millions de francs pour 1982) et que la salle Favart rouvrira ses portes dès la fin de cette année. A ce sujet, des bruits (sérieux) courent sur la venue, dans ce théâtre, d'un spectacle du Metropolitan Opera de New York : « les Dialogues des carmélites ». Il convient peut-être de rappeler à Alain Lombard et Jack Lang que René Terrasson, à l'Opéra du Rhin, vient de nous offrir une production particulièrement remarquable et remarquée du même ouvrage (1). Ce qui nous coûterait moins cher et permettrait enfin de réaliser l'une des promesses du ministère de la Culture : mieux faire voyager et connaître nos travaux nationaux.

Reste le problème des orchestres et de la recherche musicale. Pour le premier, il semble que le gouvernement tienne (avec raison) à continuer l'action de régionalisation : on sauvera l'Orchestre de l'Ile-de-France et l'Orchestre des Pays-de-Loire ; on pourra faire naître l'orchestre d'Auvergne et ceux d'Avignon et du Languedoc-Roussillon. Afin de stopper l'hémorragie des instrumentistes régionaux, tous attirés vers Paris tels des Rastignac du violon, du tuba ou du violoncelle, Jack Lang a précisé que l'écart actuel des salaires entre la capitale et la province, seule (?) justification de ces départs alarmants, serait réduit de 50 % à 19 %.



Jack Lang, vu par Bellenger.

La recherche, quant à elle, voit ses crédits multipliés par quatre. Ce secteur jadis abandonné peut donc légitimement espérer connaître une renaissance. Elle se manifeste dès à présent par un accroissement des subventions destinées aux centres de recherche régionaux ainsi que par un effort en faveur de nos créateurs : Pierre Henry, Iannis Xenakis et — à plus long terme — Jean-Claude Eloy. Les détracteurs du « monopole Ircam » ont de quoi être tranquilles : Boulez ne règnera plus seul.

Enfin — et c'est un des aspects les plus positifs de cette nouvelle politique —, Jack Lang a précisé que, devant la perte de vitesse connue par la France en matière de facture instrumentale et d'édition musicale, il convenait d'intervenir dans ce secteur privé souvent dépendant des multinationales et d'établir un « plan de dix ans » pour une reconquête du marché intérieur. Sont notamment annoncés une coédition avec une firme américaine des œuvres de Rameau (dont 1983, ne l'oublions pas, fêtera le tricentenaire) ainsi qu'une édition exclusivement française de Debussy.

On le voit : les efforts sont réels. Les grandes lignes semblent avoir été tracées. Manquent, bien évidemment, les points de détail : ventilation exacte des sommes allouées aux théâtres lyriques régionaux — qui n'ont pas tous la même structure ni les mêmes besoins —, aux différents orchestres, etc. Quelques zones d'ombre, aussi : Jack Lang a annoncé la reconduction pour trois ans de Daniel Baremboïm à la tête de l'Orchestre de Paris tout en précisant que cet ensemble se verrait doté d'un nouveau cahier des charges afin d'être un véritable outil national (tournées et concerts à tarifs spéciaux à travers la France entière) et non plus seulement et exclusivement parisien. Fort bien. Mais Baremboïm ? Etait-il le seul, l'unique, l'irremplaçable ? L'état de décrépitude actuelle de l'Orchestre de Paris (vérifié à chaque concert, même sous la baguette des plus grands) montre clairement que cet ensemble a besoin d'être solidement repris en main. Et comme il ne se montre jamais aussi mauvais que lorsque Baremboïm le dirige...

Ce qui ressort fortement de ces nouvelles orientations, outre le fait que Jack Lang et Maurice Fleuret semblent s'être donné les moyens de construire les idées et de faire aboutir les projets, demeure avant tout l'effort de régionalisation. Ce point précis montre la cohérence d'un gouvernement qui tient à associer toutes ses ramifications à un grand plan d'ensemble. Ainsi incluse dans la refonte d'une société, la musique n'est plus une discipline bizaroïde pour initiés, mais bel et bien un secteur d'importance nationale, concernant tout le monde ; irriguant tout le territoire.

Enfin, il faut accepter de prendre le temps. La formation de nouveaux instrumentistes, de professeurs, de spécialistes en facture instrumentale, la création d'une « cinémathèque de la danse » ne nous tomberont pas du ciel. Comme ne sera pas immédiatement évident pour tout le monde la cohabitation, souhaitée vivement par Jack Lang, de toutes les musiques, du classique à la pop, à l'intérieur de ce ministère jadis réservé à la « grande » musique. Il faut voir que le gouvernement pose aujourd'hui les bases ambitieuses d'un projet aux multiples facettes qui ne portera ses fruits que dans quelques années. Et encore : si tout le monde — ministère et personnes concernés ou simples Français intéressés par la musique — y met du sien.

(1) Voir « l'Unité » n° 442.

Diffusion N.m.p.p. - Commission paritaire n° 52325